

La prostitution à travers les comptes des châtelains et quelques sources normatives (Vallée d'Aoste, de Suse et Valais, XIVE et XVe siècles)

R 234263260
0175-45360

Section d'histoire
Sous la direction de Pierre DUBUIS et
Agostino PARAVICINI-BAGLIANI

Mémoire présenté par
Sophie LAZAREVIC

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010276437

TB 10.879

BIBLIOTHEQUE
CANTONALE
DU VALAIS



WALLISER
KANTONS-
BIBLIOTHEK

98/4847

Plan	Pages
1. INTRODUCTION	4
1.1 Présentation	4
1.2 Cadre spatio-temporel	6
1.3 Notice bibliographique	7
2. L'APPAREIL JUDICIAIRE ET SES PROTAGONISTES	11
2.1 Problèmes lexicaux	11
2.2 Les sources judiciaires	17
Conclusion intermédiaire	22
3. LA LÉGISLATION	23
3.1 Limites de la prostitution	23
3.2 Obligation de résidence	29
3.3 Les sanctions	34
3.4 Justification de la permanence de la prostitution	36
3.5 Droits de la prostituée	41
Conclusion intermédiaire	45
4. ETUDE QUANTITATIVE	46
4.1 Précautions	46
4.2 Répartition des délits par diocèse.	47
4.3 Poids relatif des délits	49
4.4 Distribution chronologique des délits	50
Conclusion intermédiaire	52

5. LE MONDE DE LA PROSTITUTION: UN MONDE TURBULENT 54

5.1 Typologie des délits 54

5.2 La violence 56

5.3 L'adultère 61

5.4 Le viol et la tentative de viol 63

5.5 Les insultes 66

5.6 Le proxénétisme 68

Conclusion intermédiaire 72

6. CONCLUSION 73

1. INTRODUCTION

1.1 *Présentation*

L'Eglise médiévale a construit une conception de la sexualité toute empreinte de retenue. Dans une société chrétienne qui tend à identifier la moralité à la pureté sexuelle, les rapports charnels sont perçus comme un mal: la sexualité détourne de Dieu, en concentrant l'esprit sur les plaisirs du corps. L'activité sexuelle, lorsqu'elle est considérée comme source de plaisirs, suscite l'hostilité franche de l'Eglise. Néanmoins, l'accouplement restant le seul moyen d'assurer une descendance, les rapports sexuels deviennent un mal nécessaire. Pendant des siècles, l'Eglise autorise alors la sexualité dans le seul et unique souci de procréation, licite au sein du mariage, seul cadre légitime. Tout péché, toute déviance se définit par rapport à cet ordre, telle la vie des prostituées, dont les mœurs sont une transgression évidente des normes prônées par l'Eglise sur le plan moral.

De surcroît, la personne même de la prostituée est un embarras: elle est une femme seule, sans les attaches normales que la société chrétienne aime voir autour d'une femme, celles de la famille, de la parenté, dans une attitude d'obéissance et de dépendance face à un homme ou des hommes. Une telle femme apparaît comme une transgression, comme une présence anarchique et inquiétante aux yeux de la société médiévale, si hiérarchisée.

Ainsi, la prostituée concentre sur elle tous les péchés et attire sur elle l'opprobre sociale. Si la société, laïque et cléricale, a toujours considéré la prostitution comme un mal, son attitude par rapport au phénomène a sensiblement varié d'une époque à l'autre.

Ce travail est une approche de la législation en vigueur à l'encontre de la prostituée dans quelques territoires savoyards et tente de cerner la place de la prostitution dans ces régions.

Les recherches ont été menées sur la base de deux types de sources, dont l'utilisation conjointe permet de confronter deux réalités: d'une part, des sources publiées, des *statuta*, sources normatives qui permettent de révéler le modèle vers lequel la société savoyarde tend; elles constituent un cadre théorique dans lequel cette société est supposée évoluer; d'autre part, des sources transcrites, des *banna*, qui forment les archives judiciaires et révèlent les comportements réels de cette société. Elles sont un reflet plus fidèle des groupes sociaux.

Les sources judiciaires sont issues des comptes de châtelainies; ces derniers étaient l'oeuvre des châtelains, officiers chargés de représenter à l'échelon local l'autorité du comte de Savoie. Les documents comptables savoyards sont une mine considérable de renseignements de natures diverses.

Bien qu'à l'origine le châtelain soit un fonctionnaire militaire, ses attributions se sont très vite étendues et diversifiées; ainsi, chargé de tâches administratives, le châtelain devait pouvoir répondre de la gestion de la circonscription qui lui avait été confiée par le comte; pour ce faire, il rédigeait la liste des dépenses occasionnées lors de l'exercice de sa charge, ainsi que les diverses sommes d'argent perçues, et établissait ensuite la balance des recettes et des dépenses. Lorsque la rédaction du rouleau de parchemin était terminée, le châtelain remettait son travail pour vérification à des clercs des comptes, ce qui permettait d'une part de contrôler sa gestion et d'autre part de tenir le comte informé de la situation financière de ses domaines. C'est la constitution des registres de châtelainies¹.

Le maintien de l'ordre public constitue le troisième volet du travail du châtelain. En matière pénale, son cahier des charges prévoyait d'établir les listes des amendes ou *banna* infligées lors de son mandat. Ces listes fournissent un dossier important sur la délinquance sous toutes ses formes; les amendes qui ont été infligées dans les régions du Valais occidental, de la Vallée d'Aoste et du Val de Suse ont fait l'objet d'un dépouillement minutieux par Pierre Dubuis, qui, dans le cadre d'une étude sur les comportements en matière de sexualité, a relevé et retranscrit 2'292 amendes punissant des délits à caractère sexuel. C'est sur la base de ce corpus que j'ai effectué mon étude et recherché les amendes relatives au monde de la prostitution; j'ai pu recenser un peu moins de 250 textes.

¹ BRONDY, *La Savoie de l'an Mil à la Réforme*, pp. 150-151.

La difficulté principale aura été de me familiariser avec le style fort concis des *banna* et le vocabulaire parfois allusif ou simplement emprunté à la langue vernaculaire qui est en usage dans ce genre de texte.

Les sources normatives se présentent sous la forme de statuts communaux piémontais², dont le but est de consigner par écrit des institutions et des coutumes qui régissent le fonctionnement d'une collectivité. Ces textes, qui fixent droits et devoirs, sont riches en renseignements sur l'organisation sociale d'une communauté, sur la condition juridique de ses personnes, sur leurs moeurs, etc...Ils fournissent un tableau global de la vie des communautés piémontaises.

Si la forme des statuts présente quelques variantes, leur fond est commun: il s'agit de définir ce qui est répréhensible et de dresser en regard de chaque délit ainsi établi la peine exigée en réparation. En matière de prostitution, l'étude de ces textes permet de mettre en évidence les valeurs morale défendues par les classes dirigeantes, représentatives de toute une société, et les moyens qu'elles se donnent pour faire respecter ces valeurs.

1.2 *Cadre spatio-temporel*

Ainsi qu'il l'a été dit plus haut, les régions concernées par cette étude sont d'une part le Valais occidental, soit la partie ouest de l'ancien diocèse de Sion, en aval de la cité de Sion, région où les Savoie se sont implantés progressivement dès le XI^e siècle; la domination des Savoie en Valais ne s'étendra pas au-delà de la Morge de Conthey, affluent du Rhône au-dessous de Sion. Au XIV^e siècle, la Morge deviendra même officiellement la frontière qui définit la zone d'influence des Savoie³.

D'autre part, formant la partie haute du Piémont, les vallées d'Aoste et de Suse, où là aussi la présence des Savoie est attestée dès le XI^e siècle grâce aux efforts de Humbert I^{er}, fondateur de la dynastie⁴. Le Val d'Aoste est constitué par le

² En fait, il ne faut pas confondre le Piémont savoyard et l'actuelle région piémontaise. Ce n'est que par souci de simplification que je qualifie les statuts de « piémontais » puisque les cités qui les ont promulgués se trouvent désormais sur l'actuel domaine piémontais.

³ DUBUIS, « Le Valais savoyard », p. 106.

⁴ BRONDY, *La Savoie de l'an Mil à la Réforme*, p. 30.

bassin de la Doire Baltée, de sa formation dans le massif du Mont-Blanc jusqu'à son débouché au nord de la ville d'Ivrea. La vallée de Suse est cette région située entre le Mont Cenis et la ville de Turin, arrosée par la Doire Ripaire.

L'étude de statuts communaux a permis d'élargir quelque peu le périmètre géographique délimité par les *banna*.

Les amendes concernant le monde de la prostitution infligées dans ces vallées jalonnent les XIVe et XVe siècles, tandis que les *statuta* permettent à nouveau un encadrement plus large: ils couvrent une période s'étendant du XIIIe au début du XVIe siècle.

Mais je ne dispose ni pour les registres judiciaires ni pour les statuts communaux de séries continues d'un point de vue chronologique: chaque corpus a été créé artificiellement, le premier pour les raisons données plus haut, le second pour constituer une sorte de pointage suffisamment large sur le plan géographique et suffisamment étendu dans le temps pour permettre de se faire une idée générale de la législation en vigueur.

J'ai ainsi pu dégager non pas une évolution mais des constantes, des similitudes d'une cité à l'autre. Ce travail ne s'inscrit donc pas dans une trame chronologique évolutive et il va de soi qu'une recherche systématique reste à entreprendre, qui permettrait de poser avec plus de certitude des jalons temporels.

1.3 Notice bibliographique

Alain Corbin, dans un ouvrage sur la prostitution au XIXe siècle, fait remarquer dans l'avant-propos de son livre que « le plus vieux métier du monde » serait le seul à échapper à l'histoire⁵.

De fait, le phénomène de la prostitution a pendant longtemps été négligé par les historiens; relégué au rang des curiosités plus ou moins malsaines, probablement en raison de notre héritage chrétien (la prostitution est considérée comme un comportement sexuel déviant et condamnable), il n'a pendant longtemps

⁵ CORBIN, Alain, *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution au XIXe siècle*, Paris, 1982.

intéressé que quelques amateurs érudits qui ont porté sur le sujet un regard relevant essentiellement de l'anecdote et généralement très moralisateur. L'ouvrage de Pierre Dufour est un exemple parmi d'autres de ce type de livres.⁶

Dans les années 1960 paraissent les travaux de l'américain Vern Bullough, qui s'est beaucoup interrogé sur le thème de la sexualité et à la place occupée par la prostitution. Bullough reconnaît avoir beaucoup hésité avant de se lancer dans ce genre d'étude tant il craignait que « the nature of the subject would be academically frowned upon »⁷. Son ouvrage, *The History of Prostitution*, est une histoire générale de la prostitution, l'une des plus récentes. L'étude consacrée à la période médiévale n'est malheureusement pas très étendue. A ses côtés, James Brundage s'est plus spécifiquement intéressé à la conception de la prostitution chez les canonistes⁸.

Si dès cette époque le commerce amoureux fait l'objet de nombreuses études, c'est celui pratiqué à l'époque moderne qui retient particulièrement l'attention.

L'intérêt pour la période médiévale se trouve relancé en 1985 par la parution d'une monographie intitulée *Prostitution in Medieval Society: the History of an Urban Institution in Languedoc*, rédigée par une américaine, Leah Lydia Otis, qui retrace les différentes réglementations à l'égard de la prostitution. Elle relève un processus de transformation qui débute par une période de tolérance aux XII^e et XIII^e siècles, suivie par une période d'institutionnalisation, avant que n'apparaisse dès le XVI^e siècle une période de répression. Pour Leah Otis, les autorités dans le Languedoc ont tenté d'imposer une séparation nette entre femmes honnêtes et femmes malhonnêtes, ne faisant en cela que respecter le concept médiéval selon lequel la nature même des femmes les entraîne vers les plaisirs charnels. La prostitution est perçue comme un problème relevant de la moralité dans la mesure où pourrait se produire une contagion des moeurs mauvaises: les épouses pourraient être tentées de parcourir les rues, comme les prostituées.

⁶ DUFOUR, Pierre, *Histoire de la prostitution chez tous les peuples du monde depuis l'Antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours*, Paris, 1851-1853. Le nom de Dufour serait un pseudonyme utilisé par un certain Lacroix, bien que celui-ci s'en soit toujours défendu.

Ce genre d'ouvrage aborde souvent le problème de la prostitution dans un cadre chronologique et géographique très étendu et ne peut prétendre à un analyse en profondeur du sujet.

⁷ BULLOUGH, *History of Prostitution*, p. VII.

⁸ BRUNDAGE, « Prostitution in the Medieval Canon Law », in *Sexual Practices and the Medieval Church*, 1982, pp. 149-160.

Trois ans après le travail de Leah Otis paraît la thèse de Jacques Rossiaud, sobrement intitulée *La prostitution médiévale*, étude menée sur la base des archives du bassin rhodanien et considérant le processus d'institutionnalisation de la prostitution comme une réponse aux besoins sexuels de la population masculine célibataire. La prostitution est alors indissociable des caractéristiques démographiques de la société médiévale: le nombre important de célibataires en quête de femmes et l'âge élevé au mariage ont entraîné une acceptation et une organisation de la prostitution afin de protéger les épouses et les filles des pulsions sexuelles des jeunes gens.

Finalement, une troisième monographie vient compléter ces études; il s'agit du travail de Ruth Mazo Karras, *Common Women. Prostitution and Sexuality in Medieval England*, ouvrage dans lequel l'auteur estime que les autorités anglaises ont perçu la prostitution comme un problème moral qui engendre un désir de ségrégation. Elle démontre que la prostitution est tolérée et réglementée parce que cela représentait d'une part une réponse au désir sexuel masculin, et d'autre part, parce que cela permettait aux hommes d'affirmer leur pouvoir sur les femmes. La prostituée, femme à la sexualité débridée, est considérée comme une menace; la prostitution organisée est alors un moyen de contrôler les comportements féminins.

Quelques articles traitent du problème de la prostitution; d'une part, celui de l'américain Richard Trexler, qui a publié une étude sur la prostitution florentine⁹. Pour Trexler, les données démographiques ont une incidence certaine sur la politique des autorités à l'égard des femmes de petite vertu: Florence a connu une période inquiétante de déclin démographique, due en grande partie aux calamités pesteuses, situation dont la conséquence dramatique aura été d'entraîner les hommes vers les joies de l'homosexualité. La prostitution aurait alors été perçue comme un moyen de défendre l'hétérosexualité, et de redresser la courbe déclinante des naissances.

⁹ TREXLER, « La prostitution florentine au XVe siècle: patronages et clientèles », in *Annales ESC*, 1981, pp. 983-1015.

Pour Rinaldo Comba¹⁰, l'étude de la prostitution dans le Piémont est elle aussi en étroite relation avec les caractéristiques démographiques de la région et les comportements matrimoniaux. L'institutionnalisation de la prostitution découle d'une volonté de contrôle afin d'éviter les désordres engendrés généralement par ce milieu turbulent et empêcher la diffusion des mœurs mauvaises au sein de la population.

Leah Otis fait remarquer que l'étude historique de la prostitution est un phénomène relativement récent, qui n'a réellement pris son essor qu'avec les années 70, lorsque s'est développé chez les chercheurs un intérêt pour trois champs d'investigation nouveaux: l'histoire des groupes sociaux marginaux, l'histoire des femmes, l'histoire de la sexualité. Alors l'étude de la prostitution devenait possible, s'insérant dans ces trois optiques¹¹.

¹⁰ COMBA, « *Apetitus libidinis coherceatur, structures démographiques, délits sexuels et contrôle des mœurs dans le Piémont du Bas Moyen-Age* », in *Vie privée et ordre public à la fin du Moyen-Age. Etudes sur le Manosque, la Provence et le Piémont (1250-1350)*, 1987, pp. 65-101.

¹¹ OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, p. 1.

2. L'APPAREIL JUDICIAIRE ET SES PROTAGONISTES

2.1 Problèmes lexicaux

La difficulté majeure lorsque l'on examine le monde de la prostitution est d'y reconnaître...la prostituée. Désignée sous plusieurs noms, elle semble revêtir des aspects multiples. Le choix du vocabulaire la concernant dépend pour une bonne part du genre de sources. De façon générale, les textes normatifs piémontais recourent particulièrement à l'appellation de *meretrix*, empruntée à l'Antiquité romaine¹², terme auquel l'adjectif *publica* est parfois accolé. Leah Lydia Otis estime que cet ajout servait à distinguer la professionnelle de la prostituée privée, « amatrice », à une époque où la prostitution se développait¹³. Le terme de femme publique ou commune est peut-être simplement le signe que la sexualité sort du domaine privé où elle a d'ordinaire place.

Ces mêmes textes font aussi état de la *mulier corrupta*, expression dont l'emploi est ambigu: ces termes désignent parfois une femme mariée, comme c'est le cas dans les statuts de Valperga, parfois une prostituée, comme à Chieri.

Dans leurs statuts de 1350¹⁴, les autorités de Valperga décident que celui qui *cognoverit per violenciam mulierem vel corruptam solvat pro banno libras viginti quinque*¹⁵. Or, un peu plus loin dans le même article, la prostituée fait l'objet de quelques lignes qui précisent que les mesures prises à l'encontre d'un violeur n'ont pas lieu d'être lorsque la victime est une *publica meretrix* que

¹² Le terme de *meretrix* signifiait littéralement « celle qui gagne de l'argent », ce qui était pour les Romains une façon d'afficher leur mépris envers ce type de femmes puisque « the proper Roman woman did not have an economic existence independent of the men folk ». BULLOUGH, « The Prostitute in the Early Middle Ages », p. 35.

¹³ OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, p. 16.

¹⁴ Je renvoie à l'annexe 1 qui contient les différents statuts communaux utilisés et qui me dispense de repréciser chaque référence.

¹⁵ A noter la présence déroutante de *vel* qui, à mon avis, n'a pas lieu d'être.

indifferenter se supponeret circa quam presens statutum nullatenus extendatur. Epouse et prostituée sont donc clairement et sans surprise différenciées par l'emploi de deux termes distincts: *mulier corrupta* et *meretrix*.

Cependant, pour les autorités de Chieri, l'adjectif *corrupta*, ne peut s'appliquer à une femme mariée mais bien à une prostituée: la loi prévoit trois cas de figure, le viol d'une vierge, celui d'une femme mariée vivant avec son époux, et finalement le cas de la *mulier corrupta*, qui, apparemment, ne peut que désigner la prostituée: *statutum est quod si aliquis de Cherio vel poderio virginem vel nuptam existentem cum marito sive viro violanter cognoverit, solvat pro pena et banno libras quinquaginta vel virginem capiat in uxorem. Qui vero corruptam, libras decem comuni [solvat] pro pena.*

Finalement, Moncalieri est la troisième cité à employer cette expression, de façon équivoque, dans ses statuts de 1378: *item statutum est quod qui virginem corruperit si violenter hoc fecerit solvat pro banno libras XXV et qui corruptam violenter cognoverit solvat pro banno solidos C salva racione mulieris si vero probare poterit cognita a pluribus solvat pro banno solidos XX.* Ici, la femme corrompue désigne celle qui n'est plus vierge par opposition au contenu de la première partie de la phrase, sans pour autant désigner explicitement la prostituée, qui répondrait mieux à la description de la dernière partie de la phrase.

Les registres de châtelainie ne se contentent pas de la seule désignation de *meretrix* et regorgent de termes d'une grande variété. Ainsi voit-on apparaître la putain, la ribaude. On a souvent l'impression que le clerc des comptes n'a fait que reprendre les expressions du langage populaire, transcrivant apparemment les termes utilisés par les accusés eux-mêmes lors de leur audition: comme cet homme, habitant le diocèse de Sion, qui a traité un autre de « fil de putan » (no 25) ou cet autre qui enjoint grossièrement une femme de se taire par les termes « tace, ribauda » (no 212)¹⁶. Dans la circonscription de Lanzo, un homme bat une femme et l'insulte, la traitant de « putayn petaxa » (no 2202). La présence de mots en langue vernaculaire porte à croire que les dépositions ont été soigneusement retranscrites.

Que penser en outre de ce texte qui nous apprend que Jean Porterii, dans le diocèse de Turin, est condamné pour avoir frappé au visage la « belle » Catherine, une prostituée (no 1720)? Bien cet adjectif puisse être porté comme

¹⁶ Je renvoie à l'annexe 2 qui contient la liste des amendes citées dans le texte.

une sorte de nom de guerre qui justifierait son apposition au prénom de Catherine, son utilisation dans les textes d'amende est révélatrice de la part faite au langage populaire.

L'emploi d'adjectifs dépréciatifs pour décrire la prostituée apparaît fréquemment dans les bans: pour ne citer que quelques exemples, la prostituée est tour à tour une femme vile, pécheresse, suspecte ou vaine, une fille ou une femme commune. Dans cette dernière expression, il est possible que le choix des termes trahisse les années, la femme se distinguant de la fille par son âge.

Cette diversité des termes est-elle l'expression d'une richesse lexicale pour désigner un seul type de prostituée, ou faut-il croire que c'est là l'indice de différents niveaux de prostitution? Jacques Rossiaud distingue en effet pour le bassin rhodanien les filles travaillant dans les maisons publiques, celles qui pratiquent dans les étuves, les prostituées des bordels privés et finalement les prostituées indépendantes. «Le vocabulaire différencie clairement (...) ces différents étages du commerce amoureux: tous les règlements, les cris publics, les procédures judiciaires distinguent les filles du *prostibulum* de celles qui exercent dans les étuves ou en chambres. Aux filles communes publiques, on oppose les filles secrètes, les cantonnières aux clostrières et aux filles secrètes, légères ou vagabondes. »¹⁷

Le vocabulaire utilisé dans le Piémont indique-t-il l'existence de différentes catégories de prostituées? Il ne semble pas que ce soit le cas: il n'existe que peu d'explications relatives à la prostituée et encore ne sont-elles fournies que pour les différencier des femmes honnêtes, non pour distinguer les prostituées entre elles.

La commune de Casale, lorsqu'elle entend interdire l'existence d'un bordel au sein des murs de la cité, englobe dans son interdiction la prostituée *palam seu publicum*, c'est-à-dire celle qui est ouvertement, officiellement reconnue comme telle. Cette précision semble sous-entendre l'existence d'une prostitution clandestine, ce qui nous amènerait déjà à deux niveaux de prostitution. Mais est-ce réellement le cas?

En fait, tenter de distinguer plusieurs types de prostitution s'avère délicat dans la mesure où il n'existe pas de critères établis par les autorités. La législation se

¹⁷ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 23.

montre fort avare de renseignements: la préoccupation majeure des autorités est de contrôler le monde de la prostitution et non d'expliquer ce qu'elles entendent par prostitution. De fait, seuls six statuts communaux fournissent une définition de la prostituée, plus ou moins élaborée.

Les statuts de Turin de 1360 sont les moins explicites; ils ne contiennent pas d'explication mais proposent une équivalence de termes: il faut comprendre par femme vile une prostituée publique. Cette expression est issue d'un article qui vise à punir l'auteur d'un viol: celui qui s'en prend à une *vilem mulierem, idest meretricem publicam*, devra payer 60 sous.

Si l'on considère les critères retenus par la ville d'Ivrea en 1329 pour parler de la prostituée, on trouve l'idée suivante: décidant des mesures à l'encontre des gens de mauvaise vie, et parmi eux les prostituées, qui auraient proféré des mots injurieux ou agi de façon malhonnête, les autorités de la ville sont amenées à définir la prostituée comme toute personne *qui a pluribus se facit supponi*.

Ces quelques mots appellent une première remarque; un point et un seul semble définir la prostituée: la multiplicité de ses partenaires. Ce critère est commun à plusieurs cités. La ville de Chivasso souligne elle aussi l'importance de la quantité des rapports, utilisant les mêmes termes qu'Ivrea. La cité de Savigliano fixe le nombre crucial à quatre hommes dans un article de ses statuts: *intelligatur publica (meretrix) quelibet mulier que rem seu coytum fecerit cum quatuor seu pluribus hominibus*. Étonnement, dans un autre article de ces statuts, le législateur précise, après avoir énoncé les différentes peines qu'encourt un violeur, que ces mesures n'ont pas lieu d'être *in mulieribus meretricibus vel que coytum habuissent cum tribus hominibus vel pluribus*. Le nombre clé n'est plus le même, sans que l'on puisse discerner les raisons de ce changement.

Pour les autorités de Genola, il semble que trois hommes ou plus représentent un nombre suffisant pour distinguer la prostituée d'une autre femme. A Valperga, la *publica meretrix* est une femme qui se « soumet indifféremment », sous-entendu à quiconque, *que indifferenter se supponeret*.

Dans ces exemples, l'accent est mis sur le concept de promiscuité, une idée élaborée par l'Eglise, que l'on retrouve déjà chez saint Jérôme, qui veut qu'une prostituée soit une femme disponible pour les plaisirs de beaucoup¹⁸.

¹⁸ Gratien, D. 34 c. 16, Epist. 64.7 ad Fabiolem, citant St Jérôme: « Meretrix [est] que multorum libidini patet. »

Mais, des précautions s'avèrent parfois nécessaires: si le nombre de partenaires permet de ranger une femme dans une catégorie ou une autre, encore faut-il que les faits puissent être prouvés. C'est du moins la condition qu'Ivrea entend imposer en affirmant qu'une prostituée passe pour telle sur déposition de témoins ou en raison de la rumeur publique: *si hoc probetur per testes vel saltem per famam*. Il en va de même à Savigliano: le fait qu'une femme entretienne des relations charnelles avec plusieurs hommes ne fait d'elle une femme suspecte que si le fait peut être légitimement prouvé (*si hoc legitime probari posset*).

Ce poids de la réputation, de la rumeur, qui émerge ainsi dans les statuts communaux fait écho aux amendes, où son importance apparaît à maintes reprises: on dit par exemple de Jean Meranda, dans la circonscription d'Avigliana, qu'il est un proxénète: *lenocinium dicebatur (fecisse)* (no 1802). Or, que penser des diverses expressions qui utilisent ce terme de *dicebatur* ou de ses dérivés (*debut, non probabatur*) dans la description de l'acte délictueux si ce n'est qu'elles sont le signe qu'il y a eu condamnation à cause de la rumeur publique¹⁹? Dans le diocèse de Sion, un homme est condamné pour avoir agressé physiquement une prostituée: le fait n'a pas été prouvé (*nec probari poterat*) (no 181) mais la rumeur suffit à le punir.

Importance de la réputation une fois encore lorsqu'un certain Benoît de Prato Boscherio est accusé de viol: il bénéficie néanmoins de circonstances atténuantes parce que sa victime *secundum famam publicam dicitur femina comunis et publica* (no 1090). Jean de Blado, entré par effraction une nuit dans une demeure, a droit à une réduction de peine parce que l'occupante de la maison *meretrix dicitur* (no 2207).

L'importance concédée à la réputation n'est de loin pas négligeable dans la société médiévale, où la vie d'un homme ou d'une femme dépend de sa bonne ou mauvaise réputation, peut dépendre au fond d'un problème de diffamation. A tort ou à raison, le mode de vie d'une personne peut être sanctionné à cause de la *fama*.

Une dernière définition de la prostituée pourrait être trouvée dans les statuts de Pinerolo, datés de 1220, qui posent un problème de compréhension: légiférant

¹⁹ *Recepit ab Antelmeto Medici pro eo quod debuit mittere seu tradere lapides in domo cuiusdam mulieris publice [...]* (no 1064). *Recepit a Margarita, muliere inhonesta, eo quia debuit dixisse verba injuriosa [...]* (no 1779).

sur les problèmes de violence, les autorités, en toute logique, décident des peines en fonction de la qualité des protagonistes et de la nature du délit. A ce propos, la personne du ribaud intéresse grandement le législateur puisque ce dernier propose une définition relativement fournie du personnage: le ribaud est celui qui mène une vie déplorable (*qui ducit humilem et deploratam vitam*), vivant le plus souvent dans les tavernes et les lupanars (*vivendo pro maiori parte in tabernis et postribulis*), qui engage au jeu ses maigres affaires, allant jusqu'à jouer sa chemise (*qui ludit pannos dorsi usque ad camisiam*) et qui ne travaille pour ainsi dire pas. Finalement, le ribaud est celui que l'opinion publique tient pour tel (*[ribaldum vero intelligimus] quem vulgi opinio ribaldum reputat*).

En quelques lignes seulement se dessine la vie médiocre du ribaud, dans un tableau fort vivant; et, une fois encore, est soulignée l'importance de la réputation. Le texte se termine par deux courtes phrases, l'une qui fixe le montant de l'amende en cas de meurtre d'un ribaud, l'autre, sibylline, qui dit simplement: *idem intelligimus de publica meretrice*. A quoi se rapporte ce *idem*? Au paragraphe entier qui décrit le mode de vie du ribaud ou simplement à la peine prévue en cas de meurtre?

La notion d'argent, propre au concept moderne de la prostitution²⁰, n'apparaît pas dans les différents statuts communaux. En revanche, deux amendes, l'une dans le diocèse de Sion, l'autre dans celui d'Aoste, établissent un lien entre des hommes, des femmes et une transaction financière qui n'a pas eu lieu:

Recepit a Jaquemodo Mascot pro eo quia ipse recusavit solvere cuidam filie cum qua comiserat carnaliter [...](no 100).

Recepit a Borgesio Chevrari de Bardo quia dare promiserat filie Papellu certa pecuniam causam eam carnaliter cognoscendi; quam cognovit et postmodum dictam pecuniam solvere recusavit [...](no 857).

Si le caractère vénal de la prostitution apparaît dans ces deux textes, il n'en reste visiblement pas moins secondaire aux yeux des législateurs.

Il ressort des différents textes, judiciaire ou normatif, que les termes utilisés pour désigner la prostituée le sont comme synonymes et non comme une tentative de classification de ces femmes: la prostituée telle qu'elle est décrite

²⁰ Selon la définition proposée dans l'*Encyclopaediae Universalis*, la prostitution est le « commerce qui s'établit entre des personnes qui, moyennant un prix déterminé, s'offrent à servir de partenaires en vue de rapports sexuels et une clientèle prête à payer ce prix en échange de leurs services. »

par les autorités d'Ivrea ne se distingue en rien de sa consœur de Savigliano, par exemple.

Les statuts communaux ne permettent donc guère qu'entrevoir le personnage de la prostituée et ne s'attardent pas sur son mode de vie. Les registres de châtelainies seraient-ils un bon moyen de compléter cette esquisse?

2.2 *Les sources judiciaires*

Afin de mieux comprendre comment apparaît la personne de la prostituée dans les sources judiciaires savoyardes, il n'est pas inutile de décrire sommairement quels étaient la structure et le fonctionnement de la machine judiciaire. Cette description a ainsi pour but de mettre en évidence un certain nombre de lacunes, de défaillances, dont la conséquence la plus importante est d'empêcher de cerner avec précision le personnage de la prostituée.

La caractéristique principale de ce corpus judiciaire réside dans son extrême concision. Nous avons affaire à des registres de châtelainie, et non des compte-rendus de procès par exemple, pour étudier la prostituée. Or, ces registres, de par leur nature pratique, administrative, sont des textes peu narratifs. Les informations récurrentes contenues dans les listes d'amende sont les noms des coupables et des victimes, une brève description du délit ainsi que les éventuelles circonstances atténuantes ou aggravantes.

Coupable et victime

L'identité de la personne qui s'acquitte de l'amende est toujours indiquée; il s'agit généralement de l'auteur du délit mais il peut arriver qu'une autre personne paie ces indemnités. La justice exige en effet réparation auprès de la personne qu'elle juge légalement responsable de l'action délictuelle: ce peut être le père pour un fils, l'époux pour sa conjointe, le maître pour son serviteur²¹. Si l'identité des payeurs est toujours donnée, il n'en va pas de même quant à

²¹ No 154: *Recepit a Johanne Buylo Vant quia eius uxor dixit* [] No 1897: *Recepit a dicto Aragon quia eius spurius attentavit cognoscere quamdam meretricem* [...] No 1704: *Recepit a Petro Poterii eo quia eius femina habuit rixam* [...]

leur origine, leur domicile, leur profession ou leur âge, autant d'éléments dont l'absence répétée donne de la réalité une vision fragmentée et rend difficile la construction d'une histoire sociale.

L'identification de la victime s'avère plus difficile encore: les renseignements à son sujet sont quasiment inexistants. Ces lacunes s'expliquent par le fait que, partant d'un corpus qui retrace les problèmes de violence sexuelle, les victimes sont majoritairement des prostituées; or, les femmes sont généralement peu considérées dans la société médiévale et les autorités ne leur accordent que rarement une existence propre. La femme est habituellement désignée par les cours de justice dans la mouvance d'un homme - père, mari ou maître - ainsi qu'en témoigne l'habitude de la nommer comme « fille de, épouse de ou servante de²² »; parfois même, le veuvage ne semble pas suffisant pour constituer un affranchissement puisqu'il arrive que le lien qui unissait une femme à son mari serve encore à sa désignation²³.

Les prostituées se dessinent en marge des autres femmes par une dénomination sans référence à un homme: les filles qui ne peuvent offrir de caution masculine sont décrites par leur nom ou leur prénom, ou par des termes indiquant leur métier, soit dans le cas présent, celui de prostituée²⁴.

²² No 117: *Recepit ab Amphilissia, uxore Reymundi de Prato, quia [...]* No 836: *Recepit a Caterina, uxore quondam Johannis Mataffan [...]* No 725: *Recepit a Charleta, ancilla petri Parruat [...]* No 156: *Recepit ab Anthonio Juglar inculpato Agneletam, filiam quodam Petri Muriset, communem filiam, ipsa nolente carnaliter cognovisse [...]*

²³ No 1193: *Recepit a Michelletta, relictas Guigoneti Ronea [...]*

²⁴ No 673: *Recepit a lo Gabere quia percuxit cum palma unam meretricem [...]* No 732: *Recepit a Johanne Fabri de Ponte Lapideo quia dederat unam alapam cuidam filie communi [...]* No 1613: *Recepit a Caterina, filia commune [...]* No 701: *Recepit ab Aymoneto Barreti de Bocza [...]eo quia ultra voluntatem cuiusdam meretricis vocate Pugnias suum capucium eidem removit [...]*

Moment et lieu du délit

Les dates indiquées dans les *banna* correspondent à une période comptable, théoriquement d'une année, au bout de laquelle le châtelain, après avoir consigné par écrit le rapport de ses activités, remet son compte pour contrôle. Pratiquement, il n'est pas rare de rencontrer des périodes comptables de deux ou trois ans, parfois plus²⁵.

Entre le moment où un délit est commis et celui où le versement de l'amende est effectué, l'appareil judiciaire se met en mouvement selon une procédure variable. De façon générale, les autorités interviennent le plus souvent sur plainte de la victime ou de l'entourage de celle-ci. Il arrive aussi qu'une enquête soit menée sur base d'une dénonciation, qui, si elle s'avère fondée, permet à son auteur de toucher une partie de l'amende infligée au coupable²⁶. Le prévenu une fois arrêté, le châtelain peut décider de composer avec lui pour autant que le délit ne présente pas un degré trop important de gravité. Si le coupable décide de se soumettre, les poursuites peuvent être évitées moyennant le versement immédiat d'une certaine somme d'argent (*banna concordata*); en cas de refus, la procédure suivra son cours et la sentence sera appliquée dans toute sa rigueur (*banna condemnata*)²⁷.

Les amendes

Bien que leurs compétences judiciaires restent mal définies, il semble que les châtelains avaient uniquement charge de la justice dite inférieure, ou basse justice, ce qui signifie qu'il n'entrait pas dans leur compétence de punir les crimes et délits jugés suffisamment graves pour être sanctionnés par une peine corporelle, pas plus qu'ils n'avaient connaissance des infractions sanctionnées par des amendes supérieures à soixante sous. Toutes ces affaires relevaient de

²⁵ DULLIN, *Les châtelains dans les domaines de la Maison de Savoie en deçà des Alpes*, p. 117.

²⁶ No 1419: *Recepit a Glaudio Morardi de Boczoleno [...] deducta tertia parte accusatoris [...]*; DULLIN, *Les châtelains dans les domaines de la Maison de Savoie en deçà des Alpes*, p. 139.

²⁷ DULLIN, *Les châtelains dans les domaines de la Maison de Savoie en deçà des Alpes*, p. 154.

la compétence des juges de métier, seuls à avoir la formation juridique nécessaire²⁸. Rendre la justice pour un châtelain consistait avant tout à lever des amendes.

Le montant de ces dernières était généralement soigneusement déterminé par le législateur, mais il n'existait pas de tarification précise et unifiée.

Plusieurs raisons expliquent cette diversité: le montant de l'amende est fonction pour une part de la procédure adoptée (*banna concordata* ou *banna condemnata*). D'autre part, des critères précis permettent d'apprécier la gravité des délits commis. Certains documents dressent la liste de bon nombre de ces critères: âge du coupable, lieu du délit, qualité du coupable et de la victime, gravité des blessures, emploi d'objets contondants ou des mains nues...de sorte qu'à chaque délit correspond une amende.

Un exemple parmi d'autres d'un article qui envisage plusieurs cas de figure lors d'un délit de violence, en énumérant par ordre de gravité les circonstances du délit qui doivent être prises en considération; il s'agit d'un statut de Lesegno, de 1302, qui fixe les différentes peines selon que le prévenu aura dégainé une arme mais n'en aura pas fait usage, qu'il aura frappé sa victime au moyen de son arme sans provoquer de blessures sanglantes ou de fractures, ou au contraire selon qu'il aura fait couler le sang...autant de faits dont le juge doit tenir compte pour décider des peines:

Item si quis extraxerit curtellum vel alium gradium verssus aliquem irato animo et non percuxerit solvat banum pro qualibet vice solidorum XX et si percuxerit et sanguinem non fecerit nec os ruperit solvat banum pro qualibet vice solidorum C, si vero sanguinem fecerit et os non ruperit nec inciderit solvat banum pro qualibet vice librarum XXV si erit homo de XX annis supra [...]

Cependant, selon toute vraisemblance, ces barèmes n'indiquent pas ce qui était réellement perçu après condamnation d'un délit; si le choix des amendes ne devait pas être laissé à l'arbitraire du châtelain, celui-ci ne pouvait pas non plus se conformer rigoureusement aux tarifs des peines, ne serait-ce que parce que tous les prévenus ne devaient certainement pas pouvoir s'acquitter aisément du montant de leur amende. La condition financière médiocre des coupables était considérée comme une circonstance atténuante qui autorisait le châtelain à adoucir les peines. C'est le cas à Genola, où il est stipulé que celui qui aura

²⁸ DULLIN, *Les châtelains dans les domaines de la Maison de Savoie en deçà des Alpes*, p. 149.

proféré des injures devra s'acquitter de 60 sous *salvo quod castelanus possit diminuire bannum secundum qualitatem persone*.

De nombreux facteurs pouvaient intervenir qui entraînaient une réduction des peines, comme à Avigliana, où un inculpé a apparemment bénéficié d'une charmante circonstance atténuante: lui et sa victime ont fait la paix! *Recepit a Stephano Rosserii, burgense Avilliane, quia percuxit vocatam Tripanam, meretricem, de quodam plombo super quo laborat suas stringas; mitigata sibi pena quia fecerunt pacem [...]* (no 1656).

Parfois, les raisons invoquées sont plus dramatiques: certains se voient accorder des réductions d'amende pour cause de folie (nos 1711 et 1712), d'autres parce que leur réputation n'est plus à faire et que l'on sait que leur conduite ne changera pas, comme cet homme qui a proféré des injures mais qui bénéficie de circonstances atténuantes parce que *tabernarius et semper plenus vino, malique regiminis est* (no 1674).

Un autre facteur peut expliquer les variations d'amendes: une partie de celles-ci pouvait être attribuée au châtelain en guise d'honoraire ou comme remboursement d'une somme avancée au comte²⁹. En outre, dans certaines régions, telle le Val d'Aoste ou la cité de Suse, le comte partageait les revenus en matière pénale entre le seigneur local et lui-même³⁰. Finalement, lorsqu'une amende était infligée suite à une dénonciation, une partie de l'amende perçue revenait au délateur: *recepit a Michaele Boscarloto quia pluribus vicibus retornavit pravas mulieres, contra formam capituli; deducta tertia parte pro accusatoris: V fl. auri* (no 1597). Il s'agit toujours du tiers de l'amende dans les textes que j'ai à disposition.

²⁹ No 1494: *Recepit a Lineta [...] deducta quarta parte ipse castellano pertinente [...]*

³⁰ DUBUIS, « Comportamenti sessuali nelle Alpi del basso Medioevo », p. 584.

Conclusion intermédiaire

Les archives judiciaires ne livrent pas facilement le personnage de la prostituée. L'habitude semble répandue chez les clercs des comptes de décrire brièvement les délits commis: ils ne se contentent pas en effet d'intégrer dans leurs registres les seules informations réellement nécessaires à la compréhension de leur travail, c'est-à-dire les sommes encaissées par le châtelain sous forme d'amendes. Malgré ces indications, les amendes ne permettent guère de retracer le parcours d'une prostituée.

Les autorités ne se soucient de la prostituée qu'en raison des questions morales qu'elle suscite. C'est du moins ce que suggère l'attention portée à la notion de promiscuité sexuelle: les rapports sans distinction intéressent le législateur, non la façon dont ils se déroulent.

3. LA LÉGISLATION

3.1 *Limites de la prostitution*

Interdits géographiques

Si l'on examine les différents statuts communaux émis à l'encontre des prostituées, on peut constater qu'il est une forme de mesure qui revient fréquemment, quelles que soient les régions et l'époque: l'interdiction, qui se traduit le plus souvent par des mesures d'expulsion.

La majorité des textes expriment le désir des autorités d'empêcher les prostituées de séjourner dans certaines rues, certaines maisons ou certains lieux, et aux habitants des cités de les inviter dans ces lieux, de leur accorder un espace prohibé par la loi. Parmi toutes les lois qui traitent des prostituées, cette mesure est la seule qui touche directement à la pratique du métier mais seules deux cités mentionnent cette raison pour restreindre la présence des prostituées: Turin et Ivrea. A Turin, les autorités ont décidé *quod meretrices post publicationem huius statuti non possint nec debeant facere residentiam vel ibidem conversari causa libinis exercende in burgo Sancti Donati [...]*

Tandis qu'Ivrée utilise d'autres termes: *Item statuerunt et ordinaverunt quod nulla meretrix publica audeat vel presumat tenere exercitium sui corporis sive meretricium super meniis dicte civitatis [...]* Le but est donc bien d'empêcher la pratique d'un commerce charnel.

L'interdiction la plus ancienne est celle promulguée par les autorités de Pinerolo, en 1220, qui refusent à quiconque le droit de recevoir une prostituée. C'est moins l'hébergement qui semble préoccuper le législateur que le fait que cet hébergement puisse se faire au sein même de la cité, *infra clausuras burgi*. Moncalieri, plus d'un siècle après Pinerolo, utilise le même type d'expression, lorsqu'elle refuse elle aussi à ses habitants le droit de loger des prostituées *inter fossata loci Montiscalieri*.

A Turin, les statuts de 1360 interdisent aux prostituées d'exercer leurs charmes dans le bourg Saint Donatus, sorte de quartier chaud. La prostitution se

concentre dans certains endroits, ce qui suggère une organisation, aussi minime soit-elle, du commerce de l'amour. Les femmes n'exerçaient pas aux quatre coins de la ville mais devaient racoler volontiers en des endroits précis. Il est vraisemblable que les prostituées aient trouvé plus commode d'exercer leurs charmes en des lieux populeux, dans des zones d'activité marchande par exemple.

Ces mêmes statuts turinois reconnaissent en outre le droit aux habitants d'un quartier de demander à ce que soient chassées les prostituées qui y résideraient. Des mesures similaires ont existé dans certaines villes du Sud de la France, comme Toulouse et Arles.³¹

A Turin toujours, les femmes de petite vertu seront expulsées la nuit des églises, par respect pour les lieux saints: les prostituées n'hésitaient donc pas à racoler des clients jusque dans les églises et sur leur parvis. Plus généralement, il est certain que de nombreuses prostituées devaient vendre leurs charmes dans les fossés et les remparts des cités, dans quantité de places publiques, à défaut de pouvoir amener leur client dans une maison qu'elles auraient possédée.

A une date malheureusement non connue, la cité de Casale, au nord-est de Turin, entend de son côté interdire la vente aux prostituées dans les tavernes la nuit, imposant une sorte de couvre-feu à ces femmes: *licitum tamen sit cuilibet tanernario et tabernarie vendere in domo sua cuilibet persone usque ad dictum prime campane de platea exceptis meretricibus quibus non sit licitum nisi extra et de die tantum*³². Cette mesure limite la présence des prostituées et représente certainement un frein à leurs activités.

³¹ Statut d'Arles de 1245 environ: *Statuimus quod nulla meretrix publica vel leno audeat morari in Arlate in carreria proborum hominum, et si forte invenirentur in dictis locis, quod quilibet illius contrate vel vicinie habeat potestatem expellendi de vicinia, sua auctoritate, et sine pena et contradictione curie.*

Statut de Toulouse de 1204: *...quod probi homines, qui tunc in predicta carraria vel infra muros urbis Tolose et suburbii steterint, illas meretrices publicas de illa carraria et de aliis carrariis, que infra muros urbis Tolose et suburbis sunt, deinde eicerent et exire facerent et quod inde non tenerentur vicario nec alicui viventi.*

Textes cités par OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, pp.160-161.

³² Au Moyen Age, la nuit ne consiste pas simplement en le coucher du soleil mais s'insère très concrètement entre deux sons de cloche, l'une qui annonce la reprise des activités diurnes, l'autre qui la clôt. PAVAN, « Recherches sur la nuit vénitienne », pp. 340-341.

En 1335, Ivrea interdit aux taverniers la vente de boissons aux femmes de petite vertu et, pour mieux faire respecter cet interdit, condamne à une amende le tavernier qui servirait à boire à l'une de ces femmes:

*Item statuerunt et ordinauerunt quod nulla meretrix audeat vel presumat bibere intra domum alicuius taberne existantis in civitate Yporegie et quod nullus tabernarius permitat aliquam meretricem bibere in ipsa taberna sub pena et banno solidorum V pro quolibet et qualibet vice qua contra factum fuerit [...]*³³.

En outre, quiconque voudra chasser ces femmes de ces lieux prohibés sera autorisé à le faire.

C'est probablement à une infraction de ce genre qu'a dû répondre Jean Cantur, tavernier à Avigliana, sommé de s'acquitter d'une amende de quelques deniers pour une vente à des prostituées:

recepit a Johanne Cantur, tabernario, quia vendidit meretricibus contra formam capitulorum [...] (no 1629).

Les tavernes sont des lieux de divertissement qui amènent une concentration d'hommes relativement importante. Ces endroits étaient probablement les places de rencontre les plus fréquentes entre les prostituées et leur clientèle. La présence de ces dames devaient souvent échauffer les esprits, amener certains à s'exprimer bruyamment, et, le vin aidant, à chercher querelle à son voisin de table; les propos injurieux ne devaient pas manquer et les rixes s'ensuivaient rapidement. Les filles étaient source d'agitation et il convenait de les garder à distance dans la mesure du possible.

La clientèle des tavernes n'inquiète pas seulement les autorités du Piémont. En France, vers le milieu du XIII^e siècle, les autorités de Montpellier interdisent aux prostituées l'accès aux tavernes. A Castelnaudary, elles sont passibles d'une amende, tandis qu'à Toulouse, les classes dirigeantes ordonnent en 1513 «que les filles de la bonne mayson facent residence, mangent et beuvent en ycelle et non... aller avagant par les tavernes... »³⁴

A Venise, les autorités de la cité légifèrent aussi sur les tavernes mais dans un but fort différent: celui d'empêcher que la luxure serve de gage à une dette. Endettées, certaines femmes n'ont d'autre moyen que de vendre leurs charmes pour tenter de se libérer de leurs obligations³⁵.

³³ Un peu plus loin, il est spécifié que cette mesure est limitée dans le temps: *et duret statutum presens hinc ad III annos proxime*.

³⁴ OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, p. 201, note 36.

³⁵ PAVAN, « Police des mœurs, société et politique à Venise à la fin du Moyen Age », pp. 260-262.

En 1241, les autorités de Vercelli entendent interdire l'accès de leur cité aux prostituées du bordel: *item statuit et ordinat quod omnes meretrices que morantur in prostabulo non morentur in civitate Vercellarum*.

Chivasso promulgue le même type de règlement en 1306, précisant d'une part que le *posfibulum publice* ne peut être tenu au sein de la cité et que d'autre part les filles n'ont pas le droit de quitter le bordel. L'existence d'un lupanar n'empêche donc pas la promulgation de mesures réglementant la présence des filles dans les cités. Le lupanar, que l'on aurait tendance à assimiler à une maison close, n'est pas un lieu aussi fermé que les autorités le voudraient: les règlements le prouvent. La prostituée n'hésitait pas à se rendre où bon lui semblait, vraisemblablement dans le but de trouver des clients³⁶. Il lui fallait aussi se rendre en ville pour s'approvisionner au marché³⁷. La présence des filles au coeur des cités n'était donc guère inhabituelle; dans certaines régions et à certaines époques, elles feront même partie intégrante de certains événements au sein de la communauté: comme le fait remarquer J. Rossiaud, au XVe siècle, les prédicateurs « dénoncent l'habitude prise de faire participer les *meretrices* aux « bonnes sociétés », aux noces et aux banquets ». Ce constat est un signe de la pénétration des prostituées dans l'espace social. Il est vrai qu'à ce moment là, les mesures de contrôle et d'exclusion se sont relâchées³⁸.

Les statuts d'Ivrea sont très intéressants dans la mesure où il s'agit de la seule cité pour laquelle on dispose de toute une série de mesures édictées entre 1329 et 1448. Or, plusieurs articles, répartis dans le temps, stipulent qu'il est interdit aux prostituées de résider dans la ville ou certains quartiers de la ville. Les

³⁶ Mais une femme pouvait-elle facilement quitter le bordel, de façon définitive? Si oui, il serait intéressant de connaître les raisons qui l'ont poussée à quitter ce lieu. Le faisait-elle parce qu'elle avait espérer se marier? Pour Jacques Rossiaud en effet, il ne fait aucun doute que la majorité des prostituées du bassin rhodanien pouvait espérer, vers trente ans, quitter définitivement le métier, en trouvant une place de servante ou d'épouse. « C'est le mariage qui a certainement constitué la fin la plus fréquente des filles communes enracinées dans la ville où elles avaient fait métier public de leur corps » ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 49.

³⁷ Lorsque Ivrea décide en 1433 de construire une maison où devront résider les prostituées, elle précise que cette obligation sera appliquée *salvo in die fori, quo licitum sit ipsis meretricibus per civitatem et suburbia ambulare et sibi ipsis de eis necessariis providere* [...]

³⁸ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 79.

zones proscrites aux prostituées sont soigneusement délimitées. Souvent, la manière de procéder à ces « marquages » est de dresser des barrières virtuelles à partir de la maison d'Untel ou d'Untel³⁹. Mais le fait que ces articles réapparaissent d'une année à l'autre, leur renouvellement constant prouve d'une part que ces règlements ne devaient pas être respectés mais que d'autre part les autorités restaient déterminées à maintenir certaines mesures: c'est ainsi qu'Ivrea se préoccupe en 1329 d'interdire la présence des prostituées dans le quartier Sainte Claire. Un autre article de cette même année délimite d'autres zones d'interdiction tandis qu'un troisième insiste sur le fait que les prostituées ont obligation de résider hors des murs de la ville. En 1338, la ville reprend et complète son interdiction faite aux *meretrices* de résider dans le quartier Sainte Claire. Cinq ans plus tard, un nouveau décret interdit aux habitants d'héberger une prostituée.

Les lois somptuaires

Les interdits géographiques sont un moyen frappant de réguler la pratique de la prostitution; l'application de lois somptuaires est une autre façon de tendre à ce but, même s'il semble plus détourné parce que ne représentant pas un frein à la pratique du métier. La législation prévoit ce que la prostituée peut ou ne peut pas porter en matière de vêtements, l'obligeant le plus souvent à revêtir des habits particuliers⁴⁰.

Ces signes vestimentaires peuvent varier d'une région à une autre: à Avignon, les filles doivent porter au bras un insigne blanc large de quatre doigts, à

³⁹ Un article de 1329 illustre bien cette façon de procéder: *item statuerunt et ordinaverunt quod aliqua publica meretrix non debeat se reducerre nec moram facere a domo quondam Yvorey de Crespa que est de foris portam de Bando super usque ad cantonum Roche que est ultra cantonum vinee Romani Ganbe que est ultra possessiones quondam Iacobi Loge versus Vicelocham [...]*.

⁴⁰ James Brundage rappelle que les Pères de l'Eglise ont formellement interdit aux honnêtes femmes de porter les mêmes vêtements provocants que les prostituées ou de se parer de telle façon qu'elles pourraient encourager d'autres hommes que leurs époux à les séduire. Par la suite, le port des habits n'a plus guère suscité d'attention avant le XIII^e siècle. Dès cette période, les lois somptuaires sont apparues dans les statuts municipaux tandis que la législation ecclésiastique restait pratiquement muette à ce sujet. BRUNDAGE, « Sumpuary laws », pp. 344-346.

Toulouse, il s'agit d'un bonnet et de rubans blancs⁴¹. Milan exige que les prostituées portent une cape de futaine noire à chaque fois qu'elles veulent sortir du bordel. Au milieu du milieu du XIV^e siècle, Londres interdit aux femmes de petite réputation de porter des fourrures et d'ourler leur manteau avec de la soie⁴². Les lois somptuaires tentent aussi bien de réglementer le port de certaines matières que d'instaurer des codes de couleur en passant par la longueur des coupes.

Dans les territoires savoyards, la tenue vestimentaire des prostituées retient l'attention du duc Amédée VIII, qui, dans ses fameux *Statuta Sabaudiae*, promulgués en 1430, recommande le port d'une coiffe en forme de corne, haute d'un demi-pied, visible de tous. Cette coiffe, portée *in signum meretricii publici*, est interdite à toutes les autres femmes.

L'attention portée aux vêtements ne relève pas d'un excès de zèle. Le vêtement pose problème dans la mesure où il permet à certains de se jouer des règles sociales, de la hiérarchie propre à une société, en se faisant passer pour ce que l'on n'est pas. Au fond, ce type de loi est moins un moyen de protéger les femmes honnêtes du harcèlement sexuel en désignant aux hommes celles qui sont disponibles qu'un moyen de forcer les femmes de s'habiller en fonction de leur statut. La raison de cette distinction vestimentaire obligatoire est fournie par les *Statuta Sabaudiae*: *debet distingui meretrix a matrona*. Cette phrase exprime bien le souci du duc de distinguer les classes sociales.

L'existence de ce type de loi est bien la preuve que certaines prostituées, à défaut d'appartenir à une classe sociale honorable, avaient au moins les moyens financiers de cette classe. Certaines prostituées gagnaient suffisamment leur vie pour se permettre l'acquisition de belles parures. Il reste cependant vrai que pour la majorité d'entre elles la pauvreté devait être le vêtement quotidien.

Les lois vestimentaires ont donc pour but de tracer clairement des frontières, visuelles, entre les femmes honnêtes et les femmes indécentes. La prostituée a l'obligation de se distinguer des femmes honorables par le port de signes distinctifs. Ces mesures peuvent aussi viser à réprimer tout désir d'envie chez les honnêtes femmes, désir qui pourrait naître à la vue des beaux atours gagnés par une activité jugée vile.

⁴¹ GEREMECK, p. 263, note 65.

⁴² BRUNDAGE, « Sumptuary laws », p. 351.

Bien que le port de vêtements spécifiques, propres aux prostituées, soit un moyen de stigmatiser ces femmes, c'est aussi une façon de les reconnaître; c'est à la fois un moyen de dénoncer ces femmes et l'indice d'une certaine tolérance à leur égard, d'une forme d'acceptation.

3.2 *Obligation de résidence*

Le lupanar

Les dates auxquelles il est fait mention d'un lupanar doivent être considérées avec précaution puisqu'il ne s'agit souvent pas de la date de la construction de la maison mais de la date à laquelle les autorités ont envisagé sa construction. Elle reste cependant fort intéressante. Elle est tardive dans le cas d'Ivrea: la cité ne décide du cantonnement officiel des prostituées en un lieu défini qu'au milieu du 14^e siècle, mettant fin à une prostitution désordonnée qui prend quartier un peu partout. En 1329 Ivrea avait déjà interdit à ses habitants de louer des maisons à quiconque tenant *palam prostibulum*, signe de la présence diffuse des filles dans la cité.

L'édification d'une maison publique n'est pas un phénomène de masse; certaines cités ont dû refuser d'envisager l'existence d'un lupanar; pour d'autres, la situation était plus complexe: c'est le cas de Casale, qui interdit purement et simplement l'exploitation d'un bordel...dans ses murs: *item statutum et ordinatum est quod bordellum aliquod non fiat nec teneatur nec meretricium palam seu publicum in Cassalli [...]* Il ne s'agit pas là d'une interdiction formelle qui vise à empêcher toute tentative de construction d'un bordel mais seulement d'une mesure restrictive condamnant l'ouverture d'une telle maison au coeur de la cité. L'interdiction ne porte pas au-delà des murs...

Bien qu'il soit destiné aux hommes, le bordel n'est de loin pas autorisé à tous les hommes. Théoriquement, hommes mariés et gens d'Eglise n'avaient pas le droit de fréquenter ce genre d'endroit⁴³. Le bordel devait initialement être voué

⁴³ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 52.

aux célibataires; mais comment vérifier le statut marital d'un voyageur par exemple? Les interdits étaient bravés, comme le montrent les amendes, et certains rusaient pour parvenir à leurs fins; ainsi un certain frère Henri, surpris au bordel en galante compagnie, alors qu'il s'y était rendu apparemment à la faveur de la nuit, allant jusqu'à revêtir des habits civils pour ne pas attirer l'attention: malgré son déguisement, il est démasqué (no 1664)⁴⁴..

Jacques Rossiaud estime que les membres du clergé constituent quelque 20% de la clientèle des bordels dijonnais. Condamnables, ils n'en étaient pas moins considérés comme des hommes avant tout, célibataires, donc susceptibles de rechercher les plaisirs de la chair avec une épouse ou une fille. Le recours à une prostituée était donc perçu comme un moindre mal et une alternative sécurisante⁴⁵.

Certains hommes d'Eglise entretenaient même des relations de longue durée avec une prostituée: ce genre de relation se rapproche de celles entretenues par les couples concubins.

Recepit a Micheleta, amasia Giodonis Parberii, pro rixa habita cum Burgondigena, amasia sacerdotis, quam probavit esse meretricem [...] (no 1565).

C'est la violence qui est condamnée dans cette affaire et il apparaît que la justice n'a que faire des liens entre Burgondigena et son amant. Certains couples, illégitimes, étaient acceptés, probablement parce que leur relation devait durer notablement et pouvait être comparable à celle d'un couple normal.

Leah Otis cite une ordonnance étonnante concernant le bordel municipal de Moncalieri; une loi de 1457 autoriserait en effet toute personne à se rendre au bordel:

In domo postribuli o lupanaris...ogni persona cuiusvis gradus, sexus vel conditionis, anche ecclesiastica et...secularis matrimonio coniuncta, possit et valeat licite accedere et conversari causa stuphandi, bibendique, et comendendi ac dormiendi tam de die quam de nocte, tam cum mulieribus ibi existentibus, et tam honestis quam inhonestis conducendis.

Otis se sert de ce texte pour l'opposer aux différents règlements du sud de la France, qui condamnent systématiquement hommes mariés et clercs qui désireraient fréquenter le bordel. Cette loi de Moncalieri permet à Leah Otis de

⁴⁴ A Avigliana toujours, un autre homme d'Eglise se fait prendre sur le fait: *recepit a quodam presbitero qui fuit repertus in prostibulo cum quadam muliere [...] (no 1671).*

⁴⁵ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 54.

déclarer que « there seem to have been fewer scruples in Italy, where no such restrictions are found in municipal-brothel ordinances »⁴⁶.

Une telle affirmation, sur la base de cette seule source est peut-être hâtive, dans la mesure où ne nous disposons pas d'autres textes à disposition en guise de comparaison (Rinaldo Comba fait remarquer que Moncalieri est la seule cité du Piémont dont nous avons pu conserver le règlement du bordel⁴⁷) et que les comptes de châtelainies du diocèse de Turin par exemple viennent contredire ce type d'argumentation: ils répertorient en effet plus d'un homme marié et plus d'une homme d'église surpris au bordel et condamnés à une amende pour cela:

Recepit a Paulino Viaci de Provincia, eo quia inventus (fuit) in prostibulo licet esset conjugatus [...] (no 1743).

Recepit a Fraylino de Laynasco, eo quia fuit repertus in loco prostibulari, et est conjugatus [...] (no 1787).

Recepit a Johanne de Berto eo quia, uxoratus, fuit repertus in loco prostubulari [...] (No 1764).

Il est vrai que ces amendes sont antérieures pour la plupart au texte de Moncalieri et l'on pourrait suggérer qu'une certaine volonté d'assouplissement se manifeste dans la région à ce moment-là. Pour Comba, le règlement de Moncalieri est « une preuve de la complexité et des contradictions de la réalité ».

⁴⁶ OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, p. 84.

⁴⁷ COMBA, « *Apetitus libidinis coherceatur* », p. 87.

Le roi des ribauds

La présence des prostituées dans les cités fait l'objet d'une réglementation sévère, dont l'application est parfois confiée à un personnage particulier. Ivrea en fournit un exemple: la ville a institué en 1329 la fonction 'de *potestas meretricum*, conférée à l'un des *precones* de la commune. Ce fonctionnaire d'un genre particulier a pour tâche de réglementer le monde des prostituées⁴⁸. Les filles ont pour obligation de *stare habitare et morari extra portas civitatis Yporegie*. Elles ne peuvent pas non plus *comedere vel bibere dormire morari habitare nec aliquam moram trahere nec ad banchum aliquem se appodiare intra portas dicte civitatis*. C'est dire si les autorités tiennent à tenir éloignées ces femmes de la cité et de toute vie sociale.

Le *potestas meretricum* doit veiller à ce que ces lois soient respectées; il a reçu le pouvoir de les tenir sous bonne garde et de les punir si besoin est, *salvo in eo casu in quo punire deberet pena corporali*. Il est dommage de ne pas avoir plus de précision sur ce qui réclamerait une peine corporelle. Mais le *potestas* a aussi pour mission de protéger les prostituées de toute violence contre leur personne et contre leurs biens lorsqu'elles se trouvent *extra portas dicte civitatis*. Le *potestas meretricum* doit en outre acheter *unam mecenam valentem solidorum XX imperialum*, qui sera offerte à la prostituée gagnante d'une course qui a lieu au mois de mai chaque année.

En 1433, ce *potestas meretricum* existe toujours à Ivrea, sous le nom de *rex ribaldorum* cette fois. Chargé encore une fois de veiller au maintien des filles hors des murs de la cité, il a pour tâche de ramener au *prostibulum* la prostituée qui aura eu l'audace de *vitam suam degere in dicta civitate et suburbiis*. Entretemps, Ivrea a décidé en effet de construire un bordel. Les filles peuvent aider leur roi à ramener la « brebis galeuse » au bordel au son d'une trompette ou d'une cloche pour inviter la population au spectacle: *liceat meretricibus*

⁴⁸ Terroine explique dans son article que le personnage régnait à Paris sur toute une faune, dont les prostituées ne constituaient qu'une partie. Le roi des ribauds est une fonction que l'on retrouve dans différentes villes françaises et, à chaque fois, le lien avec la prostitution peut être établi. « Empêcher les filles joie de sortir des quartiers réservés, les obliger à regagner leurs clapiers à six heures du soir, les contraindre à ne pas porter les vêtements des femmes honnêtes, tout cela relevait de ses fonctions » TERROINE, « Le roi des ribauds et les prostituées parisiennes », pp. 262-264.

postibularibus sono campanarum seu tube cum eorum rege ribaldorum ad domum dicte mulieris inhoneste et meretricio reprobate accedere, et inde ipsam extrahere et conducere ad dictum locum pro postibulo publico deputatum.

Ce genre de mesure, propre à susciter une certaine émulation chez les prostituées, entretient leur rivalité et les autorise à faire justice en empêchant toute concurrence déloyale de la part de bordelages privés, de filles secrètes. De la sorte se trouve renforcée la politique des autorités qui souhaitent contrôler le commerce de la prostitution et son expansion⁴⁹.

Savigliano possède elle aussi son *potestas ribaldorum*, qu'elle charge en 1305 de chasser les prostituées qui voudraient habiter la cité ou celles qui oseraient s'aventurer dans les rues malgré les interdits proclamés par les autorités. En cas de manquement à sa tâche, le roi des ribauds doit s'acquitter de 20 sous: *et dictus potestas teneatur eam vel eas expellere de savilliano sub pena pro qualibet et qualibet vice solidorum viginti*. Si l'existence du roi des ribauds est clairement attestée par ces statuts, il n'en va pas de même pour la présence d'un bordel. Savigliano en a-t-elle déjà un en ce début de quatorzième siècle ou la fonction de roi des ribauds est-elle dissociable de ce genre de maison?

Si l'interdiction de résidence est pratiquement une constante dans les différentes cités piémontaises, la lecture des bans montre que la législation subissait bien des entorses: la châtelanie d'Avigliana, dans le diocèse de Turin, punit vers le tournant du quinzième siècle un certain nombre d'individus, les uns pour avoir loué leur maison à des prostituées, les autres pour avoir osé ramener une femme de petite vertu à leur domicile:

Recepit a Micheletto Naser pro quodam penali precepto sibi facto ad instanciam Johannis de Perusia, ut locare non deberet quamdam domum suam sitam in burgo veteri Avilliane, subtus protam dicti burgi, aliquibus meretricibus [...] (no 1665).

Recepit a Johanne Cucha pro eo quia inculpabatur noctis tempore unam mulierem communem in domo sue habitationis ducisse [...] (no 1695).

⁴⁹ Les lupanars officiels, voulus et construits par les autorités, ont provoqué la fermeture des postribula privés, tenus généralement par des femmes. COMBA, « *Apetitus libidinis coherceatur* », p. 83.

3.3 Les sanctions

Les peines prévues en cas d'infraction aux interdictions de résidence sont diverses. Les personnes qui auraient hébergé une prostituée sont généralement punies par une amende de quelques sous. Il arrive cependant que la prostituée paie elle aussi, comme l'exige Ivrea en 1335: aucune femme de petite vertu ne peut habiter au cœur de la cité *sub pena et banno solidorum V imperialum*. Celui qui lui aura permis de venir chez lui s'acquittera de son côté de 40 sous impériaux. C'est le seul cas où la prostituée et son compagnon d'un jour ou d'une nuit doivent s'acquitter tous deux d'une amende, moindre dans le cas de la femme.

Si l'amende est le type de sanction le plus courant, utilisée par presque toutes les cités, il est souvent question de chasser simplement les prostituées hors des lieux interdits où elles ont été surprises, comme à Chivasso, où les autorités préconisent que *meretrices statim expellantur de ipsis habitacionibus*. Il en va de même à Turin et à Ivree.

Vercelli a décidé de sanctions plus sévères: en 1241, elle ordonne que *omnes meretrices que morantur in prostabulo non morentur in civitate Vercellarum vel in curia civitatis et bannite sint*; celles qui contreviendront à cette loi seront dépouillées de leurs vêtements et subiront une fustigation publique ordonnées par le podestat devant lequel elles auront été amenées⁵⁰: *si [...] reperte fuerint post preconisationem in civitate vel in curia civitatis licentiam habeat quilibet capiendi et spoliandi eam et postquam ceperit teneatur representare eam potestati consulibus vel rectoribus qui pro tempore fuerint qui postea teneantur eam facere fustigari*.

La sentence doit se faire *per civitatem*, ce qui signifie pour ces femmes recevoir des coups de verges tout au long d'un parcours traversant la ville. Le châtement se veut exemplaire et implique la participation de la population, qui se porte en foule sur le passage de la condamnée dont la fustigation doit être une sorte de divertissement. Les gens ajoutent ainsi à la peine physique de la condamnée le poids des cris et du mépris. Après cette infâmie publique, la prostituée est relaxée et peut s'en aller.

⁵⁰ Elisabeth Pavan fait remarquer qu'ôter les vêtements des prostituées est « un châtement que l'on applique fort spécifiquement à la prostituée médiévale »: PAVAN, « Police des mœurs, société et politique à Venise à la fin du Moyen Age », p. 251.

Ce type de peine, lourde, s'adresse aux prostituées qui résident en temps ordinaire au bordel: le lupanar restreint la liberté de mouvement des prostituées. C'est l'un des plus anciens châtiments prévus parmi toutes les mesures contenues dans les statuts communaux étudiés ici: Vercelli le promulgue vers le milieu du XIII^e siècle; il est possible que les autorités des différentes cités piémontaises aient aussi recours à ce type de condamnation mais aient décidé d'un certain assouplissement, qui les aurait conduit au fil des décennies à ne prévoir plus qu'une amende en guise de peine. S'est-il réellement dessinée une tendance à une certaine indulgence? Ou abandon d'une épreuve qui n'était plus perçue comme suffisamment infâmante pour conserver un caractère exemplaire? Ce genre de peine, en effet, pouvait avoir un effet dissuasif sur une prostituée occasionnelle, mais peut-être pas sur une prostituée rompue à la pratique du métier, dont la moralité n'a que faire d'un sentiment de honte. Ce genre de sanction, qui a recourt à une honte publique, reflète le fait que l'honneur d'une femme dépend de sa sexualité.

Si le châtiment physique est la sanction la plus sévère prévue pour punir les contrevenants aux mesures de résidence, il n'est cependant pas inhabituel et se retrouve dans d'autres types d'infractions; certaines cités prévoient les deux peines, pécuniaire et corporelle: si le coupable ne s'acquitte pas de l'amende, la sentence est aggravée et se transforme en un châtiment corporel. C'est le cas à Lesegno, dans un statut datant de 1302, où toute personne qui aura traité une honnête femme de putain devra s'acquitter d'une amende de 20 sous, remplacée par une fustigation si le coupable ne peut payer la somme: *si solvere non poterit fustigetur per terram*.

La cité de Valperga, au milieu du XIV^e siècle, a décidé de sentences très lourdes en cas de viol: 50 ou 25 livres selon qu'il s'agit du viol d'une vierge ou d'une femme mariée; mais, si la somme due n'est pas payée dans le mois qui suit la sentence, le coupable aura une main tranchée: *et si [...] non poterit solvere bannum suprascriptum infra mensem proxime subsequentem a die facte condemnationis incidatur ei manus ita quod a brachio pe[nitus] amoveatur*.

Au début du XV^e siècle, cette même cité modifie la sentence prévue dans les affaires de viol; celui qui s'en est pris à une honnête femme aura la tête tranchée! Si la personne n'aura pas réussi à forcer sa victime, ou, en d'autres termes, en cas de tentative de viol, elle devra s'acquitter *pro bamno Ducatos viginti quinque, quos si non solverit cum effectu infra mensem a die perpetrati delicti numerandum amputetur ei manus sinistra*. Valperga est la seule cité qui n'hésite pas à recourir à des mutilations pour faire respecter ses lois.

3.4 *Justification de la permanence de la prostitution*

Une amende est particulièrement intéressante dans la mesure où elle laisse entendre quelles motivations poussaient les autorités à interdire aux prostituées de s'installer dans les cités. Dans la circonscription d'Avigliana, les autorités punissent au milieu du quinzième siècle un homme *qui acceptavit in bona vicina unam meretricem* (no 1804). La présence de cette femme dans un quartier honnête est incongrue et choque fortement. Le texte est l'expression d'une volonté de séparer deux catégories de personnes, les bonnes et les mauvaises, les honnêtes personnes et les personnes malhonnêtes. La création de lupanars s'explique en partie par cette envie de distinction, de séparation.

L'idée prédominante dont semble se soucier le législateur, quelle que soit la cité envisagée, est d'empêcher les femmes de pratiquer et résider au coeur des cités (l'expression *infra clausuras burgi* et autres expressions similaires sont légion). Les prostituées sont rejetées, une ségrégation géographique leur est imposée, qui doit les tenir à la limite de la communauté. Ivrea consacre 9 de ses 11 articles relatifs aux prostituées à définir des interdits spatiaux: l'attention accordée à ce problème devait être aussi grande dans les autres cités.

Certains statuts communaux justifient cette volonté de ségrégation. Lorsqu'en 1433 Ivrea se préoccupe de trouver un emplacement favorable à la construction d'un bordel, elle le fait *pro evitandis rumoribus qui propter meretrices fieri solent et ne ipse meretrices causam habeant cum mulieribus honestis conversandi*. Le but est double: il s'agit d'une part de séparer les putains des femmes respectables⁵¹. D'autre part, le souci de l'ordre public transparaît clairement dans cet article: ces dames sont jugées responsables d'une certaine agitation des esprits.

Les sources judiciaires témoignent en outre d'un autre aspect: les prostituées étaient des proies idéales en cas d'agression. Il est plus facile de s'attaquer à une femme seule, sans homme ou famille pour la protéger ou réclamer

⁵¹ A Venise, l'accès principal au marché est interdit aux prostituées, dont le commerce agité peut déplaire aux « congrues et honeste persone » PAVAN, « Police des moeurs, société et politique à Venise à la fin du Moyen Age », p. 244.

réparation. Les prostituées, bien que victimes, devenaient donc source de problème: fréquemment cause de troubles sur la voie publique, elles perturbent l'ordre et la quiétude sociale si recherchées par les autorités.

Lorsque les procureurs de la commune d'Ivrea ont pour tâche de trouver un terrain susceptible d'abriter un bordel, il leur est précisé que la zone en question doit être un *locus solitarius*, séparé des lieux dits honnêtes, sans autre précision géographique: il est fort probable que la maison soit édifiée hors des murs de la ville, le souci majeur devant être qu'elle se situe dans un endroit où elle n'offensera personne: car, au sein d'une cité, comment trouver un endroit qui ne soit proche d'un quartier où vivent honnêtes gens, ou qui ne se trouve à proximité d'une église par exemple.⁵²

Les mesures prises par Ivrea exprimeraient le souci de respecter la politique du pouvoir central, telle qu'elle apparaît dans les *Statuta Sabaudiae* de 1430.

Dans le troisième livre de ses statuts, qui traite des rapports sociaux, le duc Amédée VIII exprime la ferme volonté de séparer les femmes honnêtes des femmes deshonnêtes: il faut que soit choisi un *locus vilior et occultus ab omnique mulierum honestarum vicinia remotus* dans lequel les prostituées devront résider. La raison de cette mesure vient du statut néfaste des prostituées qui ne doit pas contaminer les femmes honnêtes: *quia dissimulatur meretricum status nepharius ne mulieres honestas inficiat est debitis limitationibus coarctandus*. Ces statuts parlent d'un lieu destiné aux prostituées, sans préciser s'il s'agit d'une maison ou non.

Les répercussions des *Statuta* seraient décelables dans d'autres cités qu'Ivrea. Selon Rinaldo Comba, l'édification d'un lupanar à Turin en 1431 serait la conséquence directe des normes décidées par Amédée VIII, de même que la réorganisation de la maison municipale à Pinerolo en cette même année 1431 doit « être interprétée comme un effort d'adaptation à la stratégie du duc »⁵³.

Cette ségrégation a pour conséquence de faire apparaître le bordel comme une sanction à l'égard des prostituées, de faire de ces femmes des êtres marginaux,

⁵² Le choix de l'emplacement d'un lupanar relève d'une stratégie soigneusement pensée. Il serait intéressant de rechercher sur la base de cartes et de plans quelle superficie était réservée aux prostituées. L'importance de la place accordée pourrait elle aussi être révélatrice de celle concédée à ces femmes.

⁵³ COMBA, « *Les Decreta Sabaudiae* d'Amédée VIII: un projet de société? », p. 185.

mais dont la marginalité est pourrait-on dire soigneusement délimitée, donc contrôlée; elle est alors acceptable par une société qui en temps normal n'accepte pas en son sein des femmes, dont la liberté de corps et d'action inquiète. Il fallait trouver à ces femmes une sorte d'organe de contrôle, qui pourrait en être responsable: le bordel est le moyen de contrôle le plus évident, parce qu'il concentre en un seul lieu ces femmes, sur lesquelles il est désormais plus facile d'exercer une surveillance. Le bordel souligne en même temps l'aspect professionnel de la pratique; par sa construction, les autorités reconnaissent l'existence de ce corps de femmes.

Une prise en charge de ces femmes constitue un moyen de pacifier la société. Mais, pourrait-on objecter, si un tel souci de l'ordre existe, pourquoi admettre l'une des causes de la violence? La réponse est à chercher du côté de la clientèle. Reléguer les prostituées hors des centres des villes ne consiste qu'à repousser le problème. Là réside tout l'intérêt et l'ambiguïté de la législation, qui traite du problème dans ses formes mais non dans son fond. Elle ne cherche pas à l'éradiquer mais tente seulement de le restreindre et de le contrôler, par la création d'un quartier ou d'une maison dévolue à la prostitution. Envisager la création d'un bordel est une façon de reconnaître l'existence même des prostituées au sein de la communauté et particulièrement leur utilité: plus que l'existence même des prostituées, le bordel reconnaît officiellement le désir sexuel masculin. C'est à lui que l'on pense, c'est lui que l'on cherche à satisfaire, c'est lui que l'on tâche de soulager. La sexualité masculine n'est ni remise en cause ni condamnée.

La prostituée est considérée comme un être corrompu et vil mais son activité est tolérée et organisée en raison de la demande masculine existante. La création des lupanars est perçue par Leah Otis comme une transformation radicale du monde de la prostitution qui serait reconnu, après avoir été pendant des décennies toléré. Cette attitude est considérée par L. Otis comme « typique d'une tradition augustinienne de résignation face aux démons de la société dans un monde inévitablement imparfait »⁵⁴.

⁵⁴ Saint Augustin, devant les désordres causés par les hommes, constatait que le commerce des prostituées contribuait certainement à ne pas aggraver ces désordres, en protégeant au moins les femmes honnêtes des ardeurs masculines. Augustin, *De Ordine*, 2.4: «Aufer meretrices de rebus humanis, turbaveris omnia libidinibus: constitue matronarum loco, laber ac dedecora dehonestaveris » cité par OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, p. 139.

Jacques Rossiaud estime que la création de bordels publics serait un moyen de lutter contre les viols, individuels et collectifs: la prostitution reçoit une reconnaissance officielle, en étant jugée propre à compenser les frustrations sexuelles des hommes célibataires en servant d'exutoire à leur agressivité⁵⁵.

En outre, la prostitution ainsi organisée ne contredit pas l'ordre conjugal. En effet, on pourrait, sans trop s'aventurer dans des propos hasardeux, avancer l'idée que la sexualité pratiquée avec une commerçante de l'amour ne devait guère différer des recommandations de l'Eglise en matière de sexualité: parlant de l'union des corps, dans le cadre légitime du mariage, l'Eglise ne reconnaît qu'une position, celle de l'homme sur la femme, seule favorable à la procréation, pense-t-elle, parce que seule capable de retenir la semence masculine⁵⁶. Or, l'Eglise médiévale est une institution omniprésente; elle modèle les comportements, exerce une influence certaine sur les mentalités et son ascendant doit avoir des échos jusque dans les milieux de la prostitution. La position acceptée par l'Eglise devait elle aussi être couramment pratiquée avec une professionnelle, et cette position seulement serait-on tenté d'ajouter au vu des sources, textes d'amendes ou de lois confondus, qui ne mentionnent jamais l'inconvenance d'une position ou d'une autre. Il n'existe pas de textes dans lesquels des prostituées dénonceraient les exigences de leurs clients et aucune plainte n'a été retrouvée pour sévices sexuels. Tout au plus Jacques Rossiaud peut-il rapporter le cas de Jeanne Saignant, fameuse tenancière dijonnaise, dont les voisins blâment la conduite scandaleuse et perverse. Pour preuve, ils l'ont vue faire l'amour debout et observer parfois les ébats des couples venus dans son hôtel! Pour Rossiaud, « les lieux de la prostitution publique ne semblent pas avoir été des espaces de transgression ». « Rien ne paraît différencier les comportements des fornicateurs qui se rendent dans le *prostibulum* poussés par « nature » de ceux des époux (...) »⁵⁷.

Ruth Mazo Karras, dans son étude sur la prostitution en Angleterre, ne trouve aucune mention d'actes sexuels inconvenants ou particuliers parmi les différents règlements qu'elle a consultés⁵⁸.

⁵⁵ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 35-36.

⁵⁶ VERDON, *Le plaisir au Moyen Age*, p. 43.

⁵⁷ ROSSIAUD, « Prostitution, sexualité, société dans les villes françaises au XVe siècle », p. 72.

⁵⁸ KARRAS, « Regulations of brothels », p. 405.

Richard Trexler, se penchant sur la vie florentine, voit dans la création des bordels la préoccupation de lutter contre une homosexualité jugée croissante, dans un contexte de déclin démographique: le lupanar permettrait de réorienter les jeunes hommes vers les joies de l'hétérosexualité. En 1403, les autorités instituent l'Onestà ou Office de l'Honnêteté, organisme chargé du contrôle des mœurs et décident d'une série de mesures destinées à promouvoir le mariage et les naissances; la construction de deux nouveaux bordels, qui complèteraient celui du centre ville, est décidée conjointement à ces mesures: le lieu est en effet perçu comme un moyen de soutien à la politique des autorités en matière de sexualité. En 1432, l'Office de la Nuit est créé pour poursuivre plus spécifiquement les homosexuels⁵⁹.

Ces explications ne sont pas applicables à la région piémontaise. Les autorités des différentes cités n'évoquent jamais le problème de l'homosexualité ou celui d'une jeunesse trop ardente mais expriment le souci de faire respecter la frontière entre deux mondes⁶⁰: il faut voir dans la législation savoyarde une volonté de séparer la personne de la prostituée de la population normale afin d'empêcher toute expansion et de prévenir toutes les perturbations de l'ordre public qui sont souvent la norme dans ce milieu⁶¹. Le bordel est un moyen d'éviter le sexe anarchique, de canaliser celui qui se pratique hors mariage, dont les femmes honnêtes sont supposées tirer profit puisqu'il permet de purger les villes des femmes dépravées en les cantonnant en un seul et même lieu isolé.

Il est aussi probablement une source de profits pour les autorités. Les villes avaient un intérêt certain dans le rôle social du bordel mais il n'est pas possible de déterminer leur intérêt financier. Ivrea précise dans ses statuts de 1433 que l'édification du bordel doit se faire à ses propres frais (*sumptibus dicti comunis*). Que s'est-il passé ensuite? La cité possédait-elle personnellement le bordel ou le louait-elle à un intermédiaire? Quels étaient ses gains? Trop peu de

⁵⁹ TREXLER, « La prostitution florentine au XVe siècle », p. 983.

⁶⁰ En fait, deux cités, barge et Turin, envisagent la création d'un bordel public afin de répondre aux besoins sexuels des jeunes gens. Néanmoins, ce n'est pas là l'unique raison qui motive les autorités : « [le projet que la classe dirigeante s'efforce de réaliser] est plus ou moins toujours associé à d'autres fins: éviter les désordres et séparer absolument les prostituées, confinées au bordel, des femmes honnêtes. » COMBA, « *Apetitus libidinis coherceatur* », p. 84.

⁶¹ COMBA, « *Apetitus libidinis coherceatur* », p. 84.

choses sont connues dans le processus de construction puis d'administration de ce genre d'édifice dans les territoires savoyards.

3.5 *Droits de la prostituée*

Les lois parlent abondamment des devoirs de la prostituée, qui sont généralement des interdictions, comme on l'a vu. Cependant, la prostituée étant reconnue utile, il serait vraisemblable de trouver des textes, des lois la protégeant. En existe-t-il? La lecture des bans donne l'impression que la législation se soucie effectivement de donner aux prostituées une protection, un recours contre ceux qui les malmènent. Les archives judiciaires contiennent par exemple nombre d'affaires où le viol de prostituées est puni. Les autorités savoyardes ne vont donc pas jusqu'à considérer que le statut de femmes publiques ou communes, sous-entendu à tous, les force à se soumettre à n'importe qui. Elles ont le droit de choisir leur client.

Si les statuts communaux donnent l'impression que mesures dirigées à l'encontre des prostituées sont la norme, il existe néanmoins un certain nombre d'articles où la prostituée apparaît comme une victime qu'il s'agit de défendre. La cité de Barbanie par exemple condamne le viol d'une prostituée par une amende de 20 livres, tandis que Valperga fixe le montant à 25 ducats pour le même délit. De même, celui qui bat une prostituée doit s'attendre à être puni: la cité de Bra prévoit différentes amendes selon que les coups auront été assenés avec ou sans effusion de sang: *si quis percusserit aliquam meretricem publicam sine sanguinis effusione solvat pro pena solidos viginti et si vulnus et sanguinem ey fecerit solvat libras decem astenses*.

Au vu des listes d'amendes et des textes de loi, la personne de la prostituée bénéficie donc de certains droits. Cette impression doit néanmoins être nuancée pour plusieurs raisons. La première est fournie par les comptes de châtelainie, qui mentionnent clairement des circonstances atténuantes dans le cas d'attaque portée à l'encontre de la *meretrix*: la qualité même de la victime, médiocre, permet à son agresseur de bénéficier de peines réduites. L'agression d'une prostituée a clairement une importance moindre par rapport à l'agression d'une femme dite honnête: *recepit ab Anthonio Conta, quia impinxit Margaritam*

Charaviglam ita quod cecidit ad terram; et solvit minus quia probavit (esse) meretricem [...] (no 1574).

Cette constatation se retrouve aussi dans les sources normatives. La législation prouve que l'intérêt des cités à défendre les femmes de petite vertu est beaucoup moins prononcé qu'il n'y paraît: les peines prévues en cas de délits sont faibles, parfois même inexistantes, comme à Moncalieri, dont les statuts de 1378 ne prévoient aucune amende pour punir l'agression d'une prostituée: *item statuerunt quod si quis percusserit vel verberavit aliquam meretricem vel alio modo dixerat verba injuriosa sit sine pena et banno*.

A Ivrea, en 1329, il est stipulé que tout le monde peut corriger une prostituée qui se serait montrée injurieuse. On peut la battre jusqu'au sang sans craindre de sanction, pour autant, il est vrai, que la punition n'entraîne pas la mort: *nisi ex ea verberatione vel percussione aliquis [...] esset in periculo mortis*.

Les autorités publiques n'hésitent pas à remettre quelque peu de leur pouvoir entre les mains des citoyens en les autorisant à rendre une justice expéditive. Cette pratique n'est pas propre au Piémont: Leah Otis en trouve de similaires en Provence, comme à Apt, en 1252, où les statuts de la cité prévoient *que si deguna putan o home vil...disien paraulas contumeliosas o fasién deguna injuria a degun bon home o bona famna e de bona condition e aquell o aquella moderamens en prenie veniansa, sensa effusion de sanc e extraxion del cotell, que per aquella veniansa la cort non pot ni deu ren demandar ni exhigir daquellos, ni far enquesta* ⁶².

Si l'on reprend les statuts de Barbanie qui condamnent le viol d'une prostituée et, plus généralement, protège ce genre de femme contre toute agression physique, on peut constater que l'amende en ce cas s'inscrit dans une échelle de valeurs au désavantage des prostituées: seule une partie de la peine prévue en cas de coups et blessures par exemple sera perçue en cas d'attaque contre une prostituée: le prévenu s'acquitte en ce cas *pro bampno tantum terciam partem dicte pene*. De la même façon, l'amende de 25 ducats prévue par les autorités de Valperga constitue une somme importante, sauf si l'on replace cette amende dans son contexte: le viol d'une honnête femme entraîne de son côté la peine de mort pour son agresseur! Leah Otis constate le même phénomène dans le sud-est de la France à l'égard du viol des prostituées: la législation prévoit la punition du coupable tout en accordant une gravité à l'acte bien moindre que

⁶² OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, p. 67, note 40.

dans le cas du viol d'une honnête femme. Au XVI^e siècle, il est même devenu courant « to assume that a prostitute's profession deprived her of a legal recourse in case of rape »⁶³.

L'état de prostituée, s'il supprime dans certains cas la responsabilité du coupable, ne fait que l'atténuer le plus souvent en refusant de supprimer le crime lui-même, ce qui semble garantir une certaine défense des prostituées. Là encore, cette apparente protection de la prostituée pourrait être nuancée: cette défense pourrait très bien n'exister qu'à des périodes où la loi cherche plus systématiquement à réprimer la criminalité. Punir les attaques portées à l'encontre des prostituées pourrait être moins un moyen de protéger ces femmes que de préserver la société d'une trop grande criminalité. La personne de la prostituée importerait moins que le souci de l'ordre social⁶⁴.

Par conséquent, il est délicat d'affirmer que la prostituée bénéficie d'une voix juridique, aussi minime soit-elle, en l'absence de textes légaux qui stipulent clairement son droit à une protection. La prostituée apparaît comme une personne relativement démunie, peinant à être prise sérieusement en compte par le système judiciaire. Elle n'est cependant pas complètement abandonnée et peut espérer regagner une certaine position sociale. C'est ce que proposent les *Statutae Sabaudiae* d'Amédée VIII.

Il ressort en effet de ces statuts que la prostituée pouvait intégrer le rang des honnêtes gens, au prix de louables efforts. La législation du duc encourage ces femmes à changer de vie: pour ce faire, elles doivent s'abstenir *in diebus sanctis*. Et à celles qui désirent se convertir, il leur est permis de se rendre aux sermons publics. Pour que leur conversion se fasse en de meilleures conditions, ces femmes seront rassemblées en un lieu, *bis vel ter in sancta hebdomada*, où un prédicateur réputé les admonestera et les encouragera à une conversion salutaire. L'approvisionnement se fera *per aliquas vetulas*, des vieilles femmes, aux frais des prostituées.

⁶³ OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, pp. 68-69.

⁶⁴ A Florence, le tribunal de l'Onestà veille à défendre les intérêts des prostituées. R. Trexler souligne néanmoins qu'il s'agit d'un cas particulier: la prostitution est perçue dans cette ville comme un instrument de salut public. Pour lui conserver cette fonction, il faut la défendre. Trexler parle bien d'une juridiction inhabituelle qui ouvre les portes du tribunal aux prostituées « comme elles l'étaient à bien peu de femmes » TREXLER, « La prostitution florentine au XVe siècle », p. 997.

Cette réglementation représente une ouverture au monde pour ces femmes, de façon officielle. Les statuts trahissent une influence chrétienne certaine (ils s'ouvrent d'ailleurs sur une profession de foi très marquée). L'image de Marie-Madeleine est certainement présente à l'esprit du législateur: Marie-Madeleine, figure ambivalente, à la fois pécheresse et repentie, dont l'histoire est la preuve que la prostituée, méprisée et condamnée, peut espérer se convertir et ainsi être rachetée.

Conclusion intermédiaire

Aucun statut ne se démarque des autres par son originalité. Les grandes lignes de la politique des cités piémontaises à l'égard des prostituées consistent à réguler la prostitution d'un point de vue géographique, soit en chassant les femmes de petite vertu des quartiers où leur présence offusque les honnêtes gens et en entravant leur installation dans ces quartiers par la condamnation des personnes qui leur loueraient une maison, soit en créant des lieux dévolus à la prostitution, éloignés des quartiers honnêtes.

C'est là la caractéristique principale de la législation, qui n'a pas pour but d'éradiquer le phénomène de la prostitution dans les cités; repoussées, éloignées hors des murs des cités pour sauvegarder la moralité sociale, les prostituées doivent pourtant rester accessibles aux clients, dans une place qui leur est imposée par la société.

La demande de la clientèle passe logiquement pour être à la base du comportement des autorités; si cette clientèle n'était pas satisfaite, elle pourrait recourir à d'autres moyens pour répondre à ses besoins, au risque de s'en prendre à des femmes respectables.

Les relations sexuelles avec des prostituées sont en outre rassurantes, car apparemment ordinaires, et correspondent aux normes des relations conjugales. La prostitution, en ce sens, parce qu'elle ne contredit pas l'ordre conjugal, ne constitue pas un danger. Faut-il en ce cas la considérer comme une alliée de l'ordre conjugal ? Il est probable que ce soit le cas, surtout si l'on en juge par les hommes qui constituent la clientèle. Hommes mariés et clercs sont généralement considérés en situation irrégulière en se rendant au bordel, mais il n'est pas question de punir les autres catégories d'hommes. A Barbanie, les autorités ont décidé que la personne célibataire qui *cognoverit carnaliter publicam meretricem volentem et consencientem sit impunis*. Les statuts de Revigliasco Torinese expriment la même chose: *et si cognoverit carnaliter publicam meretricem volentem et consentientem, sit impunis, si vir cognoscens eam non fuerit uxoratus*. Aller au lupanar est peut-être un acte honteux mais ne constitue pas un délit.

4. ETUDE QUANTITATIVE

4.1 *Précautions*

Les comptes de châtelainies semblent propices à une étude quantitative de par leur structure stéréotypée; mais une telle étude ne saurait être prise en considération sans tenir compte de divers éléments qui pourraient en fausser la perception:

- l'ampleur de la prostitution ne peut être perçue dans sa totalité puisque bon nombre de femmes pratiquant ce métier échappent à tout recensement: il est impossible de savoir combien de femmes exercent le métier de prostituée lorsque l'on sait qu'elles apparaissent le plus souvent dans les archives judiciaires lorsqu'elles se battent ou sont agressées. Les prostituées occasionnelles ou vagabondes devaient en outre échapper la plupart du temps à un contrôle quelconque.

Le phénomène de la récidive fausse en outre les statistiques dans le sens d'une augmentation du nombre de prostituées. Il est malheureusement délicat de se rendre compte de l'importance de ce facteur, puisqu'il est possible d'avoir affaire plusieurs fois à une seule et même personne, sans le savoir: les prostituées sont rarement désignées par leur nom et prénom.

- une telle analyse ne ferait véritablement sens qu'à la condition de connaître le nombre d'habitants des régions incriminées afin d'évaluer l'importance du monde de la prostitution par rapport à la région qui l'abrite. Or, de tels chiffres ne sont pas connus. Tout au plus peut-on les estimer.

- d'autre part, dans quelle mesure certains délits, bien que connus, ne sont pas sanctionnés pour des raisons particulières? On peut imaginer que des traitements de faveur aient été réservés aux puissants, dans un esprit de soutien entre gens d'un même corps social, ou que des tribunaux ecclésiastiques aient existé afin de juger les hommes d'Eglise.

- les comptes étudiés ne constituent qu'une partie infime des registres de châtelainies. Se limiter à ceux dont il est question dans ce travail relève d'un choix: thématiquement, le choix s'est porté sur les délits donnant lieu à une amende; les crimes les plus graves, comme le vol qualifié ou les homicides, n'apparaissent pas dans ce genre de sources.

En outre, la comptabilité savoyarde n'existe pas avant 1250 ou quasiment pas, puis les comptes se multiplient rapidement. Peu à peu, leur forme extrêmement concise des débuts prend elle aussi de la consistance. L'administration savoyarde se fait plus bavarde. Mais, à partir du XVe siècle, ce type de sources perd de sa richesse par rapport au sujet choisi.

Ces quelques remarques mettent en évidence la difficulté à établir une étude quantitative sans la rendre pour autant impossible. Les données chiffrées établies sur la base des comptes sont présentées sous forme de quelques tableaux, dans le but de déceler quelques tendances générales.

4.2 Répartition des délits par diocèse⁶⁵.

La répartition des amendes se fait de manière fort inégale puisque sur 238 amendes répertoriées dans les trois diocèses, plus des trois quart se concentrent dans le seul diocèse de Turin (187 amendes représentant 78,6% du nombre total d'amendes répertoriées, contre 12,2% pour le diocèse d'Aoste et 9,2% pour celui de Sion). De surcroît, plus de la moitié des amendes enregistrées dans le diocèse de Turin, soit 105 amendes (56,7%), ont été infligées dans une seule et unique circonscription: Avigliana.

Comment expliquer le déséquilibre des chiffres?

Il est certain que tous les délits ne sont pas sanctionnés, de sorte que tous n'apparaissent pas dans les sources: d'une part, il se trouvera toujours des personnes pour échapper à la justice, par la fuite par exemple, d'autre part, un certain nombre de délits ne devaient même pas être connus. Telles les affaires de viol: il est à craindre que parmi les victimes d'un viol, certaines prostituées n'ont pas osé porté plainte, par peur des représailles par exemple, ou parce que

⁶⁵ Annexe 3, tableaux A, B et C.

leur statut de filles faciles représentait un obstacle à leur défense devant une cour de justice. Selon Jacques Rossiaud, les affaires de viol connues ne représentent souvent qu'une infime partie du chiffre réel des agressions⁶⁶.

Si l'on considère la population des trois régions d'un point de vue quantitatif, on peut s'attendre à ce que Turin soit le diocèse qui abrite la population la plus importante: il s'agit en effet d'un diocèse urbain, comportant quelques grandes villes et une université dès le XVe siècle⁶⁷, tandis que les diocèses de Sion et d'Aoste, zones rurales, devaient compter un peu moins d'habitants. Le nombre de délits pourrait être proportionnel au nombre d'habitants.

On sait que la prostitution organisée est une affaire essentiellement urbaine⁶⁸. Or, la région turinoise est fortement urbanisée.

La prostitution n'est pas limitée aux villes mais, comme beaucoup de services, elle se concentre là où se trouvent les gens: les villes, parce que ce sont des lieux de commerce, de passage, rassemblent une certaine population et fournissent aux prostituées un lieu où leurs chances de trouver des clients potentiels sont augmentées. La documentation fait ressortir l'importance de la prostitution dans le diocèse de Turin.

Les zones rurales connaissent elles aussi leur lot de prostituées, comme le montrent les bans du diocèse de Sion et d'Aoste. Mais le phénomène apparaît plus caché ou peut-être plus mouvant, donc susceptible d'échapper aux sources: Sion recense deux prostituées qualifiées de vagabondes (nos 954 et 955). Ces textes laissent entrevoir une ouverture sur un monde itinérant, plus enclin à échapper au contrôle de la justice.

Le petit nombre apparent de prostituées dans les zones rurales est intéressant: il est possible que les autorités villageoises soient moins préoccupées par le traitement des prostituées. Mais il se peut aussi que les prostituées soient présentes en si petit nombre que leur existence ne suffit pas à être perçue comme une cause de trouble pour la paix. Il est en outre concevable que ces femmes aient relevé d'une autre juridiction: l'implantation des autorités laïques savoyardes n'a peut-être pas pu se faire aussi solidement que dans les villes. Dès lors, ce sont les autorités religieuses qui ont pu prendre la relève. Le réseau

⁶⁶ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 26.

⁶⁷ COMBA, « *Apetitus libidinis coherceatur* », p. 80.

⁶⁸ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, pp. 20-21.

paroissial est une trame très importante de la société médiévale, et, en l'absence d'une juridiction comtale efficace, les tribunaux ecclésiastiques ont pu réglementer le monde de la prostitution. Après tout, la pratique du métier constitue une offense morale suffisamment préoccupante pour que son jugement revienne de droit à une juridiction ecclésiastique.

Les chiffres sont aussi certainement révélateurs du fonctionnement de la justice dans ces territoires. Les structures judiciaires peuvent présenter quelques défaillances, ont probablement plus de peine à fonctionner aussi efficacement en zone rurale qu'en région urbaine. Une remise en cause de l'implantation des Savoie dans certaines régions, plus difficiles à contrôler, n'est pas à mettre de côté.

4.3 *Poids relatif des délits*⁶⁹

Entre 1312 et 1487, les registres de châtelainie font état de 83 affaires de violence réparties dans les trois diocèses, soit un peu plus de 34,4 % de tous les délits recensés.

Après les problèmes de violence, les cas d'adultère intéressent la justice, qui punit par une amende 32 affaires de ce genre, soit 13,3% du nombre total de délits répertoriés dans le milieu de la prostitution. Finalement, en troisième position viennent les sanctions pour insultes, soit 28 cas (11,6%).

Le schéma « violence-adultère-insultes » concerne les trois régions regroupées. Il reste le même pour les diocèses de Turin et d'Aoste, examinés séparément. Il s'agit la plupart de temps d'une délinquance masculine. On dénombre en effet 56 cas d'agressions, commises par des hommes contre des prostituées. Le nombre s'accroît si l'on considère les cas des femmes victimes de la violence des femmes.

Fait intéressant, les diocèses de Turin et d'Aoste offrent un schéma similaire, présentent une même répartition des délits: si l'on compare les taux de pourcentage, on peut constater qu'avec 37,9% pour Aoste, et 37,6% pour

⁶⁹ Annexe 3, tableaux E, F, G. Pour connaître ce que recouvrent les différentes catégories de délits, cf. chap. 5.

Turin, le rapport est presque identique, la proportion est quasiment semblable. Les affaires de violence ont la même ampleur dans les deux régions.

Le diocèse de Sion doit faire face à des problèmes de violence verbale, puisque quinze affaires sur un total de vingt-trois relèvent de cette catégorie, soit un peu plus de 65%, changeant ainsi l'ordre des priorités du schéma initial⁷⁰. Cette région ne semble pas touchée par les bagarres et rixes en tous genres.

On ne peut évidemment en déduire que la violence est un phénomène inconnu dans ces régions. La répartition des gens dans ces zones, où les habitants devaient disposer de plus d'espace, devaient moins ressentir les effets de la promiscuité tels qu'ils existent en milieu urbain, est peut-être à l'origine d'un développement moindre de la violence.

Finalement, les bans sont certainement révélateurs de l'attention que la justice porte à tel ou tel phénomène. La focalisation est différente d'un diocèse à l'autre.

4.4 Distribution chronologique des délits⁷¹

En considérant la répartition numérique des délits par tranche de 50 ans, on constate que la première moitié du XVe siècle concentre le plus grand nombre de délits punis, tous motifs confondus, et ce pour les trois diocèses: 43,5%, 50% et 56,1% pour Sion, Aoste et Turin respectivement.

Dans le diocèse de Sion, les autorités punissent quasi exclusivement (à une exception près) des délits d'insultes tout au long du XIVe siècle. Mais, dès le XVe siècle, ce motif prend moins d'importance et laisse la place à d'autres infractions. Il reste cependant le motif pour lequel on répertorie le plus grand nombre de délits.

Dans le diocèse d'Aoste, la première moitié du XIVe siècle n'enregistre guère d'infractions: 2 délits seulement sont répertoriés durant cette période. Dès 1351 en revanche, les délits se diversifient: les problèmes de violence sont

⁷⁰ Annexe 3, tableaux E, F, G.

⁷¹ Annexe 3, tableaux H, I, J.

majoritaires mais le taux d'incertitude étant important, la réalité a fort bien pu être différente de ce que le tableau laisse voir.

Lors de la période suivante (1401-1450), le nombre de délits continue de croître et la prédominance des affaires de violence se dégage plus nettement.

Dans le diocèse de Turin, un nombre important de délits est répertorié dans la première moitié du XVe siècle: 106 infractions qui représentent plus de la moitié du nombre total de délits commis entre le début du XIVe et la fin du XVIe siècle.

Les problèmes de violence, les plus nombreux dans le diocèse, ne varient guère quantitativement entre la période 1301-1350 et la période 1351-1400. Ces affaires prennent une toute autre ampleur dès le début du XVe siècle, où elles atteignent la proportion de 45,1%. Mais, dès la seconde moitié du XVe siècle, le nombre de délits chute fortement (seuls 2 cas de violence recensés, contre 32 entre 1401 et 1450).

Les affaires de violence, sont, avec les cas de viol et de tentative de viol, les deux types de délits qui apparaissent à toutes les périodes, contrairement à d'autres délits, où, pour n'en citer qu'un, le motif de la « fréquentation suspecte », émerge soudainement entre 1401 et 1450 pour disparaître dès la seconde moitié du XVe siècle.

De façon générale, pour les diocèses de Turin et de Sion, les délits répertoriés sont en constante hausse jusqu'au milieu du XVe siècle. Aux alentours de 1450, leur nombre chute alors vertigineusement. Je ne dispose malheureusement pas de données pour le diocèse d'Aoste après 1449.

Conclusion intermédiaire

Les bans ne permettent guère de cerner l'ampleur de la prostitution dans les trois diocèses, tout au plus une différence d'un diocèse à l'autre. Et plutôt que de voir là l'état de la prostitution, il faut y voir l'empreinte de la législation, le reflet de la répression et non celui de la délinquance.

L'évolution du nombre de bans va dans ce sens: une période cruciale est décelable dans les tableaux; période autour des années 1450, suivie d'une chute, d'une régression nette du nombre de délits. L'introduction des *Statuta Sabaudiae* d'Amédée VIII, en 1430, grand fait législatif de l'époque en Savoie, n'est peut-être pas étrangère à ce phénomène, mais, plutôt que de voir là une influence certaine de ces statuts sur le contrôle des conduites, des mœurs, on pourrait parler de coïncidence: le peu d'amendes existant les années suivant la publication des statuts suggère qu'il faudrait relativiser la portée et l'efficacité des statuts dans le temps⁷². Rinaldo Comba parle d'une « intensification considérable de la répression des délits sexuels dans le Piémont, surtout au cours de la décennie successive à la promulgation des *Decreta Sabaudiae*. »⁷³ Cette intensification n'est malheureusement pas percevable dans mes sources.

Avec les *Statuta*, on se trouve en présence d'une amélioration du système administratif savoyard, dont le fonctionnement optimal conduirait à cette augmentation du nombre des amendes. Leur chute indiquerait entre autres la diminution de l'efficacité de l'appareil judiciaire à long terme. En outre, l'application des statuts devait être fonction pour une bonne part de la personnalité du châtelain et ne saurait être rigoureuse et systématique.

Le monde de la prostitution apparaît relativement turbulent. En se penchant sur les délits eux-mêmes, fort divers, on peut constater que le phénomène de la violence occupe une place considérable dans le monde de la prostitution. Comment expliquer ce phénomène?

⁷² Une étude susceptible peut-être de discerner l'influence des *Statuta* serait celle de l'évolution du montant des amendes, qui pourrait être significative, par un alourdissement des amendes, d'un durcissement de la justice.

⁷³ COMBA, « Les *Decreta Sabaudiae* d'Amédée VIII: un projet de société? », pp. 188-189.

Une croissance démographique serait un élément déterminant de la tension sociale, qui expliquerait l'augmentation du nombre de crimes, mais il faut sûrement adjoindre à ce facteur d'autres signes, comme celui de l'application plus sévère de la justice: une répression plus systématique et une plus grande efficacité de la justice.

L'importance de la prostitution dans le monde urbain a tendance à occulter l'existence du phénomène dans le monde rural. Bien qu'il soit extrêmement difficile de savoir comment vivait la prostituée de la campagne (par opposition à celle qui officie en ville), on peut supposer que ce genre de femme ait plus volontiers échanger son corps contre quelques biens en nature plutôt qu'en argent.

Il est possible que certains villages aient comporté un bordel mais il est probable que les clients ne devaient pas être suffisamment nombreux pour faire vivre les prostituées de leur métier uniquement⁷⁴. Ces dames devaient concevoir la prostitution comme une activité d'appoint. Cela explique en partie leur taux d'absentéisme dans les sources.

D'autre part, il devait se trouver bon nombre de femmes vagabondes, qui se vendaient ça et là, en fonction des occasions et des événements. Les prostituées peuvent aller de village en village, en fonction des périodes de foires, de marchés, de pèlerinage, de moissons, de vendanges... Comme l'évoque très bien Jacques Rossiaud, « dans les granges isolées, les manouvriers ou fachers vivant en commun entretenaient, parfois pour quelques jours ou quelques semaines, une putain qu'ils se partageaient. les marchands allemands qui, en convois, se rendaient aux foires de Lyon n'agissaient pas autrement, et sur le fleuve, les équipages de riveyrands qui entreprenaient un voyage de plusieurs semaines engageaient des femmes sur les grèves et s'ébattaient avec elles aux étapes »⁷⁵. Or, cette extrême mobilité des filles leur permettait d'échapper aux registres judiciaires.

⁷⁴ Dans le diocèse de Sion, les sources judiciaires contiennent une amende qui retrace des propos que l'on imagine volontiers tenus dans une taverne, où un homme se vante auprès de son rival que sa « femelle » gagne plus que celle de son adversaire: *recepit a Johanne de Vercellis quia inculpabatur dixisse Gilletto Bordelli quod eius femina plus lucrata fuerat quam ipse cum sua et quod per Patriam se satis fecerat foire [...]* (No 143) Bordelli est-il réellement le nom de famille de l'homme ou aurait-on dû lire le mot avec une minuscule? A défaut de pouvoir attester de l'existence d'un bordel dans cette région, ce texte met en scène des personnages dont l'activité semble relever du proxénétisme.

⁷⁵ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 20.

5. LE MONDE DE LA PROSTITUTION: UN MONDE TURBULENT

5.1 *Typologie des délits*

L'étude des textes législatifs permet de se constituer une image très formelle de la prostituée. Vouloir, dans la mesure du possible, rendre vie au monde de la prostitution, chercher à comprendre ce qui s'y passe, nécessite l'étude des sources judiciaires, les plus propices à rendre compte de l'agitation de tout ce petit monde.

L'impression majeure laissée par les bans est celle d'un monde où la violence prédomine⁷⁶; néanmoins, le tableau serait fort imparfait si l'on ne prenait garde aux autres types de délits, d'importance moindre au niveau quantitatif mais dont la diversité contribue certainement à l'image de turbulence régnant dans ce milieu. Tous ne seront pas traités dans ce chapitre. Il s'agit seulement de rendre compte de quelques impressions dominantes en décrivant certains types de délits, selon un choix arbitraire. La ligne directrice serait dictée par ces problèmes de violence.

Sous ce terme générique -la violence- pourraient être comprises plusieurs formes de violence: les coups et blessures à proprement parler, les viols et tentatives de viol, les effractions (souvent liées au viol), les insultes mêmes (violence verbale), le proxénétisme, qui est une forme de contrainte sexuelle. Néanmoins, chacune de ces formes de violence feront l'objet d'un traitement particulier, respectant en cela les différenciations faites par les sources elles-mêmes. J'ai adjoint à ce motif le problème de l'adultère, en raison de sa fréquence d'apparition dans les bans.

Il est relativement délicat d'établir une typologie des délits en raison d'une terminologie parfois peu évocatrice: on ne voit pas toujours à quoi renvoient exactement les différentes appellations. Néanmoins, un certain nombre de catégories se dessinent rapidement: les unes « parlant d'elles-mêmes », telles

⁷⁶ Annexe 3, tableaux D, F, G.

les affaires de viol ou de tentative de viol, les problèmes d'insultes, les cas de vol, les situation de violence physique (coups et blessures).

D'autres types de délits nécessitent quant à eux une plus grande attention. Ainsi les affaires d'adultère, considérées comme telles lorsque le texte spécifie qu'il s'agit d'un délit d'adultère, soit par l'emploi du mot *adulterium*, soit par celui du terme *uxoratus, uxorata* accolé au nom du coupable:

recepit a Jaquemoto Boleti de Chamunio quia inculpabatur comisisse cum quadam meretrice [...] (no 671).

recepit a Johanne Portalli de Javeno, uxorato, eo quia repertus fuerit ad prostibulum [...] (no 1746).

Les problèmes de la « connaissance charnelle » concerneraient toutes les amendes qui utilisent ces deux mots et ces deux mots seulement, soit à l'exclusion des textes où cette expression est suivie des mots *per vim*, ou *violenter*, ou encore *sine eius consentius*, voire *attentare carnaliter cognoscere* qui se rapportent à l'évidence à des affaires de viol ou de tentative de viol, interprétation confortée dans ces cas-là par le fait que l'amende mentionne pour unique payeur l'homme:

recepit a Rogerio de Rogeriis quia attentavit cognoscere carnaliter unam meretricem [...] (no 1900).

recepit a Zapoto quia inculpabatur carnaliter cognovisse quamdam meretricem contra suam voluntatem [...] (no 1899).

recepit ab Anthonio Certana pro eo quia violenter voluerat cognovisse (?) Margaritam [...] (no 1996).

Bon nombre d'amendes punissent toute tentative d'hébergement de prostituées par un particulier, ainsi que les tentatives de séjour dans les cités par les prostituées, deux faits en infraction avec ce que la législation impose, comme on a pu le voir précédemment:

Recepit a Nycloa textrice quia contra quoddam preceptum reduxit quasdam mulieres inhonestas [...] (no 1912).

Recepit a Johanne Cantu pro quodam precepto non observato et quia reduxit quadam meletricem contra formas capituli [...] (no 1608).

Finalement, certains amendes concernant le monde de la prostitution restent ambiguës; deux cas de figure sont alors possibles: le délit est parfaitement clair mais ne revient pas assez fréquemment pour qu'il ait été jugé utile d'en faire une catégorie à part entière: c'est le cas par exemple de Catherine, une prostituée de Suse, qui, en signe de mépris, prend place sur le siège de l'Eglise

réservé à l'usage de l'abbé (No 1256) ou de cette autre qui boute le feu au bourg d'Avigliana (No 1613).

Le délit reste obscur, comme cette affaire survenue dans le diocèse de Turin où un homme traîne une prostituée devant le tribunal sans que soient fournies les raisons qui ont motivé son geste (No 1667).

Pour quelques bans, il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que le délit est lié au monde de la prostitution. Dans le doute, ces textes n'ont pas été écartés lors de l'élaboration du corpus.

recepit a Michelletta, relictu Guigoneto Ronea, inculcata adulterium comisisse cum quibusdam [...] (no 1193).

recepit a Maria Ayrarda quia fuit carnaliter cognita a pluribus hominibus [...] (no 1411).

Les deux femmes ne sont pas accusées d'être des prostituées et il est possible que tel n'a pas été le cas. La difficulté réside dans la marge très étroite qui sépare une honnête femme d'une femme qui se prostitue: les statuts communaux piémontais ne considèrent-ils pas qu'une prostituée est celle qui se donne à trois hommes et plus, comme à Valperga, à quatre hommes et plus, comme à Genola. Les femmes qui entretiennent des rapports avec plusieurs hommes deviennent immédiatement suspectes.

5.2 La violence

La liste des amendes révèle une multitude d'agressions, dont les motifs restent malheureusement obscurs la plupart du temps. La violence est le fait des hommes principalement; ils agissent le plus souvent seuls, parfois en association avec d'autres hommes, et leur agressivité se manifeste à l'encontre des femmes. Les rixes ne sont pas des affrontements collectifs: elles opposent généralement deux individus et il est rare qu'une tierce personne intervienne pour prêter main forte à l'un des protagonistes.

indications spatio-temporelles

Le décor dans lequel s'est déroulé une agression est relativement mal connu. Les indications circonstancielles n'apparaissent pas systématiquement dans la mesure où elles ne sont là que pour exprimer des circonstances aggravantes ou atténuantes. C'est par exemple le cas d'Andrea de Bianna, accusé dans la châtelainie de Bard d'avoir frappé une prostituée en pleine rue:

recepit ab Andrea de Bianna quia inculpabatur in strata publica quandam meretricem percussisse [...] (No 870).

Un autre fait susceptible d'aggraver la culpabilité d'un prévenu apparaît dans de nombreuses amendes: le délit commis de nuit:

recepit a Johanne de Bugella [...] quia comisit adulterium cum una publica meretrice, de nocte [...] (no 672).

recepit a Johanne dicto Varbor [...] pro eo quia intravit intra domos quarundam meretricum, de nocte [...] (no 720).

recepit a Pachoudo quia de nocte intravit domum cuiusdam meretricis [...] (no 1555).

Objets de la violence

De nombreux textes d'amende ne sont guère explicites sur la façon dont se déroulent les agressions:

recepit a Lanceat [...] pro rixa habita cum quadam meretrice (no 1147).

recepit ab Anequino de Alamania pro rixa habita cum quadam meretrice (no 1258).

recepit a Perroneto Tonsore quia percussit quandam meretricem (no 1365).

recepit a Francisco de Otonello quia verberavit Blanchma de Prato Longo, vanam mulierem (no 1589).

Il est difficile dans ces cas de retracer la façon dont les rixes ont eu lieu. D'autres textes sont plus généreux dans leur description et font ressortir en particulier l'usage d'armes⁷⁷. Souvent, il s'agit d'un objet quelconque, du premier objet à portée de main dirait-on, ramassé au hasard, dans le feu de l'action, et transformé en arme: Amata frappe sa victime *de quodam baculo*, au

⁷⁷ En fait, seul le diocèse de Turin souffre d'une criminalité armée. Dans le diocèse d'Aoste, les seules "armes" mentionnées sont les mains.

moyen d'un bâton; Michel, un bottier d'Avigliana (no 1642) et Pierre de Pessineto (no 2024) attaquent une prostituée de la même façon; une certaine Jaqueta est frappée *cum una barreta* (no 1705). Ailleurs, un homme se sert d'une fourche (no 1887) tandis qu'un autre bat une femme *de quodam plombo* (no 1656). Certains objets sont probablement servis dans le cadre de la profession, bien que le texte d'amende ne mentionne pas systématiquement le métier exercé par les agresseurs.

Ce sont évidemment les armes blanches qui font le plus de dégâts puisqu'elles peuvent entraîner des rixes avec effusion de sang. Au juge alors d'apprécier le degré de culpabilité des agresseurs en fonction de la quantité de sang versé, comme à Avigliana, où Jean Borgat, maniant une épée, a blessé jusqu'au sang une prostituée (no 1617). L'usage des armes blanches est l'apanage des hommes exclusivement: le port de l'épée est réservé aux nobles mais celui d'un couteau se retrouve dans toutes les tranches de la population. Objet utilitaire avant tout (nourriture), de fonction dans certains cas,⁷⁸ il peut se transformer en un instrument offensif à tout moment.

L'arme la plus couramment utilisée reste cependant la main, qui assène simples gifles et coups de poing:

recepit a lo Gabere quia percuxit cum palma unam meretricem [...] (no 673).

recepit a Perroneto Buygonis de Molario Pontis quia quendam meretricem de pugno percussit [...] (no 1551).

Mais, là aussi, il arrive que le sang coule. Malmenée par un homme, une prostituée est blessée jusqu'au sang:

recepit a Nycoletto de Brocella quia percuxit Triam meretricem de palma in massilia, cum sanguinis effusione [...] (no 1662).

Les femmes peuvent elles aussi faire preuve de violence et parfois être responsables de bagarres. En ce cas, le choix de leur victime se porte généralement sur une autre femme. Il arrive aussi que les femmes se battent jusqu'au sang; dans le cas suivant, c'est probablement parce que le coup a porté sur une partie fragile du corps de sa victime que Loysa est parvenue à un tel résultat:

recepit a Loysa de Sancto Anthonino de Ros, meretrice, quia percuxit de manu super ore, cum sanguinis effusione, Johannetam de Orgellet [...] (no 1661).

⁷⁸ No 1212: *Recepit a Nicholeto Corna eo quia ensam quam in officio portabat tradidit portendam cuidam meretrici [...]*

Le geste provocateur n'est pas oublié. On se fait la figue, c'est-à-dire que l'on se nargue en montrant le pouce entre l'index et le doigt du milieu, geste dont la connotation sexuelle n'est pas à exclure⁷⁹:

recepit a Margarita, muliere inhonesta, eo quia fecit figam contra Henricum Belli [...] (no 1772).

Se tirer par le capuchon est une autre attitude provocante: dans la châtelainie d'Avigliana, une prostituée du nom de Jaymeta rabat le capuchon de sa collègue afin de la tirer par les cheveux⁸⁰. Le diocèse d'Aoste recense le cas d'une prostituée dont le capuchon est rabattu contre son gré:

recepit ab Aymoneto Barreti de Bocza, famulo curati Sancti Stephani de Gignio, eo quia ultra voluntatem cuiusdam meretricis vocate Pugnina cuum capucium removet [...] (no 701).

Ce geste est une forme de provocation qui incite à la violence⁸¹. La législation de Varzi consacre quelques lignes au problème du capuchon: celui qui l'aura ôté de la tête d'une personne honorable sous le coup de la colère est condamné à payer 50 sous. Or, ce geste malhonnête est répertorié dans une rubrique intitulée *de verbis iniuriosis*. Le geste est l'expression d'une volonté de dégradation de la personne attaquée, qui correspond à des paroles injurieuses, qui équivaut à traiter cette personne de putain. Le geste revêt la même signification que le mot.

Il est donc souvent difficile de comprendre le déroulement des agressions. La plupart d'entre elles présentent un caractère spontané et irréfléchi, que semble confirmer le choix des armes décrites plus haut. Même lorsqu'une dague est tirée, l'impression laissée est celle d'un geste irréfléchi et non d'un acte

⁷⁹ CHIFFOLEAU, *Les justices du pape*, p. 146.

⁸⁰ No 1654.

⁸¹ Rossiaud, *La prostitution médiévale*, p. 69, rappelle que le Moyen Age avait interdit aux prostituées le port d'une coiffe ou chaperon, afin de les distinguer des femmes honnêtes; de la sorte, arracher le chaperon d'une femme revenait à la traiter de prostituée. Mais, ce même geste permettait aussi à des prostituées publiques de nuire à des concurrentes secrètes. Trexler, « La prostitution florentine au XVe siècle », p. 996, explique que ce geste est une façon pour la prostituée d'inciter un homme à passer un moment en sa compagnie, faute de quoi le couvre-chef ne lui sera pas rendu, risquant ainsi de le compromettre aux yeux de son entourage. Rossiaud s'accorde avec lui pour voir cette façon d'agir comme un moyen d'attirer le client en jetant en quelque sorte « un défi au pouvoir masculin ».

prémédité. Si tel n'était pas le cas, il est probable que les juges en feraient mention dans leur sentence et alourdiraient les peines. Dans bien des cas, seule la colère devait être à l'origine de l'acte, comme dans la châellenie d'Avigliana où un homme est inculpé de coups et blessures, assénés *irato animo* (no 1666). On peut aisément imaginer que les prostituées pouvaient être victimes de clients insatisfaits ou de mauvais payeurs.

Lorsque l'on se penche sur les protagonistes des rixes, on découvre que les prostituées sont elles-mêmes turbulentes: les registres de châellenie répertorient plus d'une amende où des prostituées en viennent aux mains:

recepit a Maria de Samone de Ypporegia quia inculpabatur percuxise aliam meretricem que vocatur Cathernia de Comba Vienna [...] (no 1446)⁸².

recepit a Colleta, amaxia Colini de Prato dicti l'Enfant de Parys, quia inculpabatur percussisse quamdam aliam meretricem [...] (no 1760).

Les hommes qui battent des prostituées ne sont pas toujours identifiables, du point de vue de leur statut social. Mais, lorsque leur métier est précisé, les bans révèlent leur humble statut: vacher (no 1147), boucher (no 1590), bottier (no 1642), tisserand (nos 1666, 1912) ou pelletier (no 1638), pour donner quelques exemples.

Les querelles doivent naître le plus souvent entre gens du même métier, du même milieu social, ou du même quartier: comme ce couple, formé d'Antoine, pelletier de son état, et de son épouse, Jeanne; ils ont eu une rixe avec un certain Guillelme, pelletier lui aussi; Jeanne a de surcroît traité de « putain » la femme de Guillelme:

recepit ab Anthonio de Bosco, pellicerio, et Johanna, eius uxore, pro rixa habita cum Guillelmeto pellicerio, et quia dicta Johanna dixit Alaysie, uxori dicti Guillelmeti « meretrix » [...] (no 1638).

⁸² Bien que Maria ne soit pas explicitement désignée comme une prostituée, la présence de l'adjectif « alia » sous-entend que le statut de Maria est le même que celui de Catherine.

5.3 L'adultère

La religion médiévale a pour préoccupation majeure les conduites sexuelles, qu'elle entend réguler au mieux. L'adultère intéresse à la fois la justice ecclésiastique, parce qu'il constitue une atteinte au lien sacré du mariage, et la justice séculière, parce qu'il constitue une atteinte aux mœurs susceptibles de troubler l'ordre public. Le mariage est une institution qu'il s'agit de respecter afin de ne pas entacher l'honneur de la famille et la légitimité de la lignée. L'adultère devait donc être l'objet de toutes les attentions. Les statuts de Revigliasco Torinese de 1462 contiennent un article consacré à l'adultère, où l'on trouve une justification des mesures décidées par les autorités: il s'agit de contenir et réfréner un appétit pour la passion: *item statutum est, ut libidinis coherceatur et refrenetur, quod si aliqua persona commiserit adulterium [...]*

Il est intéressant de constater qu'une personne célibataire peut être poursuivie pour adultère au même titre que le partenaire marié. Une veuve peut ainsi se retrouver accusée d'adultère:

recepit a Michelletta, relictu Guigoneto Ronea, inculcata adulterium comisisse cum quibusdam [...] (no 1193).

L'adultère impliquerait donc toute liaison amoureuse en dehors du mariage, donc illicite.

Rinaldo Comba fait remarquer d'une part que l'âge au mariage est élevé dans le Piémont aux XIV^e et XV^e siècles et que d'autre part '« il existe un écart prononcé entre l'âge des époux au mariage »⁸³. Or, les mariages tardifs pour les hommes, le veuvage précoce pour les femmes, ou la vie avec un barbon créent des conditions favorables aux aventures amoureuses extra-conjugales.

Les affaires d'adultère impliquent souvent la responsabilité de l'homme seulement, parfois celle des deux amants:

recepit a Petro Gay eo quia comisit adulterium cum Catherina meretrice [...] (no 1777).

recepit a Catherina predicta eo quia dictus Petrus uxoratus eam carnaliter cognoverit [...] (no 1778).

⁸³ COMBA, « *Apetitus libidinis coherceatur* », p. 75.

En ce cas, la logique qui préside à la décision de punir ou non les deux personnes n'apparaît pas: pourquoi certaines prostituées paient-elles des amendes pour adultère alors que des dizaines d'autres échappent à cela? Cette pratique est d'autant plus curieuse qu'à Rivoli, un ban en relève le caractère déroutant: une femme, bien que réputée malhonnête (*licet inhonesta*) est inculpée pour adultère. Visiblement, le comptable trouve la chose étonnante (no 1935).

Jacques Rossiaud relève qu'au XVe siècle, les filles travaillant dans la Maison commune devaient respecter certaines règles professionnelles: elles avaient l'interdiction d'accueillir des hommes trop jeunes, des parents et des hommes mariés⁸⁴. Est-ce là la raison qui pousseraient les autorités de certaines cités à punir les prostituées qui accepteraient de recevoir des hommes mariés? Si tel est le cas, les sanctions ne sont pas appliquées systématiquement.

Les conduites sexuelles pouvaient être contrôlées par des moyens légaux et d'autres plus informels, comme les rapports de voisinage. Les voisins observent et parlent, créant la rumeur, une réputation douteuse, qui peut très vite se transformer en une véritable accusation devant une cour de justice.

Cette importance concédée au jugement du voisinage indique à quel point le contrôle de l'ordre public peut être subordonné à une surveillance des mœurs. En outre, c'est un pas décisif vers l'encouragement à la délation. A Avigliana, la justice reconnaît l'utilité de la délation et rétribue, sur l'argent de l'amende, la personne qui dénonce un délit et permet l'arrestation de son auteur:

recepit a Perroneto Coglardi, reperto cum quadam ribalda comexisse adulterium; deducta tertia parte accusatoris: IX fl. p. p. (no 1737).

L'utilisation du mot « reperto » suggère qu'il y a eu flagrant délit. C'est peut-être en flagrant délit de fornication, ou d'adultère, que ces trois compères auraient voulu surprendre un quatrième lorsqu'ils se sont rendus dans sa demeure, le soupçonnant de se trouver en galante compagnie:

recepit a Johanne Chrispini, Petro Mugnerii et Petro de Vuerchio de Curia Maiori, quia apparuerunt hostium domus Borelli, de nocte, pro capiando eumdem cum quadam muliere leve opinionis (...) (no 463).

⁸⁴ ROSSIAUD, « Prostitution, sexualité, société dans les villes françaises au XVe siècle », p. 72.

Ils en sont apparemment pour leurs frais puisqu'ils sont condamnés. Quel est leur tort? Probablement celui d'avoir tenté de pénétrer par effraction dans la maison de Borelli.

5.4 *Le viol et la tentative de viol*

L'usage du verbe *violare* ne laisse aucun doute sur la façon dont s'est déroulé l'acte sexuel; mais les textes utilisent volontiers d'autres expressions pour qualifier un viol, en particulier les mots *ea invicta*, *ultra voluntatem suam* ou encore *sine eius consentia* qui mettent un accent particulier sur le non consentement de la femme. De la même façon, l'expression *attentare aliquam mulierem carnaliter cognoscere*, dont il a déjà été fait mention, semble désigner une tentative de viol.

Tous les viols ne sont pas dénoncés. Beaucoup devaient être cachés par peur du scandale ou des représailles. Le viol compromet gravement la victime, désormais déchu du rang des femmes honnêtes; cette condamnation sociale a souvent pour conséquence de rapprocher les femmes violées de la condition des prostituées. De telles femmes, désormais méprisées, ne peuvent espérer retrouver un jour leur honneur perdu. Jacques Rossiaud voit en cela un processus difficile à contrer qui fait de la victime d'un viol la proie facile d'un proxénète⁸⁵.

Etienne Dullin explique d'autre part que, dans les domaines de la Maison de Savoie, la personne qui lance une accusation en est responsable: s'il manque des preuves pour étayer son accusation, le plaignant se voit contraint de payer l'amende qu'il a réclamée contre l'accusé⁸⁶. On comprend dès lors que certaines femmes aient hésité ou refusé de porter plainte, surtout lorsque l'on sait le peu de considération dont elles font l'objet après un viol.

En outre, certaines cités, on l'a vu, ne considèrent pas le viol d'une prostituée comme un délit, ou pour le moins comme un délit majeur. Il est alors à craindre que ce genre d'affaire ne soit pas dénoncée de façon systématique.

⁸⁵ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 43.

⁸⁶ DULLIN, *Les châtelains dans les domaines de la Maison de Savoie en deçà des Alpes*, pp. 136-139.

Le viol ne menace donc pas toutes les femmes également: les ardeurs masculines semblent se porter plus volontiers sur des femmes de condition inférieure: bon nombre d'amendes parlent de circonstances atténuantes à l'égard de l'inculpé lorsque la victime est une femme de petite condition:

recepit a Benedicto de Prato Boscherio quia Panissia de Forest contra eum clamam fecit et eam violaverat; actamen secundum famam publicam femina comunis et publica. [...] (no 1090).

Dès lors, la peine encourue est moins lourde que s'il s'agit du viol d'une honnête femme. Les plus exposées sont donc les plus diffamées, celles accusées de moeurs légères, qu'un viol ne peut que confirmer. La prostituée apparaît comme une femme très exposée, fragilisée par l'absence de protection d'un homme, ce qui en fait une proie idéale.

A l'opposé, le statut d'épouse, donc de femme placée sous la protection d'un époux, ou celui de femme honnête, ne constitue pas une garantie contre le viol: Catherine, apparemment fille de bonne famille, a échappé de peu à une tentative de viol, que son agresseur paiera cher: plus de 15 florins (no 1448). Si Catherine avait été une prostituée, il est certain que son violeur aurait bénéficié d'une certaine clémence. La loi reproche précisément à son agresseur d'avoir molesté la jeune femme *quamvis mulier inhonesta*. C'est dire à quel point des mauvais traitements infligés à des femmes de petite condition ne devaient guère surprendre. C'est de cette clémence dont a bénéficié un autre violeur, dans la châtellenie de Lanzo. Condamné pour une tentative de viol, il bénéficie de circonstances atténuantes: sa victime est une prostituée connue en tant que telle: *recepit ab Anthonio Cubiti [...] quia voluit violare Anthoniam, uxorem Petrini de Aldixia; facta gratia quia est testifficatum voce et fama ipsam esse meretricem et se inhoneste gubernare* (no 2243).

Jacques Rossiaud pense que les auteurs des viols, en particulier des viols collectifs, répondent à deux motivations principales: il s'agit d'affirmer sa masculinité, de combler les désirs sexuels d'une part, frustrés par le petit nombre de femmes disponibles, épousables, de combler les frustrations sociales d'autre part⁸⁷.

La majorité des agressions sont accompagnées d'effraction car c'est au sein même des maisons que les violeurs viennent abuser des femmes. Le problème semble bien connu des autorités de Chieri, qui consacrent un article à ce délit

⁸⁷ ROSSIAUD, *La prostitution médiévale*, p. 35-36.

dans leurs statuts, condamnant des agissements qualifiés de relâchés et d'effrontés, qui sont autant d'attentats à la pudeur des femmes:

Cupientes punire pena debita actus laxivos et protervos quorumcumque qui ausu temerario propulsantes conantur modis omnibus quibus possunt mulierum pudicitiam attentare plerunque effectum deducentes, igitur statutum et ordinatum est quod quicumque cuiuscumque conditionis existat iverit ad domum habitationis alicuius mulieris cuiuscumque conditionis existat illa mulier, et intraverit dictam domum frangendo hostium vel aliter intrando, vel actum intrandi faciendo, contra vel preter dicte mulieris voluntatem, causa dicte mulieris pudicitiam attentandi seu carnaliter cognoscendi [...]

Les hommes n'hésitent pas à forcer nuitamment l'huis d'une maison pour assouvir leur désir. Certains n'arrivent pas toujours à leur fin d'ailleurs:

recepit a Thoma More pro eo quia inculpabatur ivisse nocti tempore per Avillianam, sine lumine, et attentasse intrare infra domum cuiusdam mulieris communis [...] (no 1691).

Il est vrai que la probabilité est alors grande, à la tombée de la nuit, de trouver une femme chez elle. En outre, il est possible que la nuit soit synonyme pour les auteurs des crimes d'une plus grande chance d'impunité: les possibilités d'être vu et reconnu sont amoindries par l'obscurité, les rues au Moyen Âge n'étant que très peu éclairées. Mais ce genre d'expédition pouvait tout aussi bien se faire de jour. Toutes les attaques contre des maisons particulières dont le motif est connu avaient pour but le viol d'une femme. A Rivoli, une amende explique clairement la raison d'une effraction: à cause d'une femme:

recepit a Dominico Vachi quia debuit intrasse domum Anthonii Terrecii propter eius uxorem, que est inhonesta [...] (no 1938).

C'est la femme que l'on vient chercher en pénétrant dans les maisons, d'autant plus facilement lorsque celle-ci a une réputation douteuse.

Leah Otis relève pour le sud-est de la France que l'achat de nouvelles serrures est une mention fréquente dans les listes de matériel à acheter tenues par les propriétaires de bordel: les agressions contre les maisons le rendent nécessaires⁸⁸. Il semble que le diocèse de Turin a connu les mêmes péripéties: *recepit ab Odone, filio Katerine de Exilliis, quia fregerat hostium cuiusdam mulieris in bordello [...]* (no 1027).

⁸⁸ OTIS, *Prostitution in Medieval Society*, p. 53.

Le choix des victimes n'était donc pas indifférent: il est certain que les hommes devaient préférer les maisons qui abritaient des épouses provisoirement seules, des veuves, des femmes de piètre réputation ou des prostituées. Malheureusement, ce genre de détails n'est pas mentionné dans les registres de châtelaneries.

Les listes d'amende recensent quelques affaires équivoques: dans le diocèse de Sion, trois hommes sont arrêtés et condamnés à quelques florins pour s'être rendu dans la demeure d'Henri dou Cerisier, *hora suspecta*, c'est-à-dire pendant la nuit. Leur intention était de connaître charnellement Jeannette, belle-fille d'Henri. Bien que l'on ne sache pas si Jeannette était seule cette nuit-là dans la maison ou pas, on peut imaginer que les trois compères ont trouvé le courage d'y aller parce qu'aucun homme ne se trouvait dans la maison. Mais, il se peut aussi que ce soit la réputation de Jeannette qui les ait incités à passer à l'acte: Jeannette passait peut-être pour une femme légère (nos 51, 52, 53).

Toutes les velléités de viol ne se concrétisent pas, comme dans le cas de Catherine, et les textes d'amende différencient chaque fois clairement l'acte de l'intention: ici un homme est condamné parce qu'il a connu charnellement une prostituée contre la volonté de cette dernière tandis qu'ailleurs un autre sera puni quand bien même il a échoué dans sa tentative de viol:

recepit a Zapoto quia inculpabatur carnaliter cognovisse quamdam meretricem contra suam voluntatem [...] (no 1899).

recepit ab Anthonio Ambaxiatoris qui voluit supponere quamdam meretricem, ipsa nolente [...] (no 905) par exemple.

En sanctionnant l'intention tout aussi bien que l'acte, les autorités cherchent à faire un exemple suffisamment frappant et dissuasif.

5.5 Les insultes

Les lois piémontaises font état de deux cas de figure: celui où une prostituée se montre injurieuse et celui où une personne est traitée de putain.

Une prostituée ou un ribaud qui se serait montré injurieux envers une honnête personne encourt le risque, dans certaines cités, de se faire corriger par la personne insultée.

Les autorités de Chivasso autorisent les victimes à battre comme plâtre leur accusateur: elles peuvent les frapper *usque etiam ad effusionem sanguinis* sans craindre une sanction de la justice, pour autant que les coups n'entraînent pas la mort! En 1329, Ivrea ne préconise pas autre chose, utilisant les mêmes termes pour autoriser cette forme de justice privée.

En fait, il ne s'agit pas pour le législateur de statuer sur le cas de la prostituée uniquement mais sur les propos outrageants que pourrait tenir une série d'individus, dont ferait partie la prostituée. Celle-ci s'insère dans une liste de gens peu recommandables, ce qui confirme le peu de considération sociale dont elle fait l'objet.

Inversément, la chose se confirme aussi lorsque les cités dressent la liste des propos injurieux pour lesquels on peut être puni: Moncalieri, en 1378, considère comme outrageants les termes d'imposteur, voleur, prostituée, menteur, courge (*periusus, latro, meretrix, falsus, cucurbita*). A Genola, en 1449, la liste est un peu plus longue: sont considérés comme injurieux les termes de glouton, menteur, imposteur, voleur, gourde, traître, prostituée, ribaude et escroc (*et si quis dixerit alicui de Genolia aliqua verba injuriosa, videlicet glutus, falsus, periurus, latro, cucurbita, proditor, meretrix, ribalda, baratera*)

L'injure est une arme verbale particulièrement redoutable, qui n'aura pas les mêmes répercussions selon qu'elle est proférée entre les murs d'une maison ou sur la place publique. Dans ce dernier cas, l'affaire est portée à la connaissance de tout le monde et la renommée, l'intégrité morale d'une personne est ainsi jetée en pâture à la foule. L'injure vise à rabaisser l'adversaire en mettant en doute son comportement social. Les propos diffamatoires attaquent l'honneur familial et conjugal: on se traite de batard, on accuse les épouses d'infidélités, bref, on cherche à causer du tort à la personne ainsi incriminée (no 25). L'insulte possède une forte connotation sexuelle. Les plus prompts à s'exprimer sont les hommes et l'injure revenant le plus couramment dans leur bouche consiste à traiter une femme de prostituée, qu'elle le soit effectivement ou non:

recepit a Rolerio, filio Jaqueti Mugnier de Curbirie, quia vocavit quamdam mulierem « meretricem » [...] (no 199).

recepit a Johanne Potais quia inculpabatur dixisse Margarite, uxori Mermeti de Sales « putan, ribauda » [...] (no 226).

Les femmes ne sont pas de reste, comme le prouvent les textes suivants:

recepit a Johanne Baylo Vant quia eius uxor dixit maliciose Ysabelle, filie Johanerii Melloyret « putan, ribauda » [...] (no 154).

recepit a Margarita, filia Nycodi Albi, quia inculpabatur dixisse dicte johannete Peyla « puta levrieri » [...] (no 228).

L'insulte est considérée comme une accusation et non un excès de langage. Le moindre doute sur la vertu d'une femme suffit à la mettre au ban de la société, ce qui explique que de nombreuses insultes relatives aux mœurs puissent être relevées dans les registres de châtelles. Les injures devaient être sanctionnées sous prétexte d'ordre moral. Souvent point de départ d'une rixe, il devait être important de les contrôler, de les punir de peur que l'ordre public soit perturbé. Certaines amendes témoignent de l'imbrication des paroles insultantes et des coups:

recepit ab Anthonio Laurencii de Chamberiaci, quia debuit percussisse Jacobinam, filiam Anthonii Fantini, et ei dixisse « putayn petaxa » [...] (no 2202).

Les nombreuses injures qui se rapportent au métier de prostituée ou à leur personne témoignent de l'importance du mépris à l'égard de ces femmes. Leur statut était jugé si avilissant que celui qui se risquait à traiter une honnête femme de putain était punissable. Elles montrent en outre que les gens diffamés prenaient leur réputation au sérieux et n'hésitaient pas à traîner les agresseurs en justice pour protéger cette réputation.

5.6 Le proxénétisme

Un personnage à la moralité douteuse se fait remarquer à plusieurs reprises au fil des ans dans la châtelles d'Avigliana: Pierre Poterii, qui pourrait de nos jours se prévaloir du titre de délinquant multi-récidiviste. En 1419-1420, une amende est perçue auprès d'un certain Amédée, qui a traité Poterii de *leno* ou proxénète⁸⁹, et ce à plusieurs reprises:

recepit ab Amedeo, filio Johannis Valeti de Bezano, ea quia dixerat pluries Petro Poterii quod erat leno [...] (no 1706).

A cette même époque, un autre habitant d'Avigliana est condamné pour le même motif: lui aussi a insulté Poterii, dans les mêmes termes qu'Amédée:

⁸⁹ Le terme de *leno* est souvent utilisé dans les textes; le proxénétisme est en fait qualifié de *crimen lenocinium seu ruffianagium* dans une amende infligée dans la circonscription de Suse (no 1260).

recepit a Laurencio Francho, habitatore Aviliane, pro eo quia dixerat Petro Poterii, coram castellano, quod erat unus leno [...] (no 1707).

Or, quelques années plus tôt, ce fameux Poterii est condamné pour avoir festoyé en compagnie de deux prostituées au milieu de la nuit, dans sa propre maison:

recepit a Petro Poterii pro eo quia reperte fuerunt due mulieres, comunes in domo sua, post duas horas noctis, bibentes et comedentes (no 1667).

Le personnage ne s'en est pas tenu là puisque l'on peut encore trouver trace de deux autres amendes, l'une perçue vers 1416, la seconde en 1419, infligées pour des rixes provoquées par son épouse, qui s'en prenait à des prostituées:

recepit a (Petro Poterii communis Avilliane) pro quadam compositione per eum factam pro Anna, eius uxore, quia inculpabatur traxisse per capillis quandam mulierem communem [...] (no 1683).

recepit a Petro Poterii eo quia eius femina habuit rixam cum quadam alia muliere meretrice [...] (no 1704).

L'homme est donc marié et apparemment à une femme qui se prostitue si l'on se fie à la seconde amende.

La tentation est alors grande de voir en Poterii un mari, proxénète, dont le « métier » serait d'assurer un commerce vénal grâce à plusieurs prostituées.

Bien que dans son cas, on ne puisse affirmer avec certitude que Poterii soit le proxénète de plusieurs femmes, la question reste intéressante. Dans le cas d'un proxénète qui utiliserait les services de quelques femmes, la pratique prend une certaine envergure et devient une sorte d'entreprise, alors que le souteneur qui ne s'occuperait que d'une seule fille pourrait bien être son compagnon. Le rapport est alors différent, plus domestique.

C'est l'impression laissée par une autre figure intéressante, moins active cependant que celle de Poterii, le cas d'un certain Meranda, condamné vers 1453: il est soupçonné de vendre les charmes de son épouse:

recepit a Johanne Merenda quia lenocinium dicebatur (fecisse) cum eius uxore (no 1802).

Or, à la même époque, une seconde amende est infligée à un *solacinus* pour avoir commis l'adultère avec l'épouse de ce Meranda (no 1807), ce qui contribue à la réputation douteuse de ce dernier et renforce l'idée d'un commerce charnel pratiqué par les époux Merenda.

Le proxénétisme semble être une affaire de couple, du moins de conjoints mariés dans les deux exemples précédents.

Mais l'on trouve aussi ce que l'on pourrait appeler des démarches isolées: certaines personnes procurent à des clients des prostituées ou des jeunes femmes que l'on destine apparemment à des fins sexuelles; que penser de cet homme⁹⁰, inculpé parce qu'il avait amené une prostituée à quelqu'un:

recepit a Morello Testa quia duxerat cuidam mulierem que erat meretrix (no 1873).

Le dépouillement des comptes fournit un certain nombre de cas, où les liens de parenté ou de domesticité semblent « favoriser » un comportement proxénète. Une prostituée est accusée d'avoir joué à la maquerelle avec sa nièce, un père d'avoir vendu les charmes de sa fille, un couple ceux de leur servante:

recepit a Jaquemeta de Rocheta, muliere communi, pro eo quia inculpabatur ruffianasse Marion eius nepotem [...] (no 1688).

recepit a Johanne Dannati pro se et eius uxore, quia de lenocino eorum pedissece inculpabantur [...] (no 1812).

recepit a Petro Balme [...] quia lenocinavit eius filiam Jacobinam [...] (no 1413).

Les raisons qui poussent au proxénétisme ne sont pas données; on soupçonne évidemment l'appât du gain, comme semble le suggérer la conduite de ce père, condamné pour avoir prostitué sa fille: sa pauvreté entraîne une réduction de l'amende. Le proxénétisme devait être une fonction relativement lucrative bien qu'on ne sache pas quels étaient les gains et comment ils se répartissaient.

Pourtant les risques sont importants car le proxénétisme est vigoureusement puni, ce type d'activité devant être perçu comme un encouragement à la débauche, ce que ni l'Eglise ni les autorités laïques ne pouvaient tolérer.

Les *Statuta Sabaudiae* promulgués par Amédée VIII contiennent un article relatif aux proxénètes. Gens peu scrupuleux qui attirent par la ruse des jeunes personnes selon les termes des statuts (*qui puellas aut iuenculas variis deceptionibus as suas habitationes attrahunt*), n'hésitant pas à commettre un enlèvement si besoin est, ils n'ont d'autre but que de forcer leur victime à *confundere castitatem*.

⁹⁰ Le proxénétisme apparaît dans les sources comme une activité essentiellement masculine: sur 11 affaires recensées dans le diocèse de Turin, 7 sont le fait des hommes, 3 des femmes et 1 d'un couple.

Ces proxénètes doivent être arrêtés, incarcérés pendant trois jours au pain et à l'eau. Le quatrième jour, ils seront conduits au pilori où ils resteront trois heures. Finalement, après une fustigation publique, ils seront bannis à perpétuité.

Un châtement similaire était prévu en Angleterre, à Londres, où un proxénète arrêté était tonsuré et rasé, puis exhibé au pilori. En cas de récidive, il subissait une peine d'emprisonnement de dix jours, alors qu'à la troisième fois, il était banni de la cité⁹¹.

Le fait que le proxénétisme soit puni implique que la prostituée est considérée comme une victime. Le proxénétisme est un acte suffisamment grave pour que soit condamné tout comportement pouvant le favoriser: les *Statuta* reconnaissent comme un délit le fait de louer sa demeure à un entremetteur. Le contrevenant devait s'acquitter de 10 livres fortes, réparties entre les officiers (1/4) et des oeuvres pieuses (3/4) (*Tres vero partes converti ad opera pietatis modo*).

Comme le dénoncent les *Statuta Sabaudiae* en décrivant le comportement des proxénètes, certains n'hésitent pas à enlever et sequestrer des femmes. Une fois abusées, elles sont forcées d'entrer dans le métier. Les amendes suivantes pourraient très bien confirmer ce scénario: bien que le personnage impliqué ne porte pas le même nom d'un texte à l'autre (en fait, une seule lettre se trouve modifiée), les lieux sont les mêmes, les dates suffisamment proches pour que les délits puissent être commis par la même personne et les faits rapportés sont similaires, de sorte que l'on serait enclin à penser que l'homme inculpé dans la seconde amende est le même que dans la première:

recepit a Jacobo Paranderii quia retraxit quandam filiam ultra voluntatem sue matris [...] (no 1271).

recepit a Jacobo Peranderii eo quia receptavit indebite quandam filiam que erat sub curia Jaquemeti Relialis ultra eius voluntatem [...] (no 1273).

Fait surprenant, le client, au bénéfice duquel le système du proxénétisme fonctionne, n'apparaît jamais dans les archives judiciaires comme responsable.

⁹¹ KARRAS, *Common Women*, p. 15.

Conclusion intermédiaire

Le milieu de la prostitution est un monde qui souffre de problèmes de violence: en effet, le schéma type des bans, celui qui revient le plus fréquemment, est celui où la prostituée fait figure de victime; la prostituée est une femme qui se fait malmenier, injurier et rosser, généralement par un homme.

Elle apparaît comme un personnage fragile dans la société médiévale. Sa petite condition semble en faire une cible privilégiée des hommes, pour qui l'honnêteté d'une femme est fonction de sa situation, de son statut dans la communauté; elle est de surcroît une proie facile car mal défendue par les lois.

La promiscuité devait être à l'origine de la plupart des actes de violence, physique ou verbale, à l'encontre des femmes de petite vertu. Concurrences, jalousies, problèmes de voisinage devaient mener à une exaspération certaine, qui trouvait son aboutissement dans les coups exutoires.

Comme le fait remarquer Richard Trexler, « le quartier des bordels est aussi celui du jeu et de la boisson, des bagarres à coups de poing ou à coups de couteau, de cette *effusio sanguinis* commune aux opprimés et aux sans-espérance. »⁹²

Finalement, il est frappant de constater que les prostituées ne comparaissent jamais pour débauche ou incitation à la débauche. Les bans n'ont pas de rapport direct avec l'exercice de leur profession: la prostitution en tant que telle n'est jamais condamnée. Ces faits font écho aux sources normatives, dont le contenu s'oriente vers une acceptation de la prostitution, tant qu'elle est canalisée.

⁹² TREXLER, « La prostitution florentine au XVe siècle », p. 996.

6. CONCLUSION

La caractéristique principale de la société médiévale à l'égard de la prostitution est son attitude ambivalente. D'un côté, un mépris certain pour les prostituées, dû sans aucun doute aux institutions ecclésiastiques et à leur influence sur la société laïque, de l'autre une tolérance plus ou moins grande à l'égard du métier, jugé indispensable malgré tout.

Les prostituées sont considérées comme des êtres dépravés mais leur activité est reconnue nécessaire d'un point de vue social. La prostitution est perçue comme un moindre mal, destiné à soulager une bonne part de la société masculine. L'existence d'un grand nombre d'hommes célibataires menace les femmes des autres, qu'elles soient épouses, filles ou servantes. La prostitution doit être tolérée parce qu'elle fournit un exutoire au désir sexuel masculin. De fait, les lois ne s'attardent guère sur des considérations morales par rapport à la conduite sexuelle masculine. Les amendes infligées aux visiteurs des bordels concernent essentiellement les hommes en situation irrégulière: hommes mariés, clercs. Hormis ces cas, le *prostibulum* semble un lieu de dévouement.

Au vu de ce qu'on a pu lire dans les textes de loi et les bans, il est tentant de dire que la législation cherche moins à réfréner la prostitution que les conséquences de la fréquentation des filles (cause de tapage, de rixe, de débordements en tous genres). La préservation de l'ordre public passe par un contrôle de la sexualité féminine. La prostitution pose problème dans la mesure où elle est liée à d'autres crimes. Il n'est pas question de crier au scandale dans ce milieu mais plutôt de le contrôler parce qu'il est source de désordre. Les différents statuts, somme toute, se préoccupent plus de préserver la quiétude sociale en punissant les troubles et en protégeant les femmes honnêtes que de préserver une moralité sociale.

La prostitution est légitimée, autorisée tant qu'elle peut être soumise à une surveillance et à des règles; les femmes de petite vertu appartiennent à la communauté sociale mais sont tenues à certaines époques de rester en marge, géographiquement parlant, dans une maison ou des espaces qui leur sont dévolus.

Néanmoins, les prostituées ont la possibilité de réintégrer la communauté à condition qu'elles abandonnent leur mode de vie. Les *Statuta Sabaudiae*, tout en déplorant fortement le mode de vie des prostituées, ne condamnent pas irrémédiablement ce type de femmes: l'infamie dont est frappée une prostituée n'est pas définitive et elle peut espérer reprendre place dans la communauté des chrétiens.

Ainsi, on peut affirmer qu'une relative tolérance à l'égard de la prostitution règne dans les territoires savoyards. Mais cette acceptation devait être plus ou moins répandue selon les cités et les époques; cette variabilité ou cette évolution des comportements n'a été qu'entrevue dans ce travail. Seule une exploitation minutieuse des sources judiciaires et normatives permettrait de dresser un tableau plus nuancé, et peut-être plus juste de ce que fut l'attitude des autorités.

ANNEXE 1

Statuti di Pinerolo (1220)

MHP, Leges municipales, 1955, vol. XX, tome 4, D. Segato

[XXXII] De percussionibus et rixis.

Item statutum est quod si quis vel aliqua aliquem percusserit gravi gladio ferreo et de ferreo vel de macia cuprea vel plumbea aut alio metallo iniuriose ita quod sanguis exeat et fuerit maior annis quattuordecim sit in arbitrio iudicis usque in libras viginti quinque habito respectu vulnerum personarum et proposito delinquentis et si solvere non poterit amittat membrum secundum qualitatem delicti nisi se vel suos defendendo hoc fecisset sicut in capitulo supra de homicidio continetur et nisi fuerit de familia ipsius; familiam vero suam possit quisque corrigendo percutere sine facti atrocitate. Et omnes aliae iniuriae factae ex utraque parte tam in factis quam in verbis respecta qualitate personarum et verborum et specialiter de cultello extracto e de alio gladio ferreo sint in arbitrio domini comitis seu castellani usque ad solidos centum et non ultra quo ad bannum, reservato cuique parti iure conveniendi adversarium de iniuria et damno nisi castellanus seu iudex cognoverit eum esse ribaldum vel publicam meretricem et pro illo solvat tantum solidos quinque de banno.

Ribaldum vero intelligimus mendicatem validum et qui ducit humilem et deploratam vitam vivendo pro maiori parti in tabernis et postribulis et qui ludit pannos dorsi usque ad camisiam et qui de suo non habet unde vivat nec laborat pro maiori parte vel quem vulgi opinio ribaldum reputat. Et qui talem interfecerit solvat pro banno libras quinquaginta. Idem intelligimus de publica meretrice.

[LXXV] Qui iacuerit cum aliqua muliere violenter.

Item statutum est quod si quis iacuerit seu carnaliter cognoverit violenter aliquam mulierem meretricem solvat pro banno solidos sexaginta, si vero cognoverit violenter et ultra voluntatem suam aliquam mulierem plebeiam virginem seu nuptam vel viduam honestam solvat pro banno libras viginti quinque, si vero cognoverit violenter et ultra voluntatem suam aliquam virginem mulierem nobilem vel viduam vel nuptam honestam solvat pro banno libras quinquaginta; et in quolibet casu praedictorum qui solvere non poterit poenam praedictam personaliter puniatur arbitrio domini comitis castellani vel iudicis.

[CXXXIX] Si aliquis hospitaretur aliquam publicam meretricem.

Item statutum est quod si aliquis vel aliqua hospitaretur aliquam publicam meretricem infra clausuras burgi et plani vel ei domum locaret solvat bannum solidorum quinque pro qualibet vice et quilibet accusare possit et habeat medietatem banni.

Statuta Communis Vercellarum (1241)

MHP, Leges Municipales, 1876, vol. XVI, tome 2, G. Adriani

[CCLXXXIII] De tabernariis et in taberna bibentibus.

Item statutum est quod liceat tabernariis et aliis personis qui vendent vinum vendere in domo sua vinum panem et fructus per totam diem usque ad vespervas et in quadragesima usque ad completiorum hominibus omnibus in civitate habitantibus nec aliud ad comedendum eis vendere debeant nec aliud eis permittant comedere ibi verumtamen eis liceat extraneis vendere quicquid voluerint eo salvo quod non debeant hospitari scienter furem vel furtum recipere vel pignora alicuius minoris de civitate habentis patrem vel tutorem sive curatorem nec debeant tenere in domo sua blasclacias sive iocatores ludentes ad taxillos neque scienter hospitari glotonos aueritatores basclacerios (sic) meretrices galiatores bannitos et qui contra hoc fecerit si manifestum fuerit potesti vel consulibus dabit pro qualibet vice usque ad tres vices solidos sexaginta pp. si ultra tres vices ceciderit in predicto banno tunc deinde tempore regiminis potestatis vel consulum qui tunc temporis fuerint non debeat vinum vendere, eo salvo quod liceat potestati et consulibus addere et mutare quicquid eis placuerit super istis capitulis tabernariorum cum consilio credencie tocius vel maioris partis et eo salvo quod liceat eis vendere et dare ad manducandum et bibendum quicquid voluerint per XV dies ante festum Sancti Jacobi et per XV dies post festum Sancti Eusebii et per octo dies ante festum omnium Sanctorum et per octo dies post et si contra predictum ordinamentum fecerint solvant bannum ut supra legitur.

[CCCLXXXV] Quod meretrices que morantur in prostabulo non morentur in civitate et quod sint bannite.

Item statuit et ordinat quod omnes meretrices que morantur in prostabulo non morentur in civitate Vercellarum vel in curia civitatis et bannite sint et si que reperte fuerint post preconisationem in civitate vel in curia civitatis licentiam habeat quilibet capiendi et spoliandi eam et postquam ceperit teneatur representare eam potestati consulibus vel rectoribus qui pro tempore fuerint qui postea teneantur eam facere fustigari per civitatem postmodum vero liberam abire.

Statuti di Garessio (1278)

BSSS, 1907, vol. XXVII, G. Barelli, E. Durando, E. Gabotto

[63] De verbis iniuriosis et obprobriis dicendis.

Item statutum est quod si quis vel si qua dixerit obprobrium versus aliquem dicendo aliquem verberasse vel percuxisse vel homicidium factum fuisse in persona patris vel matris vel alicuius parentis ipsius vel ei dixerit cucurbida solvat pro bano soldos LX dominis et solidos V dominis et comuni et si esset minor annorum XV sit in arbitrio potestatis et hominum de consilio. Et qui dixerit alicui non habenti uxorem cucurbida banum non solvatur et potestas et consules possint hoc eorum officio inquirere. Et qui dixerit alicui verbum iniuriosum solvat pro bano soldos X et coram iusticia soldos XX nisi ludendo animo dixerit. Et qui dixerit alicui quod menciatur solvat pro bano soldos XX dominis et soldos V dominis et comuni nisi diceretur verbum iniuriosum ab illo quem dimentiret. Et qui dixerit alicui predictorem vel periurium solvat pro bano soldos LX dominis et soldos V dominis et comuni salvo si probare poterit quod predictor si vel periurius infra dies octo banum inde non solvatur et hoc possit inquire officio iusticie. Et qui dixerit alicui mulieri vidue vel habenti virum melettricem (sic) si fuerit maior annorum XIII solvat pro bano soldos LX dominis et soldos V dominis et comuni et si fuerit minor annorum XIII puniatur prout videbitur potestati dominis et hominibus de consilio salvo si femina esset publica meletrix non morando cum viro vel esset vidua et meletrix publica ita quod sic publice haberetur per terram banum inde non requiratur.

[137] De iniuria dit[c]a muliert.

Si quis dixerit meretricem (sic) alicui femine habenti virum vel vidue solvat pro banno soldos XX et si non habuerit unde solvat bannum potestas teneatur eum frustari a ponte combuli usque ad pontem armele.

Statuti di Lesegno (1302)

BSSS, 1966, vol. CLXXXIV, part. III, G. Barelli, G. Gay di Quarti

[XXV] De iniuriis dictis mulieribus.

Item ordinatum est si quis dixerit alicui mulieri habenti virum vel que sit bone fame licet non habeat virum *meretrix* vel aliud verbum iniuriossum et turpe solvat banum pro qualibet vice solidorum XX. Si solvere non poterit fustigetur per terram.

Statuti di Savigliano (1305)

BSSS, 1933, vol. CXXV, I. Mario Sacco

[177] De meretricibus.

Item statutum est. Quod aliqua publica meretrix et intelligatur publica quelibet mulier que rem seu coytum fecerit cum quatuor seu pluribus hominibus nullo modo possit stare vel habitare in savilliano et qui eam albergaverit in domo sua vel permissit eam stare solvat bamnum pro quolibet et qualibet vice solidorum quinque et quisque possit accusare. Et potestas ribaldorum teneatur eam vel eas expellere de savilliano sub pena pro qualibet et qualibet vice solidorum viginti et quisque possit accusare et ey credatur. Et dictus potestas teneatur dictum capitulum observare in pleno consilio infra octo dies postquam dominus vicarius iuraverit. Et ad hec costringatur per vicarium et bamnum impositum per potestatem ribaldorum occaxione predicta vicarius teneatur excutere in continenti sub pena viginti solidorum prohibere ne alique meretrices veniant post solis occasum in toto burgo savilliani sub pena predicta. Et qui post dictam horam

reperitus fuerit cum aliqua meretrice solvat bamnum pro quolibet et qualibet vice solidorum duorum. Et familiares domini vicarii possint et teneantur in continenti dictum bamnum excutere sine deffensione et damnatione nec possit inde appellare. Et siquis inventus fuerit cum aliqua meretrice super murum comunis vel inter duos muros solvat bamnum pro quolibet et qualibet vice solidorum decem. Que pena excuciat de presenti.

[398] Addicio capituli positi sub rubrica. De violentibus mulieres.

Item addatur in capitulo posito de pena violentium mulieres in foleo. Quod si quis comiserit adulterium cum muliere nupta solvat bamnum librarum vigintiquinque. Et hoc habeat locum si mulier ipsa accusaverit adulterantem infra quindecim dies post adulterium commissum et aliter non et si super hoc horiretur dubium quod de ipso adulterio credatur viro si iurare voluerit se adulterium non commississe quo casu nullam penam incurrat. Et predicta locum non habeant in mulieribus meretricibus vel que coytum habuissent cum tribus hominibus vel pluribus si hoc legitime probari posset in quibus casibus nulla intelligatur esse pena.

Statuta Clavaxii (1306-1419)

BSSS, 1918, vol. XCIII, G. Frola

284. Item quod postibulum publice non possit teneri vel haberi in loco clauassij: nec etiam alique mulieres meretrices publice absque postibulo possint stare et habitare in ipso burgho: et si quis contrafecerit ipsas meretrices publicas receptando in eorum domibus in burgho causa habitationis soluat pro bampno solidos 60 pro quolibet vice: et ulterius ipse meretrices statim expellantur de ipsis habitacionibus.

421. Item statutum est quod si aliqua meretrix vel ribaldus, jugulator, vel jugulatrix, gaglofator, vel gaglofatrix, furiosus vel mente captus, masculus, vel femina dixerit vel fecerit alicui bono homini, vel alicui bone mulieri aliqua verba iniuriosa, contumeliosa, vel inconuenientia, vel quid aliud dixerit vel fecerit quod non placeret eidem bone persone, liceat ei et cuilibet alie persone eos verberare usque etiam ad effusionem sanguinis sine incursu alicuius pene vel banni quod ab ea persona possit excuti vel auferri nisi ex ea verberatione vel percussione aliquis predictorum esset in periculo mortis. Et intelligatur quelibet esse meretrix que a pluribus facit se supponi.

Statuta Loci Vartii (1320)

BSSS, 1932, vol. CXXIX, R. Soriga

[XXVII] De raptoribus mulierum.

Item statutum est et ordinatum quod si quis violenter aliquam mulierem cognoverit vel cognoscere voluerit condemnetur in libris centum si virum habuerit, quod si virum non habuerit ipsamque in uxorem acceperit condemnetur in libris viginti quinque, quod si ipsam non acceperit in uxorem nec accipere voluerit, condemnetur per ipsum potestatem dare et solvere ipsi mulieri pro maritando libras quinquaginta et condemnetur ut supra et si ipsa mulier ipsum accipere noluerit et per eam remanserit compellatur eodem modo dare et solvere dicte mulieri viginti libras et nihilominus condemnetur in libris decem: quod si dictas penas infra quindecim dies non solverit et fuerit in fortiam potestatis, ponatur in turrim de petra donec solverit ipsas penas et si non fuerit in fortiam dictorum dominorum et potestatis in exilium mittatur et condemnetur in libris centum, de quo banno et condemnatione solverit, que quidem penae diminuantur et augeantur arbitrio potestatis ac dominorum, sed predicta locum non habeant in publicis meretricibus.

[XXVIII] De verbis iniuriosis.

Item statutum est et ordinatum quod si quis dixerit alicui personae: tu es proditor vel meretrix vel aliquem dismentierit, condemnetur in solidis viginti vel si capuceum de capite irato animo acceperit, condemnetur in solidos quinquaginta. De aliis autem verbis iniuriosis condemnetur in solidos decem, que quidem pene duplicentur si in presentia dictorum dominorum vel potestatis iniuriae predictae factae vel dicte fuerint; quod si per solatium aliquis in capite alii capuceum acceperit, teneatur potestas vinculo sacramenti absque aliqua condemnatione facienda protinus ei solidos decem auferre.

Statuti del Comune di Ivrea (1329)

BSSS, 1968, vol. CLXXXV, G. S. Pene-Vidari

[XXI] De percussione ribaldorum meretricium et aliarum personarum.

Item statuerunt et ordinaverunt quod si aliqua meretrix vel ribaldus ioculator vel ioculatrix saglobator vel saglobatrix furiosus vel mentecaptus seu alia quecumque persona masculus vel femina dixerit vel fecerit alicui bone persone verba iniuriosa contumeliosa vel inconuenientia vel quid aliud dixerit vel fecerit quod non placeret eidem bone persone, liceat ei et cuilibet alii persone eos verberare etiam usque ad effusionem sanguinis sine incurssu alicuius pene vel banni, nisi ex ea verberatione vel percussione aliquis predictorum esset in periculo mortis; et intelligatur quelibet esse meretrix que a pluribus se facit supponi, si hoc probetur per testes vel saltem per famam et non intelligatur aliquis vel aliqua esse vilis persona propter paupertatem tantum.

[L] De non locando domos personis adulteris.

Item statuerunt et ordinaverunt quod aliqua persona non debeat locare nec concedere vel dimittere in civitate Yporegie nec in contrata Pasquerii domum seu habitationem aliquam alicui persone mari vel femine qui vel que sint palam in adulterio vel teneant palam postribulum sub banno solidorum XL pro quolibet et qualibet vice; quo banno soluto vel non, nichilominus compellatur ei auferre domum illam seu habitationem, non obstante aliqua permissione sibi facta. Et hoc prout melius poterunt inquirantur ne predicta bene servantur, et super hiis ponantur accusatores privati et habeant medietatem banni. Et hoc statutum et pena vendicet sibi locum quocienscumque probatum fuerit de fama per duos testes fide dignos contra sic facientem.

[LI] De male femine sive meletrices expellantur de contrata Sancte Clare.

Item statuerunt et ordinaverunt ad honorem Dei et beate Clare virginis quod a domo et a cantono heredum Vercellini Baralis et a cantono domus heredum Iacobi de Ponça ab utraque parte vie et a domo habitationis magistri Facii de Sancto Paulo ab utraque parte vie usque ad domum Iacomelli de Strata ab ultra parte vie non possint stare nec habitare de die nec de nocte alique meretrices sive mulieres male fame, et quod aliquis non possit eisdem domos concedere sive locare neque alii permittere alio quocumque modo habitare; et qui contrafecerit solvat pro pena et

banno pro quolibet et qualibet vice solidos XX imperialium, et quilibet possit accusare et habeat medietatem banni; et nichilominus super hiis ponantur accusatores privati. Et ille intelligantur esse meretrices et mulieres male fame que denunciate fuerint in presencia vicarii per tres viros ydoneos estimi librarum IIII vel saltem vicinos illius contracte et de dicta perochia.

[LXI] De locis prohibitis meretricibus.

Item statuerunt et ordinaverunt quod aliqua publica meretrix non debeat se reducere nec moram facere a domo quondam Yvorey de Crespa que est de foris portam de Bando supra usque ad cantonum Roche que est ultra cantonum vinee Romani Gambe que est ultra possessiones quondam domini Iacobi Loge verssus Vicelocham, et predicta faciat vicarius sive potestas cridari ut melius predicta observentur.

Statuti del Comune di Ivrea (1329)

BSSS, 1969, vol. CLXXXVI, G. S. Pene-Vidari

Addiciones anno 1329. Statutum quod omnes publice meretrices morentur extra portas civitatis et eorum potestate rubrica.

Item statuerunt et ordinaverunt quod omnes et singule publice meretrices debeant stare habitare et morari extra portas civitatis Yporegie et quod non possint comedere vel bibere dormire morari habitare nec aliquam moram trahere nec ad banchum aliquem se appodiare intra portas dicte civitatis sub pena et banno cuiuslibet meretricis contrafacientis pro qualibet vice qua contrafecerit solidorum V imperialium. Et per vicarium et procuratores comunis deputetur ipsis meretricibus unus ex preconibus sive manderiis comunis qui sit potestas ipsarum meretricum, qui habeat plenam bayliam et actoritatem custodiendi et conservandi ipsas meretrices et eorum bona et eciam corrigendi puniendi coercendi et castigandi ipsas meretrices, salvo in eo casu in quo puniri deberent pena corporali. Et quod predictus eorum potestas pro salario suo habere et excutere debeat omnia banna et omnes cõdempnationes peccunarias dictarum meretricum, qui potestas dictarum meretricum teneatur de suo salerio singulis annis emere unam meçenam valentem solidorum XX imperialium, ad quam meçenam semper in kalendis madii currant dicte meretrices in Blancheto, et plus currenti detur ipsa maçena. Et quod vicarius qui pro tempore fuerit teneatur precisso sacramento hoc observare. Et ut predictæ meretrices facilius inducantur ad predicta observanda, teneatur vicarius predictas meretrices ab omni violencia et offensa reali

et personali extra portas dicte civitatis defensare et offendentes punire et condemnare. Et quod quilibet vicarius teneatur infra VIII dies principii sui regiminis cridari facere quod omnes meretrices servare debeant predicta. Et duret hoc statutum ad voluntatem credencie et tantum quantum placuerit ipsi credencie et non ultra.

Statuti del Comune di Ivrea (1335)

BSSS, 1968, vol. CLXXXV, vol. II, G. S. Pene-Vidari

[XVIII] Statutum mulierum peccatricium.

Item statuerunt et ordinaverunt quod nulla meretrix audeat vel presumat bibere intra domum alicuius taberne existantis in civitate Yporegie et quod nullus tabernarius permitat aliquam meretricem bibere in ipsa taberna sub pena et banno solidorum V pro quolibet et qualibet vice qua contra factum fuerit, et quod liceat cuicumque persone ipsas expellere extra domum ipsius taberne. Et duret presens statutum hinc ad III annos proxime, et locum habeat a die publicationis in antea, et predicta cridentur per civitatem Yporegie post dictam publicationem infra VIII dies.

Statuti del Comune di Ivrea (1338)

BSSS, 1968, vol. CLXXXV, tome II, G. S. Pene-Vidari

[VI] Adicio quod male femine expellantur.

Super statuto quod male femine expellantur de contrata Sancte Clare quod est folio XLII sic aditum est quod nulla publica meretrix possit habitare nec domum tenere intra muros et portas magistras civitatis Yporegie sub pena et banno solidorum V imperialium pro qualibet ipsarum contrafaciente et qualibet die et vice qua contrafecerit, et quod nulla persona possit nec debeat domum aliquam locare sive ad censum dare nec eciam gratis concedere vel quocumque alio modo vel igenio dimittere alicui publice meretrici nec eciam alicui publice lene seu rofiane infra dictos muros et portas sub pena et banno solidorum XL imperialium pro quolibet contrafaciente et qualibet vice, et habeat locum dicta adicio a die publicationes in antea. Et quilibet qui sit in extimo comunis possit accusare et habeat medietatem banni et credatur suo sacramento, et eciam intelligatur in medio duarum portarum lacus.

Statuti del Comune di Ivrea (1433)

BSSS, 1968, vol. CLXXXV, tome III, G. S. Pene-Vidari

[XVIII] De non hospitando meretrices.

Item statuerunt et ordinaverunt quod nulla persona audeat vel presumat hospitari aliquam publicam meretricem intra muros civitatis Ypporegie in albergariis sub pena solidorum viginti pro quolibet et qualibet vice. Nec etiam dicte meretrices habitare seu fochum facere vel domum tenere possint intra muros et portas magistras corporis civitatis. Nec aliquis civis ipsius civitatis possit dictis meretricibus domum aliquam intra dictos muros et portas magistras locare seu ad census dare nec etiam gratis concedere vel alio quocumque modo dimittere sub pena predicta.

[LVIII] Rubrica de meretricibus.

Item statuerunt et ordinaverunt quod nulla meretrix publica audeat vel presumat tenere exercitium sui corporis sive meretricium super meniis dicte civitatis sub pena fustigationis. Et si quis cum dictis meretricibus se immiscuerit super meniis dicte civitatis, incurrat penam solidorum decem imperialium. Et presens statutum voce preconia publicetur.

[LXXX] De emendo locum solitarium pro meretricibus.

Item statuerunt et ordinaverunt, pro evitandis rumoribus qui propter meretrices fieri solent et ne ipse meretrices causam habeant cum mulieribus honestis conversandi, quod per procuratores comunis et alias personas super hoc elligendas perquiratur in dicta civitate aut suburbiis locus solatarius ab aliis locis honestis separatus, in quo meretrices debeant continue habitare, salvo in die fori, quo licitum sit ipsis meretricibus per civitatem et suburbia ambulare et sibi ipsis de eis necessariis providere; dictumque locum hedificatum seu edificandum emere debeant sumptibus dicti comunis.

De eodem.

Item statuerunt et ordinaverunt quod dicti procuratores cominis, quandocumque ad eorum noticiam devenerit aliquam mulierem inhonestam more meretricio vitam suam degere in dicta civitate et suburbiis, hoc debeant domino potestati seu eius iudici illico nuntiare, qui si quidem

dominus potestas et eius iudex teneatur infra sex dies postquam ei denuntiatus fuerit dictam mulierem inhonestam compellere ut extra dictam civitatem et suburbia se debeat absentare. Quod si non fecerit, liceat meretricibus postibularibus sono campanarum seu tube cum eorum rege ribaldorum ad domum dicte mulieris inhoneste et meretricio reprobate accedere, et inde ipsam extrahere et conducere ad dictum locum pro postibulo publico deputatum.

Statuta Valperge (1350 et 1502-1510)

BSSS, 1918, vol. XCIV, G. Frola

De pena cognoscentis virgines seu alias mulieres violenter.

Item statuerunt et ordinaverunt quod nullus audeat nec presumat aliquam virginem, vel aliam mulierem carnaliter cognoscere. Et si quidem virginem cognoverit et coruperit carnaliter ut supra per violenciam solvat pro banno libras quinquaginta. Et teneatur insuper eidem virgini sic corrupte dare et solvere libras decem vianensium, aut eandem accipere in uxorem legitimam ipsamque ut uxorem propriam tractare. Si vero cognoverit per violenciam mulierem vel corruptam solvat pro banno libras vigintiquinque. Et si in aliquo predictorum casuum non poterit solvere bannum suprascriptum infra mensem proxime subsequentem a die facte condemnationis incidatur ei manus ita quod a brachio pe[nitus] amoveatur. Si vero quis fecerit posse suo in cognoscendo aliquam mulierem carnaliter tamen eam non cognoverit licet fecerit posse suum ita quod pro eo non remanserit solvat pro banno libras decem. Et predicta intelligantur nisi esset publica meretrix que indifferenter se supponeret circa quam presens statutum nullatenus extendatur. Et si solvere non poterit dictas libras decem incidatur ei auricula.

De pena violantis mulierem.

Item statuerunt et ordinaverunt quod si quis per vim carnaliter cognoverit mulierem aliquam, amputetur sibi caput, ita quod moriatur, si vero per vim carnaliter cognoscere pro viribus conatus fuerit faciendo omne posse ita quod per eum non steterit et tamen non cognoverit, solvat pro banno ducatos vigintiquinque, quos si non solverit cum effectu infra mensem a die perpetrati delicti numerandum amputetur ei manus sinistra. Hec tamen non millitent, nec intellegantur in publica meretrice quam si quis carnaliter cognoverit per vim incurrat ipso iure et facto penam ducatorum vigintiquinque; si vero cognoscere conatus fuerit faciendo omne posse suum ita quod per eum non steterit ut supra, et tamen eam non cognoverit incurrat ipso iure et

facto penam decem ducatorum. Et primo casu si penam statutam non solverit infra unum mensem a die perpetrati delicti numerandum amputetur sibi manus sinistra.

Statuti del Comune di Torino (1360)

BSSS, 1933, vol. CXXXVIII, D. Bizzarri

De pena illius qui virginem, viduam vel nuptam honestam violaverit contra voluntatem ipsius.

Item statutum est quod si quis immemor castitatis et pudoris ignarrus tante fuerit temeritatis et audacie ut virginem mulierem, viduam, nuptam vel honestam violaverit contra voluntatem ipsius et per violentiam carnaliter cognoscendo, solvat pro banno libras quinquaginta et de iniuria mulieri illata ipsi mulieri emenda fiat arbitrio iudicis. Et si bamnum non solverit predictum corporaliter arbitrio iudicis puniatur. Si autem vilem mulierem, idest meretricem publicam, cognoverit carnaliter violenter solvat solidos sexaginta. Emendatum est quod iudex Taurini habeat potestatem condemnandi in hoc casu usque ad libras quinquaginta, inspecta qualitate personarum et non plus. Pro persona vero meretrice non possit quis condemnari ultra solidos decem.

De residentia vel conversatione per meretrices non facienda in burgo Sancti Donati.

Item statutum est quod meretrices post publicationem huius statuti non possint nec debeant facere residentiam vel ibidem conversari causa libidinis exercende in burgo Sancti Donati seu infra fossata burgi predicti condam. Et super hoc iudex eius arbitrio valeat providere et penam apponere.

De meretricibus in vigiliis nocturnis expellendis.

Item quod omnes meretrices publice expellantur in vigillis nocturnis de ecclesiis.

De meretricibus de vicinia expellendis.

Item quod ad requisitionem vicinie vel decem personarum de vicinia, vicarius et iudex teneantur meretrices et impudice publice viventes vel postribulum exercentes expellere de vicinia.

Statuti criminali del comune di Chieri (1362)

MHP, *Leges municipales*, 1955, vol. XX, tome 4, F. Cognasso

[LVIII] De eo qui mulierem violaverit.

Statutum est quod si aliquis de Cherio vel poderio virginem vel nuptam existentem cum marito sive viro violanter cognoverit, solvat pro pena et banno libras quinquaginta vel virginem capiat in uxorem. Qui vero corruptam, libras decem comuni [solvat] pro pena.

[LX] De intransibus domos mulierum occasione eas carnaliter cognoscendi.

Cupientes punire pena debita actus laxivos et protervos quorumcumque qui ausu temerario propulsantes conantur modis omnibus quibus possunt mulierum pudicitiam attentare plerunque effectum deducentes, igitur statutum et ordinatum est quod quicumque cuiuscumque conditionis existat iverit ad domum habitationis alicuius mulieris cuiuscumque conditionis existat illa mulier, et intraverit dictam domum frangendo hostium vel aliter intrando, vel actum intrandi faciendo, contra vel preter dicte mulieris voluntatem, causa dicte mulieris pudicitiam attentandi seu carnaliter cognoscendi, et committens predicta vel aliquid predictorum presumatur fecisse ipso facto causa dicte mulieris pudicitiam attentandi seu carnaliter cognoscendi si quidem dicta mulier virgo non fuerit, et ille talis impulsor seu deliquens cognoverit eam carnaliter, puniatur in libris quinquaginta astensium. Si autem non cognoverit carnaliter puniatur in libris vigintiquinque astensium. Sed si illa mulier fuerit virgo et ille talis impulsor seu deliquens eam cognoverit, puniatur in libris centum astensium. Si autem eam non cognoverit carnaliter, puniatur in libris quinquaginta astensium. Et virgo intelligatur quantum ad predicta illa que nunquam virum habuisse vel non meretricio more vixisse probabitur.

Statuta Civitatis Montiscalerii (1378)

MHP, Leges Municipales, 1838, vol. II, Petrus Datta

De meretricibus non hospitandis (col. 1397).

Item statutum est quod nemo debeat vel audeat hospitari feminam meretricem inter fossata loci Montiscalerii sub pena solidorum V pro qualibet vice.

De verbis injuriosis (col. 1400).

Item statutum est quod si aliqua persona dixerit alicui tu mentiris vel tu es periusus vel latro vel meretrix vel falsus vel cucurbita vel alia similia verba que iudici injuriosa videantur si coram castellano vel iudici solvat pro banno pro qualibet vice solidos X si in aliis solidos V.

Si quis virginem corruperit (col.1400).

Item statutum est quod qui virginem corruperit si violenter hoc fecerit solvat pro banno libras XXV et qui corruptam violenter cognoverit solvat pro banno solidos C salva ratione mulieris si vero probare poterit cognita a pluribus solvat pro banno solidos XX.

De meretrice verberanda (col. 1430).

Item statuerunt quod si quis percusserit vel verberavit aliquam meretricem vel alio modo dixerat verba injuriosa sit sine pena et banno.

Statuti di Genola (1449)

BSSS, 1970, vol. CLXXXXVII, part. I, R. Comba

[39] De dicentibus iniuriam castelano vel alteri de Genolia.

Item statuerunt et ordinaverunt quod si quis dixerit turpe verbum castelano vel locumtenenti aut clavario vel eius notario solvat bannum soldorum LX, salvo quod castelanus possit diminuire bannum secundum qualitatem persone. Et si quis dixerit alicui de Genolia aliqua verba iniuriosa, videlicet glutus, falsus, periurus, latro, cucurbita, proditor, meretrix, ribalda, baratera, aut reprobabit sibi aliquod opprobrium ei alias factum vel in persona alicuius attinentis aut desmentitus solvat pro vice et quolibet verbo iniurioso solidos X; et quilibet possit accusare et ei credatur. Eo salvo quod, si quis accusatus fuerit de predictis et poterit probare sic non esse verum, accusator dictum bannum restituat et expensas proinde factas; excepto patre contra filios et marito contra uxorem et fratre contra fratrem et dominis contra famulos; et excepto si predicta dicerentur in aliqua risa causa sedandi risam; et tunc non sit bannum; et de hoc credatur dicenti dicta verba suo sacramento. Et si ille, cui dicta verba dicerentur, diceret dicenti quod mentitur, vel alia verba, quod propter hoc non sit in banno et ei credatur suo sacramento. Et nulla alia verba possint dici turpia vel iniuriosa quam predicta quantum ad dictum bannum. Eo salvo quod illa pena soldorum X pro quolibet verbo iniurioso refferetur a sold[is] X si etiam dicerentur plura verba iniuriosa contra aliquem, dummodo dicantur uno instante et momento et eodem loco.

[42] De re carnaliter cognoscendo.

Item statutum est quod, si quis habuerit rem carnaliter cognoscendo cum aliqua muliere ipsa volente, nisi esset meretrix publica que habuisset rem carnalem cum tribus aut pluribus, solvat et solvere debeat pro qualibet vice libras V astenses. Pro publicis nichil solvatur, nec cum uxoribus propriis.

[143] De verbis iniuriosis et eorum pena. Rubrica.

Item statuerunt et ordinaverunt quod, si aliqua persona dixerit iniuriam alteri cuicumque persone in loco Ville seu posse, videlicet: tu es proditor, vel hereticus, vel valdensis, vel tu es falsarius, solvat et solvere debeat pro pena et bamno solidos sexaginta astensium pro quolibet verbo et qualibet vice. Si vero dixerit: tu es fur, latro, robator, ruffianus, cucurbita, homicida, vel sodomita, solvat pro pena et bamno solidos XXV astenses pro quolibet verbo et qualibet vice. Si vero dixerit aliud verbum iniuriosum minoris importantie seu iniurie, puniatur arbitrio iudicantis loci Ville per tempora existentis usque ad quantitatem solidorum decem pro quolibet verbo et qualibet vice, et ab inde infra arbitrio iudicantis, inspecta qualitate personarum et verborum iniuriosorum.

Statuti di Bra (1461)

BSSS, 1958, vol. CLXXXII, E. Mosca

Si quis percusserit aliquam meretricem publicam sine sanguinis effusione solvat pro pena solidos viginti et si vulnus et sanguinem ey fecerit solvat libras decem astenses.

Statuti di Revigliasco Torinese (1462)

BSSS, 1933, vol. CXXXVII-I, E. Bianco

De adulterio incestu et stupro.

Item statutum est, ut appetitus libidinis coherceatur et refrenetur, quod si aliqua persona commiserit adulterium cum aliqua muliere volente et consenciente in Reviliascho vel eius posse, incurrat penam librarum vigintiquinque et eandem penam incurrat ipsa mulier. Si vero violenter commiserit adulterium cum aliqua muliere in dicto loco Reviliaschi vel eius posse, incurrat penam iuris comunis. Sed si commiserit incestum cum matre, filia, sorore, cum filia fratris vel consanguinea, germana in dicto loco vel eius posse, incurrat penam iuris comunis. Et si quis commiserit stuprum, incurrat penam librarum viginti quinque. Et eandem penam

incurrat mulier. Et si stuprum violenter commiserit cum aliqua muliere in dicto loco vel eius posse, incurrat penam iuris. Et si cognoverit carnaliter publicam meretricem volentem et consentientem, sit impunis, si vir cognoscens eam non fuerit uxoratus. Et si fuerit uxoratus incurrat penam solidorum decem. Sed si violenter eam cognoverit, incurrat penam librarum quinque, remissis in quolibet dictorum casuum penis iuris.

Statuta Communitas Casalis (?)

MHP, Leges Municipales, 1838, vol. II, Aloys Cibrarius

Quod post pulsationem primi soni campane de platea nemo vendens vinum ad minutum alicui de Cassali det potum (col. 1010).

(...) Licitum tamen sit cuilibet tabernario et tabernarie vendere in domo sua cuilibet persone usque ad dictum sonum prime campane de platea exceptis meretricibus quibus non sit licitum nisi extra et de die tantum. Et si quis contrafecerit solvat pro banno et pena comuni Cassalis pro qualibet vice soldos quinque papienses cuius pene et banni tertia pars sit potestatis tertia comunis et alia tertia accusatoris.

De bordello non tenendo in Cassali (col. 1034).

Item statutum et ordinatum est quod bordellum aliquod non fiat nec teneatur nec meretricium palam seu publicum in Cassali et si quis contrafecerit solvat pro pena et banno libras decem papienses pro quolibet die et qualibet vice cuius pene tertia pars sit potestatis et due partes comunis et quilibet possit accusare et accusatori credatur et si aliqua mulier que tenuerit bordellum vel que fecerit meretricium palam in Cassali denuntiaverit aliquam vel accusaverit de aliquo adulterio vel de aliquo stupro vel occaxione ipsarum facta fuerit inquisitio quod dicta denuntia accusa vel inquisitio non valleat nec teneat sed sit ipso iure nulla et valleat dicta accusa facta occaxione bordelli dummodo iuretur per accusatorem et protestetur per duos vicinos fide dignos proximos illius tallis persone accusate tenere dictum bordellum quod veritas ita sit qui vicini requirantur per iudicem qui pro temporibus fuerit aliter enim dicta accusa sit nulla ipso iure.

Statuta Barbanie (15e siècle?)

BSSS, 1918, vol. XCII. G. Frola

[52] De percussionibus.

Item quod quelibet persona que scienter et maliciosse aliquam aliam personam percuxerit cum pugno palma vel pede aut per capilos ceperit et in terram proiecerit solvat pro bampno solidos x. Et si agressus fuerit cum armis vel ense vel gladium contra aliquam aliam personam maliciosse envaginaverit soluat pro bampno solidos xxtj. Et si lapidem monum uel aliud traxerit et proiecerit contra aliquam aliam personam et cum eis non percuxerit soluat pro bampno solidos xxtj. Et si vero traxerit plumbatam seu eam portaverit palam uel occulte sive percuserit sive non et sive non proiecerit sit in bampno solidorum lx super quo quilibet bone fame possit accusare Si vero cum lapide mono gladio vel baculo libras ijas. Et si sine sanguinis effusione Sed si [cum] sanguini]s effusione libras x. hoc excepto quod si sanguinis effusio per nares nasi tantum non propterea duplicetur dictum bampnum et solvat pro ut supra. Et in quolibet casu[u]m ipsorum vel predictorum si facta et comissa fuerit vel aliquod eorum in publicam meretricem uel ribaldam seu personam male vocis et fame persona sic committens soluat pro bampno tantum terciam partem dicte pene in quolibet dictorum casuum ita quod si insultum vel aggressum aliquis faceret maliciosse contra eam cum dictis armis se defendendo non sit in aliquo bampno. Et premissa si comittentur quoad forenses bampnum duplicetur.

[64] De adulterio.

Item quod quelibet persona que comiserit adulterium cum aliqua muliere volente et consenciente in dicto loco vel eius territorio incurat penam librarum x. pro qualibet vice ea[n]dem penam incurat ipsa mulier. Si vero violenter comiserit adulterium cum aliqua muliere in dicto loco vel eius territorio incurat penam iuris comunis. Set si comiserit incestum vel stuprum cum aliqua muliere etiam volente et consenciente incurrat penam librarum xv. Et eadem pena incurat ipsa mulier quo ad incestum et quo ad stuprum. Et si incestum vel stuprum violenter cum aliqua muliere in dicto loco uel eius territorio incurrat penam iuris comunis. Si vero persona aliqua non uxorata cognoverit carnaliter publicam me[re]tricem volentem et consencientem sit impunis. Et si uxorata fuerit incurrat penam librarum x. Sed si aliqua persona eam violenter cognoverit incurrat penam librarum xx. remissis in quolibet dictorum casuum in quo ut supra fuit inposita pena peccuniaria penis iuris comunis.

Statutae Sabaudiae

III, 36 De lenonibus.

Lenones utriusque sexus qui puellas aut juvenculas variis deceptionibus ad suas habitationes attrahunt, seu violenter rapiunt victum et vestitum eis ministrantes easque invitas, aut seductas suam confundere castitatem cogentes et ad luxuriandum volentibus eas exponentes, ac omnem quaestum miserabilem inde pervenientem accipientes seu participantes. Necnon easdem volentes vitam sceleratam relinquere et legitimum matrimonium intrare non permitentes tanquam pestiferos et communes castitatis vastatores per castellanos seu officarios nostros civitatum, villarum et locorum aliorum patriae nostrae in quibus tales turpes personas huiusmodi lenocinia fouentes reperiri contigerit statim post habitam veram de huiusmodi crimine notitiam capi et incarcerari per tres dies in victu panis et aquae volumus et iubemus. Quarta vero die duci ad pillarium per tres horas. Et deinde per careriam magis publicam cum virgis et funiculis per humeros nudatos caedi et duci. Et demum a praedictis civitatibus, villis et locis expelli et perpetuo banniri. Receptores autem huiusmodi lenonum seu lenarum et meretricum, seu eis domos suas locantes, poena decem librarum fortium totiens quotiens de receptationibus seu locationibus praedictis reperientur culpabiles committenda et per officarios praedictos civitatum, villarum seu locorum ubi casus contigerit exigenda puniri volumus et iubemus: de quibus decem libris quartam partem eisdem officiariis locorum delicti pro labore executionis praedictae pertinere et sibi retineri volumus. Tres vero partes converti ad opera pietatis modo et forma in capitulo de maledicis et blasfemis libro primo declaratis. Et si non habeant huiusmodi delinquentes de ere ad solvendum poenam pecuniariam praedictam luant de corpore iudicis ordinarii loci arbitrio iuxta delictorum et delinquentium qualitates. Omnibus et singulis castellanis seu officiariis nostris villarum seu locorum inhibentes hoc edicto, sub poena XXV librarum fortium totiens quotiens contra hoc edictum saluberrimum quemquam ex ipsis officiariis attemptari contigerit committenda, et sisco nostro applicanda, ne dictos lenones utriusque sexus palam vel occulte, directe vel indirecte, soueat vel supportent aut alias impunitos relinquant.

III, 40 Mulieres fornicariae a vicinate honestarum mulierum expellantur.

Castarum mulierum honestatem atque pudicitiam toto conamine conservare volentes, ne status earum impudicarum mulierum vicinitate sedetur. Mulieres fornicarias solitarias in suis cameris viventes et unum vel plures amasios ad fornicandum secum recipientes a carreriis et vicis publicis ac tota vicinia mulierum honestarum expelli, poenisque concubinarum adulterarum praedictarum par castellanos seu officarios locorum in quibus tales reperientur plecti volumus et iubemus

III, 41 De meretricibus publicis.

Licet meretricalis vitae turpitudine mentionem fieri de eadem in libris vel scripturis decentibus non requirat attamen quia dissimulatur meretricum ipsarum status nepharius ne mulieres honestas inficiat est debitis limitationibus coarctandus. Statuimus igitur quod in civitatibus, villis et locis aliis, in quibus publicas meretrices accedere seu morari contigerit, per castellanos seu officarios nostros locorum in ipsis singulis civitatibus et villis et locis praedictis ubi fuerit iam statutus statuatur locus vilior et occultus ab omnique mulierum honestarum vicinia remotus intra ipsas civitates, villas et loca in quo omnes huiusmodi meretrices habitaturae reducantur sic quod alibi suas habitationes souere seu conseruari non praesumant. Sub poena lenarum supradicta per qualibet earum contrafacientem statim subicienda.

Et quia sicut vita sic habitu debet distingui meretrix a matrona statuimus et iubemus quod huiusmodi publicae meretrices ut earum utilitas ex habitu exteriori cognoscatur deferant et deferre teneantur de caetero continue et publice in earum capitibus habilimenta cornuta et elevata ad longitudinem medii pedis ad minus omnibus patentia. Quae quidem cornua seu cornuta instrumenta ipsis meretricibus cedi volumus et ordinamus in signum meretricii publici. Omnibus aliis mulieribus honestis huiusmodi cornuum usum ad ornatum capitis penitus interdicentes. Sub poena detrimenti sui honoris.

Et ut saltem in diebus sanctis ab earum sordicie cogantur abstinere statuendo inhibemus dictis meretricibus ne a die sabbati ramis palmarum usque ad quintam seriam post pascha exire praesumant earum receptacula nec in publico comparere nisi forsan aliquae earum vellent a via sua mala resilire. Quibus videlicet converti volentibus liceat de tamen castellanorum seu officiariorum praedictorum locorum licentia ad sermones publicos et ad penitentiae sacramentum accedere.

Et ut facilius ad hoc inclinentur procurari volumus et iubemus per dictos officarios quod bis vel ter in sancta ebdomada congregentur ipsae miserae in unum locum ubi aliquis notabilis praedicator eas moneat et hortetur ad conversionem salutarem. Provideant etiam dicti officarii quod medio tempore dictae inclusionis ipsis infelicibus per aliquas vetulas expensis earum victualia necessaria ministrentur.

ANNEXE 2

Banna

Cette liste d'amendes est constituée sur la base d'un corpus fourni par Pierre Dubuis, regroupant la transcription d'amendes relatives aux comportements sexuels dans quelques territoires savoyards. La façon de présenter les textes est le choix de P. Dubuis, que j'ai conservé par commodité. De même, les quelques annotations (parenthèses) au sein des textes font partie de son travail et non du mien.

Légende

a // b // c // d // e // f // g

a = no d'ordre du document

b = diocèse

c = circonscription administrative

d = paroisse (donnée manquante = ?)

e = cote à l'ASTO (inventario / foglio/ mazzo)

f = dates comptables (années)

g = secteur comptable

b.p. = boni ponderis

d. = denarius

dim. = dimidium

flor. = florenus

fort. = fortis

gross. = grossorum

jan. = januensium

laus. = lausannensium

maur. = mauriciensium

ob. = obulum

p.p. = parvi ponderis

rec. = recepit

s. = solidus

scut. = scutum

tur. = turonensium

vien. = viennensium

Diocèse de Sion

25) Sion // Conthey // Conthey // 69/41/15 // 1418-1419 // banna

Rec. ab Anthonio de Ruppe quia reperitur de anno domini M^oIII^cXVI, mense januari, dixisse Petro Majorie de Drona: « Tu es un fil de putan » (et autres délits)

51) Sion // Conthey // Conthey // 69/41/25 // 1442-1443 // banna

Rec. a Nycollino Tornerii inculpato hora suspecta domum Henrici dou Cerisier intrasse, animo cognoscendi carnaliter Johannetam, eius nurum: VII flor. cum dim. p. p.

52) Sion // Conthey // Conthey // 69/41/25 // 1442-1443 // banna

Rec. a Johanneto Fumaz eadem causa inculpato ac eciam dictam Johannetam carnaliter cognovisse, videlicet: X flor. cum dim. p. p.

53) Sion // Conthey // Conthey // 69/41/24 // 1422-1443 // banna

Rec. ab Humberto Tarquin inculpato pariter dictam domum hora suspecta intrasse: III flor. p. p.

85) Sion // Saillon // Fully // 69/41/13 // 1497-1498

Rec. A Vullelmo Testu de Chiebo quia injuriose dixit Richardo de Canali quod ipse Richardus mantient Anthoniam, uxoram suam, en la puty: II s. III d. gross.

100) Sion // Martigny // ? // 69/81/1 // 1383-1385 // banna

Rec. a Jaquemodo Mascot pro eo quia ipse recusavit solvere cuidam filie cum qua comiserat carnaliter: LX s. maur.

116) Sion // Entremont // Sembrancher // 69/69/6 // 1406-1407 // banna

Rec. a Jaquemeto Pitex inculpato dixisse Bone Femine, uxori Petri de Ridda, « Putan, ribauda » et dicto Petro « extraham oculos a capite »: IX d. gross.

117) Sion // Entremont // Bagnes // 69/69/6 // 1407-1408

Rec. ab Amphilissia, uxore Reymundi de Prato, quia dixerat Petro Mistralis « Mariona tua mater fuit foctua ante quem fuisset nata: VII d. gross.

137) Sion // Entremont // ? // 69/69/18 // 1475-1476 // banna

Rec. a Petro Picardi, inculpato intrasse domum Bastianide Prato et ibidem tenuisse inhonestam vitam cum Perroneta Lyonarda: composuit ad VI d. gross. p. p.

138) Sion // Entremont // ? // 69/141/2 // 1361-1362 // banna

Rec. a Johanne Chastelan condemnato per judicem eo quia dixit Mermete Millioda « Putan, ruffiana »: VIII s. X d. maur.

140) Sion // Saint- Maurice // Saint-Maurice // 69/141/3 // 1389-1390 // banna

Rec. a Petro, filio Mermeti Rochet, qui inculpabatur dixisse in defamacione Perrete, uxoris Jaqueti Udriſerii, quod plures presbiteri eam carnaliter cognoverant: X s. maur.

143) Sion // Saint- Maurice // Saint-Maurice // 69/141/3 // 1400-1401 // banna

Rec. a Johanne de Vercellis quia inculpabatur dixisse Gilieto Bordelli quod eius femina plus lucrata fuerat quam ipse cum sua et quod per Patriam se satis fecerat fotire: VI s. maur.

154) Sion // Monthey // ? // 69/89/2 // 1354 // banna

Rec. a Johanne Buylo Vant quia eius uxor dixit maliciose Ysabelle, filie Johanerii Melloyret « Putan, ribauda »: V s. maur.

156) Sion // Monthey // ? // 69/89/3 // 1405-1410 // banna

Rec. ab Anthonio Juglar inculpato Agneleta, filiam quondam Petri Muriset, communem filiam, ipsa nolente carnaliter cognovisse: IV flor. cum dim. p. p.

181) Sion // Ollon // ? // 69/115/2 // 1423-1424 // banna

Rec. a Nycodo de la Mermaz inculpato luctasse quamdam mulierem vocatam Alesiam, publicam concubinam; nec probari poterat: XXII d. ob. gross.

193) Sion // Chillon // Aigle // 69/5/3 // 1313-1314 // banna

De V s. geben. rec. ab Hugoneto de Allyo quia vocaverat quamdam mulierem « meretricem »

199) Sion // Chillon // Corbeyrier // 69/5/5 // 1330-1332 // banna

Rec. a Rolerio, filio Jaqueti Mugnier de Curbirie, quia vocavit quamdam mulierem « meretricem »: VII s. maur.

204) Sion // Chillon // ? // 69/5/6 // 1341-1342 // banna

Rec. a dicto Ruat pro verbis injuriosis habitis cum quadam muliere publica: IV s. laus.

209) Sion // Chillon // Villeneuve // 69/5/8 // 1352-1353 // banna

Rec. a marito sororis Hugonodi Convers quia dixerat cuidam mulieri « ribauda »: I fl. auri

212) Sion // Chillon // Yvorne // 69/5/11 // 1361-1362 // banna

Rec. ab Henrico Macellat quia maliciose dixit Agnexona, uxori Perrodi Curta de Yvorna: « Tace, ribauda »: VII s. maur.

226) Sion // Chillon // Aigle // 69/5/14 // 1378-1380 // banna

Rec. a Johanne Potais quia inculpabatur dixisse Margarite, uxori Mermeti de Sales « Puta, ribauda »: II s. VIII d. maur.

228) Sion // Chillon // Bex // 69/5/14 // 1378-1380 // banna

Rec. a Margarita, filia Nycodi Albi, quia inculpabatur dixisse dicte Johannete Peyla « Puta levrieri »: II s. maur.

954) Sion // Entremont // Saint-Maurice // 69/153/1 // 1414 // attestation

Perroneta Benetinaz est meretrix et vacabunda

955) Sion // Entremont // Saint-maurice // 69/153/1 // 1414 // attestation

Francesia Guimandaz est meretrix et vacabunda

Diocèse d'Aoste

369) Aoste // Aoste // non localisé // 68/2/25 // 1407-1408 // banna

Rec. ab Anthonio Picolerii de Thomasio pro eo quia inculpabatur verberasse quandam meretricem, absque sanguinis effusione: IX d. gross. b. p.

381) Aoste // non localisé // ? // 68/2/32 // 1422-1423 // banna

Rec. a Johanne Aymonis de Dallyion, nomine Greyde alamane meretricis, quia inculpabatur ipsa habuisse rixam cum quadam honesta muliere et sibi sine causa injuriasse; deducto quarto: XVIII d. gross.

397) Aoste // non localisé // ? // 68/2/39 // 1436-1437 // banna

Rec. a Gregorio barbitonsore pro certa rixa habita cum quadam meretrice, deducto quarto denario: VI d. gross.

463) Aoste // Valdigne // Courmayeur // 68/2/20 // 1392-1396 // banna

Rec. a Johanne Chrispini, Petro Mugnerii et Petro de Vuerchio de Curia Maiori, quia apparuerunt hostium domus Borreli, de nocte, pro capiendō eundem cum quadam muliere leve opinionis: III flor. IX d. gross. p. p.

513) Aoste // Châtelargent // ? // 68/2/9 // 1356-1357 // banna

Rec. a Martino, fratre Cassiane, quia inculpabatur cognovisse carnaliter quamdam mulierem, ipsa invicta: VIII flor.

514) Aoste // Châtelargent // ? // 68/2/9 // 1356-1357 // banna

Rec. a tribus eius sociis pro eodem: VIII flor.

515) Aoste // Châtelargent // ? // 68/2/9 // 1356-1357 // banna

Rec. a Jaquimino, famulo Bonifacii Sariodi, pro eodem: I flor. et dim.

529) Aoste // Châtelargent // Cogne // 68/2/12 // 1371-1372 // banna

Rec. a sociis bastardi de Cogna qui dictum bastardum associaverunt ad quandam domum ubi volebant rem habere cum quadam muliere nupta: IV flor. et VI d. gross.

530) Aoste // Châtelargent // Cogne // 68/2/12 // 1371-1372 // banna

Rec. a dicto bastardo de Cogna quia volebat habere rem cum dicta muliere et se exposuit in lecto cum ipsa; tamen non violenter sed precibus rogando eam; tamen ipsa non voluit consentire: XXVII d. gross.

535) Aoste // Châtelargent // Villeneuve // 68/2/14 // 1380-1383 // banna

Rec. a Johanne de Augusta, habitatore Ville Nove, quia inculpabatur cepisse quandam borsetum cuidam meretrici, in quo erat certa pecunia quantitas: IX d. gross.

612) Aoste // Aoste // Aoste // 68/2/8 // 1349-1351 // banna

Rec. a Marieta, ancilla Petri de Lucingio, quia vocavit quamdam aliam « meretricem »: XV s.

623) Aoste // Aoste // Aoste // 68/2/9 // 1358-1359 // banna

Rec. a Martino, fratre uxoris Petri de Rivo, quia percuxit quandam meretricem: IX d. gross. tur.

671) Aoste // Aoste // ? // 68/2/13 // 1376-1377 // banna

Rec. a Jaquemeto Boleti de Chamunio quia inculpabatur adulterium comisisse cum quadam meretrice: III flor. VIII d. gross.

672) Aoste // Aoste // ? // 68/2/13 // 1377-1378 // banna

Rec. a Johanne de Bugella qui moratur cum Petro de Berta, quia comisit adulterium cum una publica meretrice, de nocte: VII d. gross.

673) Aoste // Aoste // ? // 68/2/13 // 1377-1378 // banna

Rec. a lo Gabere quia percuxit cum palma unam meretricem: IV d. gross.

674) Aoste // Aoste // ? // 68/2/13 // 1377-1378 // banna

Rec. a Vullenco quia minatus fuit lo Gabere eo quia percuxerat predictam meretricem: III d. gross.

701) Aoste // Aoste // Gignod // 68/2/17 // 1389-1390 // banna

Rec. ab Aymoneto Barreti de Bocza, famulo curati Sancti Stephani de Gignio, eo quia ultra voluntatem cuiusdam meretricis vocate Pugnua suum capucium eidem removit: I jan. cum dim. auri

720) Aoste // Aoste // Aoste // 68/2/26 // 1408-1409 // banna

Rec. a Johanne dicto Varbor, olim famulo Petri Barberii de Augusta, pro eo quia intravit intra domos quarumdam meretricum, de nocte, et exivit de turre domini sine licentia: III flor. p. p.

725) Aoste // Aoste // Aoste // 68/2/32 // 1422-1423 // banna

Rec. a Charletta, ancilla Petri Parruat, pro penis per eam commissis eo quia inculpabatur fuisse inobediens proclamationibus domini contra fornicatrices Auguste factis; deducto quarto: VII flor. cum dim.

728) Aoste // Aoste // ? // 68/2/35 // 1428-1429 // banna

Rec. ab Aymonino Viaz alias Gogne, pro rixe per eum habita cum quadam meretrice Vercella quam verberavit et percuxit: III flor.

732) Aoste // Aoste // Aoste // 68/2/36 // 1430 // banna

Rec. a Johanne Fabri de Ponte Lapideo quia dederat una alapam cuidam filie communi: VI d. gross. p. p.

836) Aoste // Cly // ? // 68/63/10 // 1429-1430 // banna

Rec. a Caterina, uxore quondam Johannis Mataffa, eo quia inculpabatur subtrassisse quamdam filiam que morabatur cum certo eius magistro, et eam condidisse cum uno alio magistro tam de die quam de nocte, ultra voluntatem primi magistri: III flor. jan.

847) Aoste // Montjovet // ? // 69/83/1 // 1444-1449 // banna

Rec. a Johanna, uxore Johannis de Chstegniers de Virengo pro quadam compositione per eam cum eodem castellano facta, eo quia inculpabatur monstrasse iter certis gentibus venientibus quesitum certas filias in mandamento Montis Joveti et ducere apud villam Challandi: deducto quarto denario XVIII grossorum : XIII d.

857) Aoste // Bard // ? // 68/29/6 // 1340-1342 // banna

Rec. a Borgesio Chevrari de Bardo quia dare promiserat filie Papellu certam pecuniam causam eam carnaliter cognoscendi; quam cognovit et postmodum dictam pecuniam solvere recusavit: X flor. auri

870) Aoste // Bard // ? // 68/29/11 // 1364-1365 // banna

Rec. ab Andrea de Bianna quia inculpabatur in strata publica quandam meretricem percussisse: XV s.

889) Aoste // Bard // ? // 68/29/23 // 1430-1431 // banna

Rec. ab Odorico de Ferreriis pro compositione cum eo facta eo quia emit quandam pontilliam existentem prope molendina Donacii, et eo quia dedit de pugno parvo Johanni Misserelli; et eo quia verberavit quandam meretricem vocatam Henrieta: XII flor. p. p.

891) Aoste // Bard // ? // 68/29/24 // 1434-1435 // banna

Rec. a Dominico Anthonieti pro eo quia ipse fuit inventus cum quadam meretrice, videlicet: III ducatos.

905) Aoste // Bard // ? // 68/29/28 // 1447-1448 // banna

Rec. ab Anthonio Ambaxiatoris qui voluit supponere quamdam meretricem, ipsa nolente: I flor. VIII d. gross.

906) Aoste // Bard // ? // 68/29/28 // 1447-1448 // banna

Rec. a Martino Sartore, quia voluit stuprare quandam meretricem absque solutione: III flor. p. p.

Diocèse de Turin

1027) Turin // Suse // Suse? // PIG 74/1/5 // 1335-1336 //banna

Rec. ab Odone, filio Katerine de Exilliis, quia fregerat hostium cuiusdam mulieris in bordello: XVIII d. gross.

1028) Turin // Suse // Suse? // PIG 74/1/5 // 1335-1336 //banna

Rec. a Stephano Beczeti dicto Borlet quia consentierat ad idem: XVIII d. gross.

1033) Turin // Suse // Bussoleno // PIG 74/1/6 // 1341-1342 //banna

Rec. ab Amata, uxore Johannis de Aymone de Buczolen, quia Jaquemeta ribaldam percuxit de quodam baculo, die XVIII julii (1341): XXIV s. fort. alborum ad XXI...

1039) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/7 // 1345-1346 //banna

Rec. a Bernardo Rubaudi quia inculpabatur dixisse cuidam mulieri nomine Juliane quod erat meretrix: VIII d. gross. tur.

1062) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/9 // 1358-1359 //banna

Rec. a Vuillelmo Artiman quia butavit hostium cuiusdam meretricis: X s. vienn.

1064) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/9 // 1358-1359 //banna

Rec. ab Antelmeto Medici pro eo quod debuit mittere seu tradere lapides in domo cuiusdam mulieris publice: IX den. gross. tur.

1077) Turin // Suse // Sant' Antonio // PIG 74/1/10 // 1361-1364 // banna

Rec. a Perroneto Vacheti de Sancto Antulino quia inculpabatur velle cognoscere bastardam Johannis Martine de eodem: XVIII flor. b. p.

1090) Turin // Suse// Suse // PIG 74/1/11 // 1367-1368 // banna

Rec. a Benedicto de Prato Boscherio quia Panissia de Forest contra eum clamam fecit et eam violaverat; actamen secundum famam publicam dicitur femina comunis et publica: X flor.

1125) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/12 // 1378-1385 // banna

Rec. a Johanne de Nixie (?) pro eo quia intravit de nocte in domo Johanne de Chiomonte, meretricis : I fl. et I den ob. gross.

1147) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/12 // 1378-1385 // banna

Rec. a Lanceat, bubulco domini prioris Novaliciensis, pro rixa habita cum quadam meretrice: IV den. ob. gross.

1152) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/12 // 1385-1387 // banna

Rec. a Francisco Fuxerii de Veneciis eo quia inculpabatur verberasse quandam mulierem meretricem que vocabatur Francesia de Sancto Johanne Mauriane: IV den. tres partes gross.

1175) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/13 // 1390 // banna

Rec. a nominato Rebota de Beczano pro rixa habita cum quadam meretrice: IX d. gross. b. p.

1193) Turin // Suse// Bussoleno // PIG 74/1/14 // 1394-1395 // banna

Rec. a Michelletta, relicta Guigoneto Ronea, inculpata adulterium comisisse cum quibusdam: III flor. p. p.

1212) Turin // Suse // ? // PIG 72/1/17 // 1408-1409 // banna

Rec. a Nicholeto Corna eo quiaensem quam in officio portabat tradidit portendam cuidam meretrici: XVIII d. gross. p. p.

1243) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/20 // 1418-1419 // banna

Rec. a Micheleta Galliana, inculpata comisisse adulterium et vitam inhonestam duxisse: VI fl. b. p.

1255) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/20 // 1421-1422 // banna

Rec. a Jacobo Cerruto quia inculpabatur cepisse quandam busram cuidam meretrici: IV d. ob. gross. b. p.

1256) Turin // Suse // Suse // PIG 74/1/21 // 1422-1423 // banna

Rec. a Caterina meretrice eo quia fuit in Sancto Justo et sedit in sede domini abbate, in dedecus ipsius domini abbatis et monasterii: I fl. p. p.

1258) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/21 // 1422-1423 // banna

Rec. ab Anequino de Alamania pro rixa habita cum quadam meretrice: I fl. II d. gross. p. p.

1259) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/21 // 1422-1423 // banna

Rec. a Johanne Chamolat qui percussit de quodam gladio unam meretricem: II fl. III d. gross. p. p.

1260) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/21 // 1422-1423 // banna

Rec. ab Agnesina, filia Laurenceti de Colombeto de Villari Fulchardo, inculcata crimen lenocinium seu ruffianagum commisisse in Bardonis Cham, filiam Johannis Perraudi pro Roberto Canali: XI fl. III d. gross. b. p.

1264) Turin // Suse // Borgone // PIG 74/1/21 // 1422-1423 // banna

Rec. a Johanne Picardi de Burgono pro verbis injuriosis dictis cuidam meretrici: VI d. gross. p. p.

1271) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/22 // 1426-1427 // banna

Rec. a Jacobo Paranderii quia retraxit quandam filiam ultra voluntatem sue matris: VII d. ob. gross. p. p.

1272) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/22 // 1426-1427 // banna

Rec. a Petro Millo (?) quia inculpabatur adulterium comisisse cum quadam meretrice: III fl. p. p.

1273) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/22 // 1427-1428 // banna

Rec. a Jacobo Peranderii eo quia receptavit indebite quandam filiam que erat sub curia Jaquemeti Relialis, ultra eius voluntatem; et fuit inobediens cridis: III fl. IX d. gross.

1282) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/23 // 1429-1430 // banna

Rec. ab uxore Marescali de Chamoucio pro rixa habita cum quadam alia meretrice: XIII d. gross. et dimidium

1287) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/23 // 1430-1431 // banna

Rec. a Johanne Ferrerii de Cozmaco, eo quia inculpabatur comisisse lenocinium: XII gross.

1317) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/23 // 1432-1433 // banna

Rec. a Laurencio de Monteferrato, habitatore Montis Callerii, quia comisit adulterium cum quadam meretrice: II fl. III gross. p. p.

1323) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/24 // 1433-1434 // banna

Rec. a Stephano Muglaterio pro rixa habita cum quadam meretrice: VI d. gross.

1324) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/24 // 1433-1434 // banna

Rec. a Johanne de Solario quia habuit rixam cum quadam meretrice: I fl. III d. gross.

1329) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/24 // 1433-1434 // banna

Rec. a Johanne Colini de Francia, pro rixa habita cum quadam meretrice: IX d. gross.

1348) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/25 // 1438-1439 // banna

Rec. a Johanneta Borella quia dixit cuidam eius vicine « tu es meretrix »: II fl. III d. gross.

1362) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/26 // 1440-1441 // banna

Rec. a Petro Tatoleti inculpato consensisse eius uxori in commictendo adulterium: VI fl. p. p.

1365) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/26 // 1441-1442 // banna

Rec. a Perroneto Tonsore quia percussit quandam meretricem: IX d. gross.

1411) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/30 // 1457-1458 // banna

Rec. a Maria Ayrarda quia fuit carnaliter cognita a pluribus hominibus: XIII d. ob. gross.

1413) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/31 // 1458-1459 // banna

Rec. a Petro Balme alias Croleti de Chanusco, pro uno condemnatione super eo quia lenocinavit eius filiam Jacobinam, processu ex officio, facta sibi gratia quia pauperrimus et quasi nichil habens: III fl. p. p.

1419) Turin // Suse // Bussoleno // PIG 74/1/31 // 1458-1459 // banna

Rec. a Glaudio Remalis de Boczoleno, per dictum dominum judicem in X florenis condemnato quia reperiatur adulterium comisisse cum Agneta, meretrice publica; remissa sibi dicta condemnatione pro subscripta quantitate per dominum ad eius humilem supplicationem (selon lettre de rémission donnée à Turin le 10 mars 1459): II fl. p. p.

1439) Turin // Suse // Bussoleno // PIG 74/1/33 // 1466-1467 // banna

Rec. a Reymelina, uxore Bartholomei Morardi de Bozoleno, quia inculpabatur lenocinasse Anthoniam, filiam Vincencii Regis de Clusa, videlicet: IV fl. p. p.

1446) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/34 // 1468-1469 // banna

Rec. a Maria de Samone de Ypporegia quia inculpabatur percussisse aliam meretricem que vocatur Catherina de Comba Vienna: I fl. I d. ob. gross. p. p.

1447) Turin // Suse // Suse // PIG 74/1/34 // 1469-1470 // banna

Rec. a Philipono Marro de Secuxia quia inculpabatur percussisse Mariam de Savona, meretricem: VII d. gross. cum dimidio

1448) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/34 // 1469-1470 // banna

Rec. a Petro Vincendeti de Bezano quia inculpabatur temptasse violare Caterinam, filiam Thome de Comiana, quamvis mulier inhonesta: XV fl. VIII d. gross. p. p.

1485) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/38 // 1484-1485 // banna

Rec. a Johanne Bonevite de Tharentasia, eo quia inculpabatur comisisse lenocinium: VI d. III quart. gross. p. p.

1494) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/38 // 1486-1487 // banna

Rec. a Lineta, uxore Vincencii Julliant de Jaumocio (?) quia inculpabatur commisisse adulterium cum pluribus personis in Secuxia; deducta quarta ipse castellano pertinente, videlicet: IV flor. VI gross.

1551) Turin // Avigliana // Molare Pontis // PIG 2/1/2 // 1316// banna

Rec. a Perroneto Buygonis de Molario Pontis quia quandam meretricem de pugno percussit: XX s. vien. principis

1555) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/1 // 1324-1325 // banna

Rec. a Pachoudo quia de nocte intravit domum cuiusdam meretricis: VI d. gross. tur.

1557) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1326-1327 // banna

Rec. a Johanne Charavil quia eleceravit vestem cuiusdam meretricis dicte Pont Veyro; concordatum cum castellano: VI d. tur. gross.

1561) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1329-1330 // banna

Rec. a Perrotto de Mondono (?) quia percuxit quandam meretricem: XII d. gross. tur.

1562) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1329-1330 // banna

Rec. ab Agnelona, uxore Melioreti Czucjin, quia percuxit quadam mulierem meretricem, sine sanguine: V s. vien. quorum XX s. valent I gross. tur.

1563) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1329-1330 // banna

Rec. a Francisco de Amougina pro verbis injuriis dictis Marguerita de Plura, meretrici: III d. gross. tur.

1565) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1331-1332 // banna

Rec. a Micheleta, amasia Guidonis Parberii, pro rixa habita cum Burgondigena, amasia sacerdotis, quam probavit esse meretricem: V s. vien. quorum XX d. valent I gross.

1567) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/3 // 1331-1332 // banna

Rec. a Francisco, nepote Martini Berardi, pro rixa habita cum begina, quam probavit esse meretricem; secundum capitula (ville Avilliane): V s. vien. quorum XX d. valent I gross.

1570) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1332-1333 // banna

Rec. a Francisco de Otonello, quia Katherinam meretricem percusserat: V s. vien. cursuabiles

1571) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1332-1333 // banna

Rec. a Jaqueto Scafferrio (?), quia percuxit duas meretrices: VI d. gross. tur.

1572) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1333-1334 // banna

Rec. a Guigoneto Picheti pro rissa habita cum quadam meletrice: V s. tur. pro XX d.

1574) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/3 // 1333-1334 // banna

Rec. a Jacabo Lanico, pro rissa habita cum quadam meletrice: III d. tur. gross.

1575) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/4 // 1335-1337 // banna

Rec. ab Anthonio Conta, quia impinxit Margaritam Charaviglam ita quod cecidit ad terram; et solvit minus quia probavit (esse) meretricem: X s. monete capitulorum (ville Avilliane)

1583) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/4 // 1339-1340 // banna

Rec. a Francisco de Otonella, condemnato eo quia repertus fuit eundo per Avillianam sine lumine post ultimum cornum versus bordellum, et portabat cutellum ultra mensuram; et fuit rebellus familiaribus curie et eis dixit plura verba injuriosa; et incurrit plures et diversas penas; condemnato in XX libr. dicte monete, positus in sufferta duabus partibus per dominum, ut per literas domini quas reddit: VI s. VIII d. gross. tur.

1589) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/5 // 1343-1344 // banna

Rec. a Francisco de Otonello, quia verberavit Blanchma de Prato Longo, vanam mulierem: V s. monete capituli (Ville Avilliane)

1590) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/5 // 1343-1344 // banna

Rec. a Thoma Gilio, beccario, quia impinxit quandam meyssoneriam capientem fabas suas in campo suo; et est mulier levis condicionis: VIII s. (vien. ad XX)

1594) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/5 // 1345-1346 // banna

Rec. ab Anthonio Ponterii, quia inculpabatur jacuisse cum quadam meretrice ultra voluntatem suam: XX fl. auri

1595) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/5 // 1346 // banna

Rec. a Bartholomeo de Verchio, pro rixa habita cum Vacheria meretrice: XX s. quorum XXXII valent florenum

1597) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/6 // 1351-1353 // banna

Rec. a Michæle Boscarloto quia pluribus vicibus retornavit (?) pravas mulieres, contra formam capituli; deducta tertia parte pro accusatore: V fl. auri

1599) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/6 // 1353-1354 // banna

Rec. a Bartholomeo de Cornacio quia percuxerat quamdam meretricem: IX d. gross. tur.

1603) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/7 // 1363-1364 // banna

Rec. a Francisco Lemacti (?) quia rupperat hostium cuiusdam meretricis: IX d. gross. tur.

1608) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/8 // 1366 - 1369 // banna

Rec. a Johanne Cantu pro quodam precepto non observato et quia reduxit quadam meleticem contra formas capituli: XVIII d. gross.

1612) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/8 // 1370-1377 // banna

Rec. a Ruffina, uxore Perroneti Griffon, quia quamdam quantitatem pecunie sibi secrete comandatam per Caterinam de Tarentasia, filiam comunem, eidem negavit; et repertum fuit quod eidem custodiebat: VI fl.

1613) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/8 // 1370-1377 // banna

Rec. a Caterina, filia commune, quia larem fovit certo tempore infra burgum Avilliane, incurrando penam capituli: II fl.

1615) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/8 // 1370-1377 // banna

Rec. a Jacobo Petaron, clavanderio, quia percuxit de pugno quamdam filiam comunem: IX d. gross. p. p.

1616) Turin // Suse // ? // PIG 74/1/12 // 1378-1385 // banna

Rec. a Johanne de Nixie (?) pro eo quia intravit de nocte in domo Johannete de Chiomonte, meretricis: I fl. et I den. ob. gross.

1617) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/8 // 1370-1377 // banna

Rec. a Johanne Borgat, quia cum gladio vulneravit Jaquetam, filiam communem, in Avillianam, usque ad sanguinis effusionem: III fl.

1620) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/9 // 1370-1391 // banna

Rec. ab Agnesia de Cavazolio quia quandam pecuniam quam habebat in custodiam a quadam muliere publica eidem mulieri reddere recusavit, sed cum dicta pecunia petite (..?..) fuit ab eadem Agnesia, fugam fecit: I fl. VI d. gross. b. p.

1626) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/9 // 1370-1391 // banna

Rec. ab Anthonio de Sancto Gelino, quia dixit Johannete, uxori quodam Petri de Henrieta, quod erat meretrix, latronessa et quamplurima verba injuriosa: X d. gross. b. p.

1629) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/9 // 1370-1391 // banna

Rec. a Johanne Cantur, tabernario, quia vendidit meretricibus contra formam capitulorum: VI d. ob. gross. b. p.

1638) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/9 // 1370-1391 // banna

Rec. ab Anthonio de Bosco, pellicerio, et Johanna, eius uxore, pro rixa habita cum Guilhelmeto pellicerio, et quia dicta Johanneta dixit Alaysie, uxori dicti Guilhelmeti « meretrix »: XIII d. ob. gross. b. p.

1642) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/10 // 1391-1392 // banna

Rec. a Michaele Ruelli, calligario, habitatore Avilliane, quia percuxit Lionetam de Gebennis, mulierem vanam, de uno baculo super spatulas: IX d. gross.

1648) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/11 // 1395-1402 // banna

Rec. ab Anthonio, quia acomodavit quamdam suam domum margarite de Croys, meretrici, contra formam capitulorum Avilliane: III d. gross.

1649) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/11 // 1395-1402 // banna

Rec. ab Alexia Rubucz quia accomodavit quamdam suam domum Johannete de Chiomonte, meretrici, contra formam capitulorum Avilliane: III d. gross.

1654) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/11 // 1395-1402 // banna

Rec. a Jaymeta, meretrice de Vap(...), quia abstulit capucium Martine, eius socie, et eam traxit per capillos, dictumque capucium et uvetam (?) ipsius Martine secum deportavit: II fl. III d. gross.

1656) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/11 // 1395-1402 // banna

Rec. a Stephano Rosserii, burgense Avilliane, quia percuxit vocatam Tripanam, meretricem, de quodam plombo super quo laborat suas stringas; mitigata sibi pena quia fecerunt pacem: IX d. gross.

1661) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/11 // 1403-1405 // banna

Rec. a Loyſa de Sancto Anthonino de Ros, meretrice, quia percuxit de manu super ore, cum sanguinis effusione, Johannetam de Orgellet et sibi dixit verba injuriosa: VII d. ob. gross.

1662) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/11 // 1403-1405 // banna

Rec. a Nycoletto de Brocella quia percuxit Triam meretricem de palma in massilia, cum sanguinis effusione: XXII d. ob. gross.

1664) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/11 // 1403-1405 // banna

Rec. a fratre Henrico Holaguerii (?), ordinis Humiliatorum de Avilliana, quia de nocte repertus fuit ad prostibulum cum quadam muliere, et cum armis et curtis vestibus: VI scut. regis et XIII d. ob. gross.

1665) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/11 // 1407-1413 // banna

Rec. a Micheletto Naser pro quodam penali precepto sibi facto ad instanciam Johannis de Perusia, ut locare non deberet quamdam domum suam sitem in burgo veteri Avilliane, subtus portam dicti burgi, aliquibus meretricibus, sub pena solidorum viginti: II d. III quartos et tres quartos duodecime.

1666) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/11 // 1407-1413 // banna

Rec. ab Angelino de Ogatino, fustaniero, quia inculpabatur traxisse per capillos quandam Johannetam, filiam communem, et eam percuxisse de quodam lapide uno ictu, et contra eam dagam evaginase, irato animo: III fl. p. p.

1667) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/11 // 1407-1413 // banna

Rec. a Johanne de Bressa pro eo quia debuit treynare quamdam meretricem vocatam Ysabellam, nulla denunciatione precedente; facta sibi gratia quia pauper et forensis: III d. gross. p. p.

1671) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/11 // 1407-1414 // banna

Rec. a quodam presbitero qui fuit repertus in prostibulo cum quadam muliere: V d. cum quarto gross. p. p.

1674) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/12 // 1414-1415 // banna

Rec. a Francisquino Caczardi de Avilliana, pro eo quia inculpabatur dixisse Margarite, uxori Aymonodi Caczardi de Avilliana, quod ipsa erat valdesa et vega putana ribalda, prout lacius continetur in processu contra eam formato in curia Avilliane; facta fuit sibi gracia attento quod est tabernarius et semper plenus vino, malique regiminis est: I fl. et dimidium p. p.

1677) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/13 // 1415-1416 // banna

Rec. a Petro Poterii pro eo quia reperte fuerunt due mulieres comunes in domo sua post duas horas noctis, bibentes et comedentes, contra formam capitulorum Avilliane: III d. gross.

1679) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/13 // 1415-1416 // banna

Rec. a Vullelmo Perrachii de Sangano et Heustacio Regis de Ploczasco pro eo quia inculpabantur percussisse quandam mulierem communem et meretricem, absque sanguinis effusione: XVIII d. gross.

1683) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/13 // 1416-1417 // banna

Rec. a (Petro Poterii communitatis Avilliane) pro quadam compositione per eum factam pro Anna eius uxore, quia inculpabatur traxisse per capillos quandam mulierem communem, contra eius voluntatem; facta sibi gratia: III d. gross.

1684) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/13 // 1416-1417 // banna

Rec. a Stephano Berlionis, pro eo quia inculpabatur dixisse verbum injuriosum uni ex familiaribus curie, et recusasse aperire hostium cuiusdam domus in qua erat cum quadam muliere comuni; facta sibi gratia: IV d. ob. gross.

1688) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/13 // 1417-1418 // banna

Rec. a Jaquemeta de Rocheta, muliere communi, pro eo quia inculpabatur ruffianasse Marion eius nepotem; facta sibi gratia; IV fl. et dimidium p. p.

1689) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/13 // 1417-1418 // banna

Rec. a Thoma de la Vieta pro eo quia, conjugatus, inculpabatur adulterium commisisse cum quadam muliere communi: II fl. III d. gross.

1691) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/13 // 1417-1418 // banna

Rec. a Thoma More pro eo quia inculpabatur ivisse nocti tempore per Avillianam, sine lumine, et attentasse intrare infra domum cuiusdam mulieris comunis; facta sibi gratia: I fl. VIII d. ob. gross.

1692) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/13 // 1418-1419 // banna

Rec. a Bertramino Bollate et Henrico furbissore, pro eo quia inculpabantur intrasse domum habitationis Jachete, mulieris comunis, et cognoscere volebat (!) ultra eius voluntatem; facta eis gratia quia pauperes sunt: IX d. gross. p. p.

1693) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/14 // 1418-1419 // banna

Rec. a Michaele Valdeti (?) pro eo quia inculpabatur voluisse intrare domum cuiusdam mulieris suspecte: XIII d. ob. gross.

1695) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/14 // 1418-1419 // banna

Rec. a Johanne Cucha pro eo quia inculpabatur noctis tempore unam mulierem communem in domo sue habitationis ducisse, contra formam capitulorum Avilliane; facta sibi gratia: VI d. III quartos gross. p. p.

1697) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/14 // 1418-1419 // banna

Rec. a Bartholomeo J... eo quia inculpabatur dixisse verba injuriosa, presente manderio vocato Nossone (?), Johanne, uxoris Johannis Blancheti, et quod erat meretrix; et facta sibi gratia: XIII d. ob. gross.

1700) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/14 // 1419 // banna

Rec. a Bertramino armurerio, pro eo quia volebat intrare domum cuiusdam mulieris meretricis, ultra eius voluntatem: IX d. gross. p. p.

1701) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/14 // 1419 // banna

Rec. a Johanneta de Luca, meretrice, pro quadam accusa contra eandem facta: VI d. gross. p. p.

1703) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/14 // 1419 // banna

Rec. a Thoma de la Vieta eo quia comisit adulterium cum quadam meretrice; attento quid erat uxoratus: XII d. gross. p. p.

1704) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/14 // 1419 // banna

Rec. a Petro Poterii eo quia eius femina habuit rixam cum quadam alia muliere meretrice et ipsam percussisse, videlicet: VII d. ob. gross. p. p.

1705) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/14 // 1419-1420 // banna

Rec. a Berthino Naseti pro quia percussit cum una barreta super una tibia Jaquetam, quasi meretricem: IV d. ob. gross. p. p.

1706) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/14 // 1419-1420 // banna

Rec. ab Amedeo, filio Johannis Valeti de Bezano, ea quia dixerat pluries Petro Poterii quod erat leno; et etiam inculpatus fuit quod ipsum voluit percutere: II fl. VI d. ob. gross. p. p.

1707) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/14 // 1419-1420 // banna

Rec. a Laurencio Francho, habitatore Aviliane, pro eo quia dixerat Petro Poterii, coram castellano, quod erat unus leno: IV d. ob. gross. p. p.

1708) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/15 // 1420-1421 // banna

Rec. a Clementia, uxore Johannis filii quodam Ypoliti Gay, et ab ipso Johanne, pro eo quia ob culpam dicte mulieris vitam inhonestam ducentis et tenentis luppanar in domo sua die noctuque, contra honorem et voluntatem vicinorum, ad eo quod sui culpe percussus fuit locumtenens dicti nobilis castellani, et alie rixe et maleficia ibidem perpetrata; facta est gratia: III fl. IX. d. gross.

1709) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/15 // 1420-1421 // banna

Rec. a Margarita, filia Petri Foveron, eo quia inculpabatur retraxisse in domo sue habitationis meretrices publicas, contra formam capituli Avilliane: IX d. gross. monete veteris.

1711) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/15 // 1422-1423 // banna

Rec. ab Aymerico Meyrerii de Bardoneschia, asserto vicecollectore Pape, pro eo quod cum per familiares curie in prostibulo, noctis tempore, fuerit reppertus, et tandem eum propter quedam verba ibidem ab eo fatue prolata, vellent adducere ad presentiam castellani, ecce quod, fingens se velle bere, evadare attemptavit et cum gladio evaginato contra eosdem resistenciam (fecit); facta ei gratia quia fatuus et forensis: II fl. p. p.

1712) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/15 // 1422-1423 // banna

Rec. a Margarita de Valle Augusta, meretrice, pro eo quia videns in prostibulo quendam virum aliam meretricem supponentem, ipsum virum perturbavit, auferrence eius capucium et lapides trahens contra eosdem: facta ei gracia quia fatua: IX d. gross.

1713) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/15 // 1422-1423 // banna

Rec. a fratre Solutore, monaco, eo quia in loco inhonesto cum quadam meretrice per familiarem fuit repertus: I fl. I d. gross. et dimidium.

1717) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/16 // 1423-1424 // banna

Rec. a Johanne Stephani alias Lancea Vega, pro adulterio, ut asserebat comisso cum quadam meretrice: II fl. et dimidium p. p.

1720) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/16 // 1423-1424 // banna

Rec. a Johanne Porterii quia percussit in naso pulcram Caterinam meretricem: III fl. p. p.

1722) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/16 // 1423-1424 // banna

Rec. ab Henrico Scii, dorerio, inculpato simile concubinium ad similitudinem et vilipendium matrimonii contraxisse cum quadam muliere meretrice; facta ei gratia quia pauper: XII d. gross. p. p.

1724) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/16 // 1424-1425 // banna

Rec. a Thoma Gili, inculpato adulterium comisisse cum quadam dicta la Borgeta, muliere commune, ea invicta: IX d. gross.

1727) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/16 // 1426-1427 // banna

Rec. a Guigone Feysanda, inculpato percussisse Barbarinam meretricem cum una rubata; facta sibi gratia quia fecit fallaciter: VI d. III quartos gross.

1728) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/16 // 1426-1427 // banna

Rec. a Contro de Alamanie, inculpato percussisse de pugno quamdam meretricem: VI d. III quartos gross.

1730) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/17 // 1428-1429 // banna

Rec. a Glaudio Morardi de Bozolen, quia repertus fuit in prostibulo contra franchisiam Avilliane; deducta tertia parte accusatoris: XVIII d. II partes et sextam unius d. gross.

1731) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/17 // 1428-1429 // banna

Rec. ab Anna, muliere meretrice, inculpata verberasse quamdam aliam videlicet (en blanc/ en marge: vide quia non est quantitas. On a ensuite annulé tout le texte et ajouté en marge: nihil et vacat)

1737) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/17 // 1429-1430 // banna

Rec. a Perroneto Coglardi, reperto cum quadam ribalda comexisse (!) adulterium: deducta tertia parte accusatoris: IX fl. p. p.

1743) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/19 // 1433-1434 // banna

Rec. a Paulino Viaci (?) de Provincia, eo quia inventus (fuit) in prostibulo licet esset conjugatus: III fl. IX d. gross. p. p.

1745) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/19 // 1434-1435 // banna

Rec. ab Anthonio, filio Petri de Jacobo, eo quia debuit misisse manum suam gladio, causa percutiendi Biatrixiam Morandam et Mariam Johannetam, meretrices: VI d. gross.

1746) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/19 // 1434-1435 // banna

Rec. a Johanne Portalli de Javeno, uxorato, eo quia repertus fuerit ad prostibulum: II fl. III d. gross.

1747) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/19 // 1434-1435 // banna

Rec. a Vullelmo Guchouti (?), uxorato, eo quia fuit repertus ad prostibulum: IX d. gross.

1748) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/19 // 1435-1436 // banna

Rec. a Percevallo de Bardonechia, eo quia fuit repertus in loco prostibulari; deducta tamen tertia parte accusatoris: I fl.

1749) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/19 // 1435-1436 // banna

Rec. a Johanino Vee (?) eo quia fuit repertus in loco prostibulari, deducta tamen tertia parte accusatoris, videlicet I fl. IX d. gross. p. p.

1759) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. a magistro Janino, inculpato percussisse in mamellis cum unglis margaritam meretricem, eius concubinam, contra eius voluntatem: XI d. cum quarto gross. p. p.

1760) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. a Colleta, amaxia Colini de Prato dicti l'Enfant de Parys, quia inculpabatur percussisse quamdam aliam meretricem cum pugno, sine sanguinis effusione: IV d. ob. gross.

1761) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. a Blanchia, amaxia Guillelmi Morelli, simili de causa: IV d. ob. gross.

1762) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. ab Anthonia, amaxia Anthonii de la Valle, causa predicta: IV d. ob. gross.

1764) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. a Johanne de Berto eo quia, uxoratus, fuit repertus in loco prostubulari (!): I fl. p. p.

1767) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. a Johanne de Valport, inculpato percussisse quamdam mulierem communem, uno ictu cum manu, cum eam supposuit: I d. ob. gross.

1769) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. a Petro Gay quia inculpabatur commisisse adulterium et lenocinium cum quadam muliere commune: presente domino iudice: V fl. III d. gross.

1770) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1438-1439 // banna

Rec. a magistro Hugone Panissore (?), inculpato adulterium comisisse cum quadam muliere prostibulari conjugata: I fl. VI d. gross.

1772) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1439-1440 // banna

Rec. a Margarita, muliere inhonesta, eo quia fecit figam contra Henricum Belli, nuncium curie Avigliane; accusata per eundem: I fl. X d. ob. gross.

1776) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/21 // 1440-1441 // banna

Rec. a Johanneta, muliere inhonesta, eo quia inculpabatur inhonestatem fecisse in burgo novo Avilliane et alibi in dicto loco, contra prohibitionem capitulorum Avilliane: II fl. IX d. gross.

1777) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1440-1441 // banna

Rec. a Petro Gay eo quia comisit adulterium cum Catherina meretrice: VII fl. et dimidium.

1778) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1440-1441 // banna

Rec. a Catherina predicta eo quia dictus Petrus uxoratus eam carnaliter cognovit: III fl. IX d. gross.

1779) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1440-1441 // banna

Rec. a Margarita, muliere inhonesta, eo quia debuit dixisse verba injuriosa furti Petro Gay: XXII d. gross.

1781) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1440-1441 // banna

Rec. a quadam muliere inhonesta, amaxia Michaelis Cayne, eo quia debuit adulterium commisisse: II fl. III d. gross.

1783) Turin // Avigliana // Avigliana // PIG 2/1/21 // 1440-1441 // banna

Rec. a Petro Cortesio et Johanneta, muliere inhonesta, eo quia carnaliter cognoverat in burgo veteri Avilliane, contra formam capitulorum Avilliane: XII d. gross.

1784) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1440-1441 // banna

Rec. a Laurencio Rubei, jurisdictionis Brianazoni, eo quia inculpabatur adulterium commisisse cum quadam muliere inhonesta: III fl. p. p.

1785) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/22 // 1441-1442 // banna

Rec. ab Humberto, servienti generali, eo quia debuit verberasse Johannetam, mulierem inhonestam, videlicet: II fl.

1787) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1441-1442 // banna

Rec. a Frayljno de Laynasco, eo quia fuit repertus in loco prostibulari, et est uxoratus; et ibidem fecit rumorem: IV fl. III d. gross.

1788) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/22 // 1441-1442 // banna

Rec. a Michaele Nepotis, eo quia debuit verberasse Caterinam, mulierem inhonesta, pugillis, et in terram prostraxisse: I fl. VI d. gross.

1802) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/26 // 1453-1454 // banna

Rec. a Johanne Meranda quia lenocinium dicebatur (fecisse) cum eius uxore: IV fl. et dimidium.

1803) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/21 // 1453-1454 // banna

Rec. a quodam solacino qui adulterium commisisse dicebatur cum uxore Johannis Merenda, videlicet: III fl. p. p.

1804) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/27 // 1455-1456 // banna

Rec. ab Anthonio de Rippalta pro injuriis dictis Petro Luciati, et quia in bona vicina acceptavit unam meretricem: III d. gross. p. p.

1812) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/28 // 1460-1461 // banna

Rec. a Johanne Dannati (?) pro se et eius uxore, quia de lenocinio eorum pedissece inculpabantur; et pro penis spretis et commissis; pro quibus composuerunt ad XII fl.: XI fl.

1813) Turin // Avigliana // ? // PIG 2/1/28 // 1460-1461 // banna

Rec. a Dominico Poyntenerii eo quia inculpabatur de lenocinio sue uxoris et aliter; composuit ad X fl.: VII fl. d. gross. p. p.

1848) Turin // Collegnio // // PIG 32/1/1 // 1323-1324 // banna

De V s. receptis de Manfredo Materello quia butavit quamdam pecatricem.

1850) Turin // Pianezza // ? // PIG 59/1/1 // 1312 // banna

De XV s. receptis de filio Bosgheti quia percuxit quamdam vilem mulierem.

1873) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/4 // 1335-1337 // banna

Recepit a Morello Testa quia duxerat cuidam mulierem que erat meretrix: II den. gross.

1886) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/10 // 1362-1367 // banna

Rec. a bastardo de Comachotra quia de pugno percuxit quamdam meretricem: XV s.

1887) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/11 // 1369-1371 // banna

Rec. ab Anthonio de Bilia quia quidam eius famulus percuxit quamdam meretricem de uno tridente: I fl. et dimi.

1888) Turin // Rivoli // Rivoli // PIG 65/1/11 // 1375-1377 // banna

Rec. a Perroneto Brutin de Rippolis quia applicuit ad terram quamdam meretricem: IV libr. vienn.

1894) Turin // Rivoli // Rivoli // PIG 65/1/12 // 1378-1380 // banna

Rec. a Jaquemeto de Ambrosino de Boscho, eo quia Nicolam meretricem maliciose cepit per capillos et eam projexit ad terram: XX s. bone monete ad XXXVI.

1896) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/12 // 1381 // banna

Rec. a Bartholomeo Belligni pro eius filio inculpato carnaliter cognovisse quamdam meretricem contra suam voluntatem: IX d. gross. b. p.

1897) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/12 // 1381 // banna

Rec. a dicto Aragaon quia eius spurius attentavit cognoscere quamdam meretricem: IV d. ob. gross. p. p.

1898) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/12 // 1381 // banna

Rec. a Petro Fantineti quia debuit cognoscere quamdam meretricem carnaliter: III fl. p. p.

1899) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/12 // 1381 // banna

Rec. a Zapoto quia inculpabatur carnaliter cognovisse quamdam meretricem contra suam voluntatem: IX d. gross. b. p.

1900) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/12 // 1381 // banna

Rec. a Rogerio de Rogeriis quia attentavit cognoscere carnaliter unam meretricem: I fl. et dim. auri b. p.

1904) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/12 // 1384-1386 // banna

Rec. a Petro (en blanc) quia inculpabatur intrasse quamdam domum unius meretricis ultra eius voluntatem: IX d. gross. p. p.

1905) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/12 // 1384-1386 // banna

Rec. a Petro Petroleyrii pro eodem: IX d. gross. p. p.

1912) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/14 // 1391-1394 // banna

Rec. a Nycloa textrice quia contra quoddam preceptum reduxit quasdam mulieres inhonestas: XIII d. ob. gross. b. p.

1927) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/18 // 1416-1417 // banna

Rec. a Michaelae Bunignano quia plures adulteravit cum uxore Jacobi de Henrioeto et contra prohibitionem mariti cum armis intravit domum suam. Facta compositione in presentia capitanei; attenta eius paupertate et quia mulier predicta reputatur inhonesta: III flor. IX d. gross. b. p.

1932) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/18 // 1419-1420 // banna

Rec. a Michaelae Gareto quia inculpabatur comisisse adulterium cum uxore Anthonii Borcelloti, muliere inhonesta: VI fl. b. p.

1933) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/18 // 1419-1420 // banna

Rec. a Bertholino, filio Johannis Zastelleti, quia noctis tempore fuit repertus in domo Anthonii Caricii cum quadam muliere inhonesta: III fl. b. p.

1935) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/19 // 1420-1421 // banna

Rec. ab Ysabella de Universo (!) quia, licet inhonesta, inculpabatur adulterasse cum Perineto, magistro campanarum: III fl. b. p.

1936) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/19 // 1420-1421 // banna

Rec. a predicto Perineto, magistro campanarum, quia inculpabatur adulterasse cum dicta Ysabella muliere inhonesta: VII fl. VI d. gross. p. p.

1938) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/19 // 1422-1423 // banna

Rec. a Dominico Vechi quia debuit intrasse domum Anthonii Terrecii propter eius uxorem, que est inhonesta; et pro preceptis non observatis: II fl. V d. et quartum gross. p. p.

1939) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/19 // 1423-1424 // banna

Rec. ab Anthonieto Mota quia cognovit carnaliter eius pedissequam inhonestam: VII fl. VI. d. gross. p. p.

1940) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/19 // 1423-1424 // banna

Rec. a Martino Costa quia inculpabatur adulterasse cum quadam muliere inhonesta: XIII d. ob. gross. p. p.

1945) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/20 // 1427-1428 // banna

Rec. a quodam de Ulcio quia inculpabatur cepisse pecunias cuiusdam meretricis: VI d. gross. p. p.

1947) Turin // Rivoli // ? // PIG 65/1/21 // 1431-1432 // banna

Rec. a Leone Provane pro rixa habita cum quadam meretrice: III fl. p. p.

1996) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/5 // 1354-1357 // banna

Rec. ab Anthonio Certana pro eo quia violenter voluerat cognovisse (!) Margaritam, filiam Thome Tastaxi; et non bene probabatur; et quia meretrix est facta fuit sibi gratia per iudicem et castellanum: XX fl.

2024) Turin // Lanzo // Pessineto // PIG 41/1/7 // 1363-1364 // banna

Rec. a Petro Bellino de Pessineto quia de una randa percuxit quamdam metricem: XL s. vien.

2171) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/12 // 1390-1391 // banna

Rec. ab Anthonio Bocio quia inculpabatur adulterium comisisse cum quadam mererice: XXIV s. vienn.

2180) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/13 // 1392-1396 // banna

Rec. ab Anthonio Pauperat eo quia credidit habitare cum quadam meretrice, et non potuit: XLVIII s. vienn.

2199) Turin // Lanzo // Pessineto // PIG 41/1/16 // 1405-1406 // banna

Rec. a Perrino de Barrata de Pexineto, quia debuit intrare domum Perrote, volens eam supponere; attento quod est meretrix: XIII d. ob. gross. b. p.

2202) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/17 // 1408-1409 // banna

Rec. ab Anthonio Laurencii de Chamberiaco, quia debuit percuxisse Jacobinam, filiam Anthonii Fantini, et ei dixisse «putayn petaxa»: XI d. I gross. b. p.

2207) Turin // Lanzo // Lanzo // PIG 41/1/19 // 1414-1415 // banna

Rec. a dicto Johanne (filio quondam Franchisquini) de Blado (de Lanceo), quia de noctis tempore intravit domum habitationis Agnexone, filie quondam Johannis Joffredi commorantis lancei, animo ipsam supponendo. Facta sibi gracia meretrix dicitur: IV d. ob. gross. b. p.

2213) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/21 // 1418-1421 // banna

Rec. a Stephano de Girandino, habitatore Lancei, quia adulterium comisit cum quadam muliere pectana de Valle Sicida: VII fl. VI d. gross. b. p.

2214) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/22 // 1421-1424 // banna

Rec. a Benedicto de Laurencio quia inculpabatur cepisse certos denarios cuidam mulieri pecatrici nominate Maria: III d. III quart gross. p. p.

2230) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/25 // 1429-1430 // banna

Rec. a Johannino, filio Rossetti de Bussono, quia dicit « putan »: IV d. gross. p. p.

2235) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/27 // 1433-1434 // banna

Rec. a Petro de Blado de Lanceo, quia adulterium fecit et comisit cum Belloyda, uxore Mathei de Alorio, et de omnibus occassionibus ipsius processus subsecutis; facta gratia: ipsa mulier quasi ut meretris reputabatur: XIX fl. d. gross. p. p.

2243) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/29 // 1436-1437 // banna

Rec. ab Anthonio Cubiti, filio quondam Martini de Buscheto, parrochie Canturie, quia voluit violare Anthoniam, uxorem Petrini de Aldixia; facta gratia quia est testificatum voce et fama ipsam esse meretricem et se inhoneste gubernare; videlicet: VII fl. et dim. b. p.

2282) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/33 // 1445-1446 // banna

Rec. a Johannino, filio Bertini Care, nuncio curie, quia carnaliter cognovit Johanna, uxorem Nicolini de Ansermo, adulterium commictendo; facta gratia quia vilis mulier: VI d. gross. p. p.

2401) Turin // Lanzo // ? // PIG 41/1/5 // 1357-1358 // banna

Rec. ab eadem¹ quia injuriam fecit cuidam meretrici: XII s.

¹ Il s'agit d'une certaine *Magna Jacobina*.

ANNEXE 3

A) DIOCESE DE SION

Circonscription	Nombre d'amendes	%
Conthey	4	18.2
Saillon	1	4.5
Entremont	4	18.2
Monthey	2	9.1
Ollon	1	4.5
Chillon	7	31.8
Martigny	1	4.5
Saint-Maurice	2	9.1
Total	22	99.9

B) DIOCESE D'AOSTE

Circonscription	nombre d'amendes	%
Aoste	12	41.4
Valdigne	1	3.4
Châtelargent	6	20.7
Bard	6	20.7
Montjovet	1	3.4
Non localisé	2	6.9
Cly	1	3.4
Total	29	99.9

C) DIOCESE DE TURIN

Circonscription	nombre d'amendes	%
Suse	43	23
Avigliana	105	56.1
Pianezza	1	0.5
Rivoli	23	12.3
Lanzo	14	7.5
Collegno	1	0.5
Total	187	99.9

E) Les délits¹ et leur poids relatif: diocèse de Sion

Type de délit	Nombre	Proportion en %
Autre	1	4.3
Carnaliter cognoscere	1	4.3
Effraction	3	13
Incertitude	1	4.3
Injures	15	65.2
Viol + tentative de viol	1	4.3
Violence	1	4.3
Total	23	99.7

F) Les délits et leur poids relatif: diocèse d'Aoste

Type de délit	Nombre	Proportion en %
Adultère	2	6.9
Autre	3	10.3
Effraction	1	3.4
Fréquentation suspecte ²	1	3.4
Incertitude	7	24.1
Injures	1	3.4
Viol + tentative de viol	2	6.9
Violence	11	37.9
Vol	1	3.4
Total	29	99.7

¹ Il vaut mieux comptabiliser le nombre de délits et non le nombre d'amendes pour approcher au plus près les problèmes de délinquance: une seule amende peut en effet punir plusieurs délits.

² Sont comprises sous ce termes les amendes où le seul reproche fait à l'accusé est d'avoir été surpris en compagnie d'une prostituée. Par exemple: *recepit a Dominico Anthonieti pro eo quia ipse fuit inventus cum quadam meretrice [...]* (no 891).

G) Les délits et leur poids relatif: diocèse de Turin

Type de délit	Nombre	Proportion en %
Adultère	30	15.9
Autre	11	5.8
Carnaliter cognoscere	3	1.6
Effraction	11	5.8
Fréquentation suspecte	9	4.8
Incertitude	9	4.8
Injures	12	6.3
Proxénétisme	11	5.8
Résidence	9	4.8
Viol + tentative de viol	8	4.2
Violence	71	37.6
Vol	5	2.6
Total	189	100

H) Distribution chronologique des délits par période d'un demi-siècle: diocèse de Sion

	Autre		Carnaliter cognoscere		Effraction		Incertitude		Injures		Viol		Violence		Total	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
1301-1350									3	20					3	13
1351-1400	1	100							8	53.3					9	39.1
1401-1450			1	100	3	100			4	26.7	1	100	1	100	10	43.5
1451-1500							1	100							1	4.3
TOTAL	1	100	1	100	3	100	1	100	15	100	1	100	1	100	23	99.9

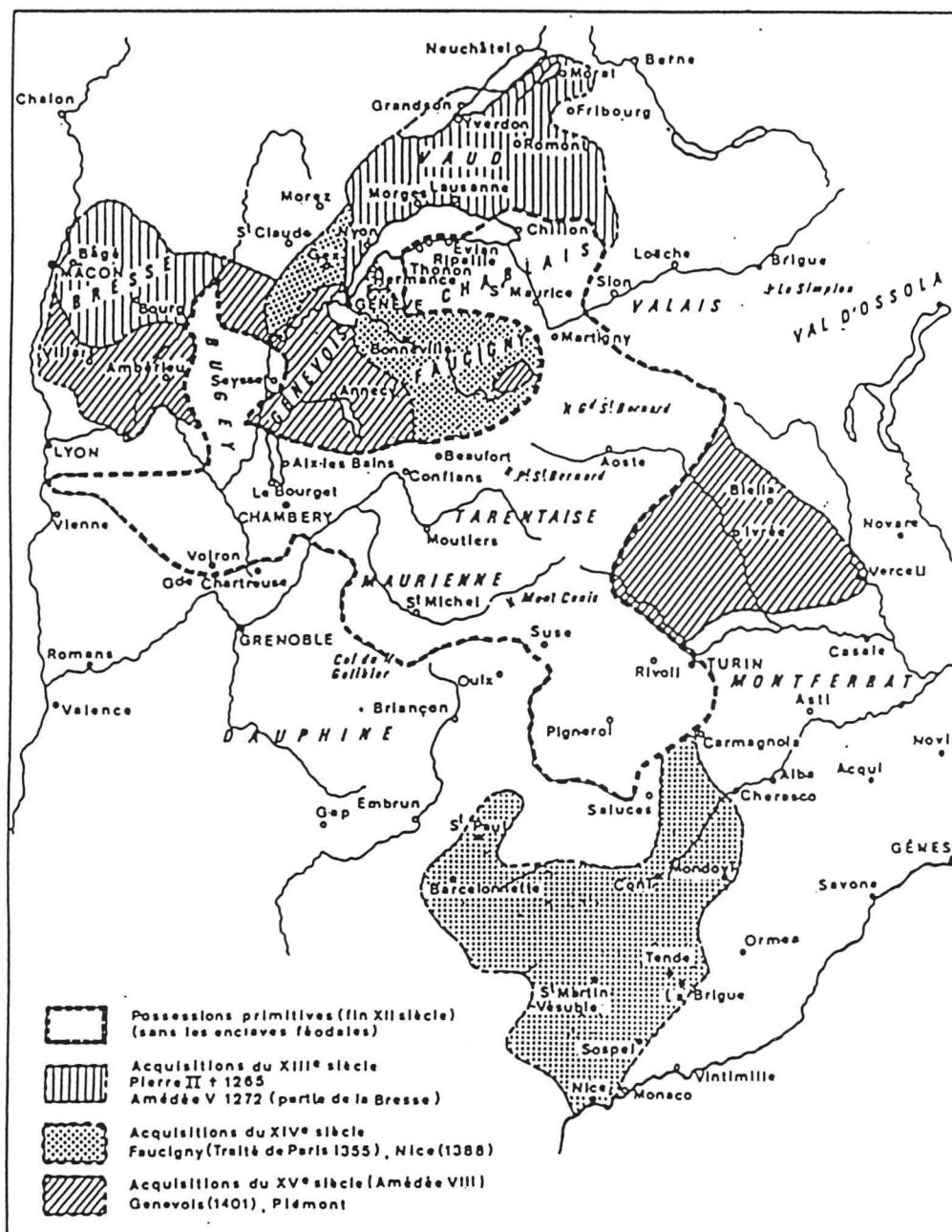
I) Distribution chronologique des délits par période d'un demi-siècle: diocèse d'Aoste

	adultère		autre		effraction		fréq.susp.		incertitude		injures		viol + tent.		violence		vol		total	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
1301-1350			1	33.3							1	100							2	7.1
1351-1400	2	100	1	33.3					5	71.4					5	45.5	1	100	12	42.9
1401-1450			1	33.3	1	100	1	100	2	28.6			2	100	6	54.5			14	50
TOTAL	2	100	3	99.9	1	100	1	100	7	100	1	100	2	100	11	100	1	100	29	100

J) Distribution chronologique des délits par période d'un demi-siècle: diocèse de Turin

	adultère		autre		carnaliter cognoscere		effraction		fréq. suspecte		incertitude		injures		proxénèt.		résidence		viol+ tent.		violence		vol		total	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%		
1301-1350			1	9.1			1	9.1			1	11.1	2	16.7					1	12.5	19	26.8			25	13.2
1351-1400	2	6.7	4	36.4	1	33.3	4	36.4			3	33.3	2	16.7			4	44.4	4	50	18	25.4	2	40	44	23.3
1401-1450	26	86.7	6	54.5	2	66.7	6	54.5	9	100	3	33.3	8	66.7	5	45.5	4	44.4	2	25	32	45.1	3	60	106	56.1
1451-1500	2	6.7									2	22.2			6	54.5	1	11.1	1	12.5	2	2.8			14	7.4
TOTAL	30	100.1	11	99.9	3	100	11	99.9	9	100	9	99.9	12	100.1	11	100	9	99.9	8	100	71	100.1	5	100	189	100

ANNEXE 4

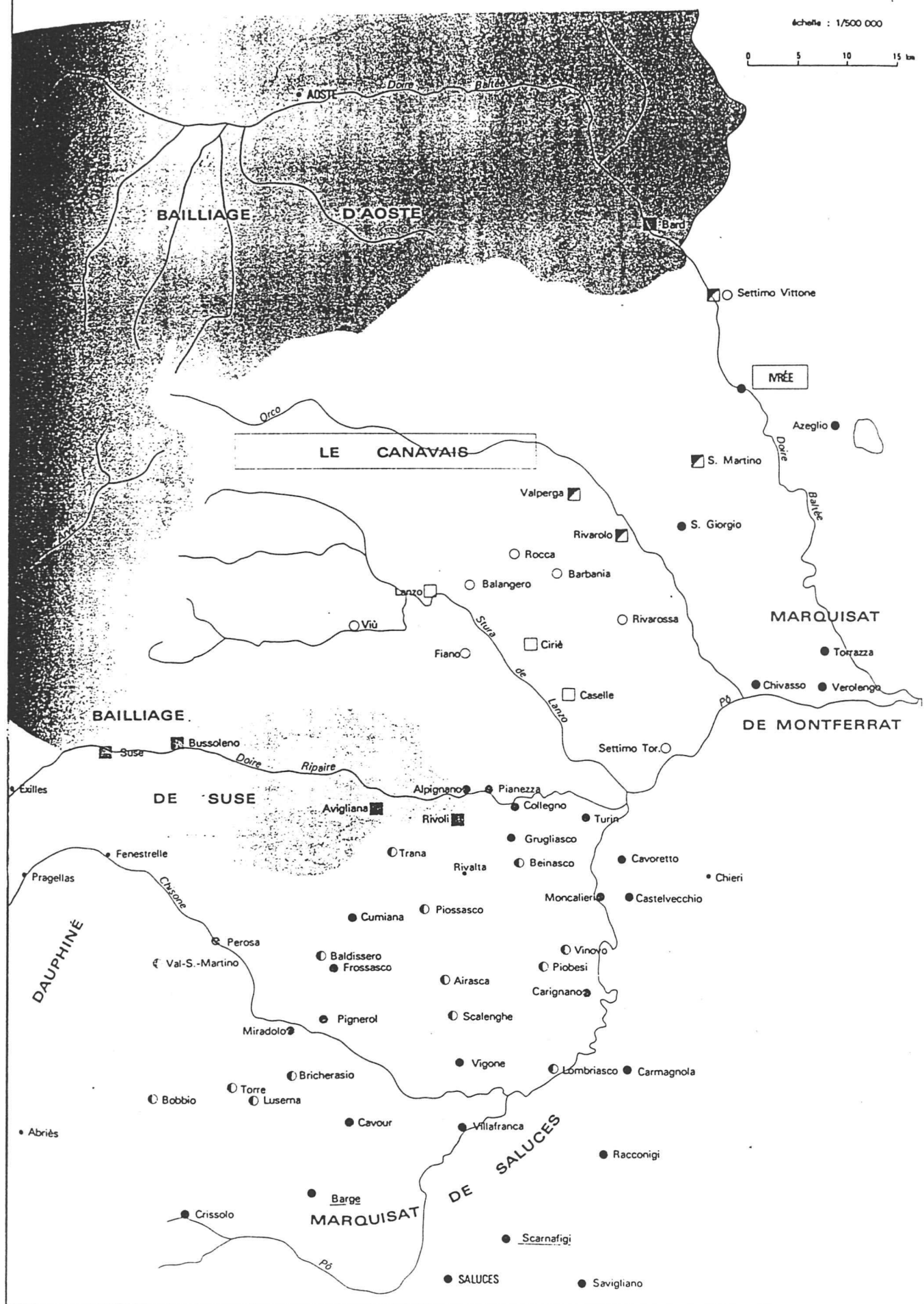


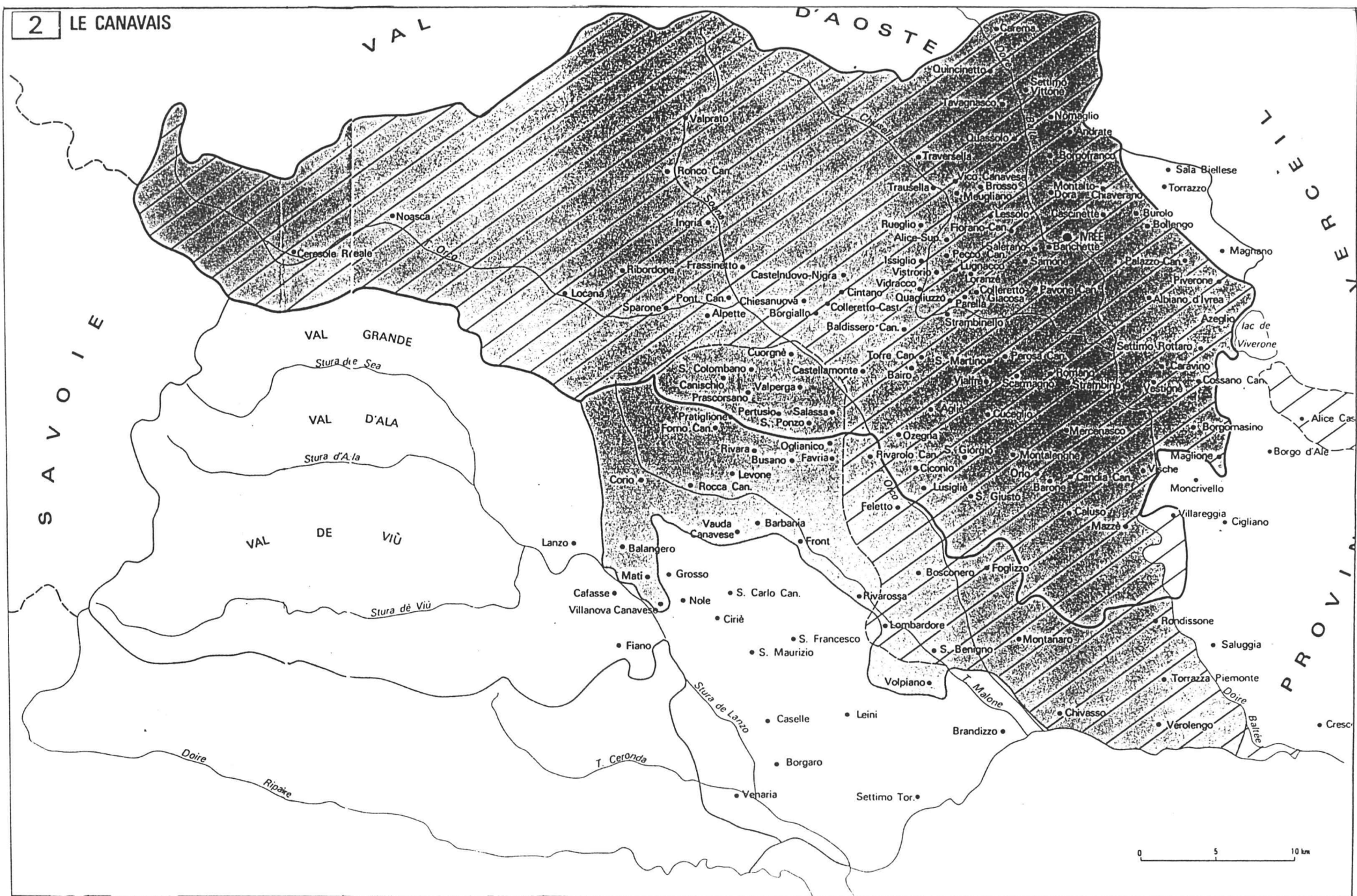
12. EVOLUTION DE L'ÉTAT SAVOYARD DU XII^e AU XV^e SIÈCLE.

in Histoire de la Savoie, sous la dir. de Paul Guichonnet,
Toulouse, 1988.

in Atlas historique français, sous la dir. de R.-H. Bautier, Paris, 1979

LE PIÉMONT VERS 1340





in Atlas historique français, sous la dir. de R.-H. Bautier, Paris, 1979

Bibliographie

Sources imprimées

Statuta Sabaudiae, Turin, 1505.

Statuta Communis Casalis, a cura di A. Cibrarius, in *Monumenta Historiae patriae, Leges Municipales*, 1838, vol. II.

Statuta Civitatis Montiscalerii, a cura di Petrus Datta, in *Monumenta Historiae patriae, Leges Municipales*, 1838, vol. II.

Statuta Communis Vercellarum, a cura di G. Adriani , in *Monumenta Historiae patriae, Leges Municipales*, 1876, vol. XVI, tome 2.

Gli Statuti di Pinerolo, a cura di D. Segato, in *Monumenta Historiae patriae, Leges Municipales*, 1955, vol. XX, tome 4.

Statuti criminali del comune di Chieri, a cura di F. Cognasso, *Monumenta Historiae patriae, Leges Municipales*, 1955, vol. XX, tome 4.

Statuti di Garessio, a cura di G. Barelli, E. Durando, E. Gabotto, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1907, vol. XXVII.

Statuta Barbanie, Corpus Statutorum Canavisii, a cura di G. Frola, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1918, vol. XCII.

Statuta Clavaxii, Corps Statutorum Canavisii, a cura di G. Frola , in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1918, vol. XCIII.

Statuta Valperge,Corpus Statutorum Canavisii, a cura di G. Frola, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1918, vol. XCIV.

Statuta Loci Vartii, Carte e Statuti dell'agro Ticinese, a cura di R. Soriga, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1932, vol. CXXIX.

Statuti di Savigliano, a cura di I. Mario Sacco, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1933, vol. CXXV.

Statuti di Revigliaco Torinese, a cura di E. Bianco di San Secondo, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1933, vol. CXXXVII, part. I.

Gli Statuti del Comune di Torino del 1360, a cura di D. Bizzarri, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1933, vol. CXXXVIII.

Gli Statuti di Bra, a cura di E. Mosca, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1958, vol. CLXXXII.

Statuti di Lesegno, a cura di G. Barelli, G. Gay di Quarti, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1966, vol. CLXXXIV, part. III.

Statuti del comune di Ivrea, a cura di G. S. Pene-Vidari, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1968-1969, vol. CLXXXV, CLXXXVI.

Gli Statuti di Genola, a cura di R. Comba, in *Biblioteca della Società Storica Subalpina*, 1970, vol. CLXXXVII, part. I.

Ouvrages et articles

ARTIFONI, Enrico, "I Ribaldi. Immagini e istituzioni della marginalità nel tardo medioevo piemontese", in *Piemonte medievale. Forme del potere e della società*, Turin, 1985, pp. 227-248.

Aspects de la marginalité au Moyen Age, actes du premier colloque de l'Institut d'études médiévales de l'Université de Montréal, sous la dir. de G. Allard, Montréal, 1975.

BRONDY, Réjane, DEMOTZ, Bernard, LEGUAY, Jean-Pierre, *La Savoie de l'an mil à la Réforme*, Ouest France, 1984.

BRUNDAGE, James A., «Sumptuary laws and prostitution in late medieval Italy», in *Journal of Medieval History*, 1987, pp. 343-355.

BRUNDAGE, James A., «Carnal delight: canonistic theories of sexuality», in *Proceedings of the Fifth International Congress of Medieval Canon Law*, 1980, pp. 361-385.

BULLOUGH, Vern L., BRUNDAGE, James, ed., *Sexual Practices & the Medieval Church*, New York, 1982.

BULLOUGH, Vern L., *The History of Prostitution*, New-York, 1964.

CHAUVIN, Charles, *Les chrétiens et la prostitution*, Paris, 1983.

CHEVAILLER, Laurent, "La police religieuse, économique et sociale en Savoie d'après les "Statuta Sabaudiae" d'Amédée VIII (1430)", in *Mémoires et documents publiés par l'académie chablaisienne*, 1977, pp. 11-33.

CHEVAILLER, Laurent, « Une source inédite du droit savoyard: les *Antiqua Sabaudiae Statuta* d'Amédée VIII de 1402-1404 », in *Bulletin philologique et historique*, 1960, pp. 361-391.

CHIFFOLEAU, Jacques, *Les justices du pape. Délinquance et criminalité dans la région d'Avignon au XIV^e siècle*, Paris, 1984.

COMBA, Rinaldo, "Apetitus libidinis coherceatur; structures démographiques, délits sexuels et contrôle des moeurs dans le Piémont du Bas Moyen-Age", in *Vie privée et ordre public à la fin du Moyen-Age. Etudes sur le Manosque, la Provence et le Piémont (1250-1350)*, sous la dir. de Michel Hebert, Aix-en-Provence, 1987, pp. 65-101.

COMBA, Rinaldo, "Les *Decreta Sabaudiae* d'Amédée VIII: un projet de société?", in *Amédée VIII-Félix V, Premier duc de Savoie et pape (1383-1451)*, colloque international Ripaille-Lausanne, 23-26 octobre 1990, Lausanne, 1992, pp. 179-190.

CONSTANT, Monique, "La justice dans une châtelainie savoyarde au Moyen Age: Allinges-Thonon", in *Revue historique de droit français et étranger*, 1972, pp. 374-397.

DUBUIS, Pierre, "Comportamenti sessuali nelle Alpi del basso Medioevo: l'esempio della castellania di Susa", in *Studi Storici*, 1986, pp. 577-607.

DUBUIS, Pierre, « Le Valais savoyard (XII^e-XV^e siècles). Une esquisse », in *La Maison de Savoie et le Pays de Vaud*, 1989, pp. 105-115.

DUBY, Georges, "Au XII^e siècle, les "jeunes" dans la société aristocratique", in *Annales E.S.C.*, 1964, pp. 835-846.

DUBY, Georges, "Le mariage dans la société du haut Moyen Age", in *Il matrimonio nella società altomedievale*, 1977, pp. 15-39.

DULLIN, Etienne, *Les châtelains dans les domaines de la Maison de Savoie en deçà des Alpes*, Chambéry, 1911.

FLANDRIN, Jean-Louis, *Le sexe et l'Occident: évolution des attitudes et des comportements*, Paris, 1981.

GEREMEK, Bronislaw, *Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, 1976, essent. chap. 7.

GONTHIER, Nicole, "Délinquantes ou victimes? Les femmes dans la société lyonnaise du XV^e siècle", in *Revue historique*, 1984, pp. 25-46.

GONTHIER, Nicole, *Délinquance, justice et société dans le Lyonnais médiéval de la fin du XIII^e siècle au début du XVI^e siècle*, Paris, 1993.

HERVEZ, Jean, *Ruffians et ribaudes au Moyen Age, d'après l'Histoire de la Prostitution de Pierre Dufour*, Paris, 1913.

JONES, C., "Prostitution and the rotting class in eighteenth century Montpellier", in *History Workshop*, 6, 1978, pp. 7-29.

LE GOFF, Jacques, *L'imaginaire médiéval*, Paris, 1985.

LE GOFF, Jacques, "Métiers licites et métiers illicites dans l'Occident médiéval", in *Pour un autre moyen-âge: temps, travail et culture en Occident, 18 essais*, Paris, 1977, pp. 91-107.

LORCIN, Marie-Thérèse, "Les paysans et la justice dans la région lyonnaise aux XIV^e et XV^e siècles", in *Le Moyen Age*, 1968, pp. 269-298.

MAZO KARRAS, Ruth, « The regulations of Brothels in Later Medieval England », in *Signs*, 1989, pp. 399-433.

MAZO KARRAS, Ruth, *Common Women. Prostitution and Sexuality in Medieval England*, Oxford, 1996.

OTIS, Leah Lydia, *Prostitution in Medieval Society: the History of an Urban Institution in Languedoc*, Chicago-Londres, 1985.

OTIS, Leah Lydia, « Prostitution and Repentance in Late Medieval Perpignan », in *Women of the Medieval World, Essays in Honor of John H. Mundy*, New-York, 1985, pp. 137- 159.

PANERO, F., "Fonti e studi su istituzioni giudiziarie, giustizia e criminalità nel Piemonte e nella Valle d'Aosta del basso medioevo", in *Ricerche Storiche*, 1990, pp. 467-487.

PAVAN, Elisabeth, "Police des mœurs, société et politique à Venise à la fin du Moyen-Age", in *Revue Historique*, 1980, pp. 241-288.

PAVAN, Elisabeth, « Recherche sur la nuit vénitienne à la fin du Moyen Age », in *Journal of Medieval History*, 1981, pp. 339-356.

PENE VIDARI, Gian Savino, "Sulla criminalità e sui banni del comune di Ivrea nei primi anni della dominazione sabauda (1313-1347)", in *Bollettino storico-bibliografico subalpino*, 1970, pp. 157-211.

PERRY, Mary-Elizabeth, « Lost women in early modern Seville: the politics of prostitution », in *Feminist Studies*, 1978, pp. 195-214.

Piemonte medievale. Forme del potere e della società. Studi per Giovanni Tabacco, Turin, 1985.

PORTEAU BITKER, Annick, "Criminalité et délinquance féminine dans le droit pénal des XIII^e et XIV^e siècles", in *Revue historique de droit français et étranger*, 1980, pp. 13-56.

« Prostitution et proxénétisme », in *Encyclopaediae Universalis*, vol. 13, Paris, 1972, pp. 683-686.

RATH, Brigitte, « Prostitution und Spätmittelalterliche Gesellschaft im Österreichisch-Süddeutschen Raum », in *Frau und Spätmittelalterlicher Alltag*, 1986, pp. 553-574.

ROPER, Lyndal, "Discipline and Respectability: Prostitution and the Reformation in Augsburg", in *History Workshop*, 1985, pp. 3-28.

ROSSIAUD, Jacques, "Fraternités de jeunesse et niveaux de culture dans les villes du Sud-Est à la fin du Moyen Age", in *Cahiers d'Histoire*, 1976, pp. 67-102.

ROSSIAUD, Jacques, « Prostitution, sexualité, société dans les villes françaises au XV^e siècle », in *Communications*, 1982, pp. 68-84.

ROSSIAUD, Jacques, "Les métamorphoses de la prostitution au XV^e siècle. Essai d'histoire culturelle", in *La Condicion de la mujer en la Edad Media*, 1986, pp. 155-185.

ROSSIAUD, Jacques, *La prostitution médiévale*, Paris, 1988.

RUGGIERO, Guido, "Sexual Criminality in the Early Renaissance", in *Journal of Social History*, 1975, pp. 18-37.

SCHUSTER, Beate, « L'imaginaire de la prostitution et la société urbaine en Allemagne (XIII^e-XVI^e siècles) », in *Médiévales*, 1994, pp. 75-93.

TERROINE, A., "Le roi des ribauds et les prostituées parisiennes", in *Revue d'Histoire du Droit français et étranger*, 1978, pp. 253-267.

TREXLER, R. C., "La prostitution florentine au XV^e siècle: patronages et clientèles", in *Annales E.S.C.* 1981, pp. 983-1015.

VERDON, Jean, *Le plaisir au Moyen Age*, Paris, 1996.

VILLA, R., "La prostituzione come problema storiografico", in *Studi Storici*, 1981, pp. 305-314.